

Revue d'ethnoécologie

11 | 2017

Varia + dossier "Cartographie participative" (2)



Crédits : B. Dupaigne

Bernard Dupaigne

Teintures naturelles et teinturiers au Cambodge [Texte intégral]

Natural dyes and dyers in Cambodia

Claudette Soumbane Diatta, Malick Diouf, Charlotte Karibuhoye et Amadou Abdoul Sow

Sites naturels sacrés et conservation des ressources marines et côtières en milieu traditionnel diola (Sénégal) [Texte intégral]

Exemple du Bliss-Kassa et de l'aire du patrimoine autochtone et communautaire de Mangagoulack

Sacred natural sites and the conservation of marine and coastal resources in the traditional Jola environment: Example of Bliss-Kassa and the Indigenous people's and community conserved territories and areas in Senegal

Myriam Thiroit, Pierre Failler et Justin Daniel

Des savoirs locaux aux experts naturalistes [Texte intégral]

La reconnaissance des savoirs de pêcheurs artisanaux de Martinique

From local knowledge to naturalists experts: The recognition of artisanal fishermen knowledge in Martinique

Dossier "Cartographie participative"

Pascale de Robert, Stéphanie Duvail et Élisabeth Habert

Cartographies participatives : diversité des situations, diversité des pratiques [Texte intégral]

Participatory mapping: the diversity of situations and practices

Élisabeth Habert

De l'État au citoyen, redistribution des cartes : éléments d'une histoire de la cartographie [Texte intégral]

From state to citizen, maps redistribution: elements of an history of cartography

Pierre Grenand, Françoise Grenand, Pierre Joubert et Damien Davy

Pour une histoire de la cartographie des territoires teko et wayãpi (Commune de Camopi, Guyane française) [Texte intégral]

A history of the Teko and Wayãpi (Commune of Camopi, French Guiana) territories' cartography

Pierre Ottino-Garanger et Marie-Noëlle Ottino-Garanger

Toponymie littorale aux îles Marquises, Fenua 'Enata/Henua 'Enana, Polynésie orientale (Polynésie française) [Texte intégral]

Coastal toponymy in the Marquesas Islands, Fenua, 'Enata/Henua 'Enana, Eastern Polynesia (French Polynesia)

Dominique Guillaud, Laure Empeiraire, Brunna Crespi, Rosalia Soares, Amandine Pequignot et Jean-Christophe Galipaud

Entre pétrole et tourisme, la conservation participative des patrimoines locaux au Timor-Leste (Timor oriental) [Texte intégral]

Exemple de Suai et Ataúro (districts de Covalima et Dili)

Between oil and tourism, the participative conservation of local heritage in East Timor. Example from Suai and Ataúro (districts of Covalima and Dili)

Marie-Christine Cormier-Salem et Tidiane Sané

Définir un cadre méthodologique commun en cartographie participative [Texte intégral]

L'atelier collectif de Cabrousse en Casamance (Sénégal), de la théorie à la pratique

Defining a Common Methodological Framework in Participatory Mapping: The Collective Workshop of Cabrousse in Casamance (Senegal), from Theory to Practice

Stéphanie Duvail

Cartographies participatives et conflits territoriaux [Texte intégral]

Inadéquation de l'outil à représenter l'espace disputé du delta du Tana au Kenya

Participatory mapping and conflict over land: an inadequate tool to depict the disputed Tana delta in Kenya

Cartographies participatives : diversité des situations, diversité des pratiques

Participatory mapping: the diversity of situations and practices

Pascale de Robert, Stéphanie Duvail et Élisabeth Habert

- 1 Dans un premier dossier « Cartographie participative » publié dans le numéro 9, nous avons insisté sur les enjeux forts de la « mise en carte » aux Suds (Robert & Duvail 2016). La cartographie de territoires habités par des populations restées en marge des centres de décision, ou porteurs de ressources et de projets disputés, est un exercice qui a des implications politiques en ce qu'il délimite, donne à voir ou officialise une version du territoire. Les chercheurs ne sauraient donc s'engager dans une cartographie dite « participative » sans analyser en amont le contexte de tels travaux à l'échelle locale, nationale et internationale et sans en saisir les tenants et aboutissants pour chacune des parties prenantes. Dans le premier dossier nous avons ainsi souligné le rôle de la carte comme révélateur (ou catalyseur) de conflits ouverts ou latents en même temps que les limitations bien souvent observées des outils cartographiques actuels. Les exemples développés insistent également sur l'importance des relations de confiance préexistantes à l'exercice de la cartographie entre population locale et chercheurs.
- 2 Dans ce deuxième dossier, nous présentons de nouvelles expériences de cartographie menées par des groupes d'habitants de différents pays, sur plusieurs continents (au Sénégal, en Guyane française, au Brésil, aux Marquises, au Kenya et au Timor oriental) en collaboration avec des chercheurs venus de diverses disciplines (géographie, cartographie, archéologie, ethnologie, linguistique, histoire). Ces travaux sont illustratifs de la variété des situations qui président à l'organisation d'un exercice de cartographie (participative) et, en conséquence, reflètent la diversité des pratiques mises en œuvre pour produire ensemble une représentation cartographique du territoire. La multiplicité des approches et des méthodes, la souplesse et la créativité des moyens mis en œuvre pour « ajuster » les outils aux situations rencontrées sont nécessaires. Pour autant, elles

ne garantissent pas toujours des résultats satisfaisants dans les contextes fonciers, économiques et politiques parfois difficiles de certains terrains : la carte peut mener tout autant à une impasse voire à un conflit, qu'à un consensus fédérateur. Elle n'en reste pas moins un outil de grand intérêt pour réfléchir au territoire et à ses transformations dans le temps en intégrant les perspectives de plusieurs disciplines, plusieurs langues, et plusieurs projets de gestion.

- 3 Ces différentes expériences, qui donnent un éventail significatif de la diversité des situations et des pratiques de cartographie participative aux Suds, ont été discutées au sein de l'atelier « Cartographies participatives » organisé par l'UMR « Patrimoines Locaux et Gouvernance » durant l'année 2016-2017.

BIBLIOGRAPHIE

Robert P. de & Duvail S. 2016 – « Mettre en carte » le territoire *Revue d'ethnoécologie* [En ligne], 9 | 2016, mis en ligne le 01 juillet 2016, consulté le 27 mars 2017. URL : <http://ethnoecologie.revues.org/2739> ; DOI : 10.4000/ethnoecologie.2739

AUTEURS

STÉPHANIE DUVAIL

Chargée de Recherche IRD - UMR 208 « Patrimoines locaux et gouvernance » (PALOC)- Muséum national d'Histoire naturelle Paris, France
stephanie.duvail@ird.fr

ÉLISABETH HABERT

Ingénieur cartographe - UMR 208 IRD-MNHN "Patrimoines locaux et gouvernance" (PALOC) - MNHN, Département HNS - 57 rue Cuvier, CP 51, 75231 Paris Cedex 05, France
elisabeth.habert@ird.fr

De l'État au citoyen, redistribution des cartes : éléments d'une histoire de la cartographie

From state to citizen, maps redistribution: elements of an history of cartography

Élisabeth Habert

Introduction

- 1 La carte, instrument visuel puissant, connaît un fort engouement qui dépasse très largement le cercle des experts géographes et des cartographes professionnels. Longtemps réalisées par des services d'États spécialisés, les cartes se sont démocratisées avec le développement des outils numériques, transformant ainsi la nature de l'objet carte. Outil d'analyse, d'aide à la décision et de communication, la carte est omniprésente. Intégrée à notre quotidien sous la forme d'application smartphone, elle devient un élément indispensable et occupe une nouvelle place dans notre société.
- 2 Cet article propose une réflexion méthodologique sur les profonds changements de la cartographie et du métier de cartographe ces dernières années et s'interroge sur les bouleversements engendrés par le processus de cartographie participative dans la co-construction de savoirs et la mise en carte des informations collectées. Après un rapide historique des cartes et de leurs usages brossé à partir de l'exemple français, nous soulignerons l'évolution du métier de cartographe et des outils mobilisés, puis nous insisterons sur les conditions très particulières d'élaboration et d'utilisation des outils d'analyse spatiale par l'anthropologie.

Des cartes de l'État aux démarches participatives

Des cartes longtemps réservées aux militaires et aux services de l'État

- 3 Objet emblématique de la géographie, la carte a eu longtemps pour but de représenter les territoires, en définissant notamment les lieux, les chemins et leurs limites et frontières. Les gouvernements ont très tôt fait du cadastre le moteur de leurs réformes juridiques et fiscales. Mémoire du droit de propriété, les cartes se sont alors transformées en pouvoir régulateur et instruments de contrôle du territoire par les États. L'exemple français est emblématique de cette utilisation de la carte.
- 4 En France, les cartes de Cassini (1756-1815) ou des Cassini, dressées par ordre du roi Louis XV à l'échelle du 1/84 600, constituent la première grande série de cartes du territoire français et sont considérées comme le point de départ d'une cartographie dite « moderne » (Dainville 1955). Elles mettent en place une délimitation précise des limites de juridictions civiles ou religieuses, des frontières administratives ou judiciaires et un bornage cadastral. Construites à partir de levés originaux et s'appuyant sur une triangulation géodésique dans la prise des mesures, ces cartes montrent bien le souci de l'administration royale française de disposer d'informations et limites exactes pour la gestion administrative du territoire.
- 5 Le cadastre parcellaire dit « napoléonien » (loi du 15 septembre 1807) constitue, dans l'histoire de la cartographie française, un autre exemple intéressant d'outil juridique et fiscal. Destiné à faciliter l'imposition des propriétés bâties et non-bâties en France, au moyen :
 - « d'un dénombrement général des terres, dans toutes les communes de l'Empire, avec arpentage et évaluation de chaque parcelle de propriété »,
- 6 il correspond au premier cadastrage exécuté par l'administration française et comme l'écrivait son initiateur :
 - « Un bon cadastre parcellaire sera le complément de mon Code en ce qui concerne la possession du sol. Il faut que les plans soient assez exacts et assez développés pour fixer les limites des propriétés et éviter les procès. » (Mollien cité par Herbin & Pebereau 1953).
- 7 Puis avec la réalisation du cadastre napoléonien, un nouveau corps de métier apparaît, le géomètre du cadastre dont les compétences se situent entre le géomètre et l'ingénieur géographe. En effet, en France, le « dépôt de la guerre », créé en 1688 et chargé des opérations topographiques et de conserver les cartes et plans, est scindé en deux organismes :
 - le Service géographique de l'armée française (décret 1881), placé sous la direction de l'état-major général de l'Armée. Militaire par sa direction et civil par une partie du personnel, il devient un organisme mixte dont les missions essentielles sont les suivantes : exécuter tous les travaux de géodésie, topographie et cartographie de la France, de l'Afrique française du Nord et des États du Levant.
 - Le Service historique de l'armée qui conserve les archives militaires.
- 8 Sous l'occupation de la France par l'Allemagne, le général Louis Hurault, alors directeur du service géographique de l'armée, parvient à faire signer à Bordeaux, le 27 juin 1940, un décret supprimant le service géographique de l'armée. Il crée alors l'Institut

géographique national (IGN), organisme civil rattaché au ministère des travaux publics en remplacement du Service géographique de l'armée (SGA) et évite ainsi qu'avions, cartes et matériel de levés topographiques ne tombent aux mains de l'armée allemande (IGN 2016)

- 9 Jusqu'au XIX^e siècle, en France, les cartes sont donc établies à partir de mesures très précises, par les ingénieurs des camps et armées, puis par les ingénieurs géographes militaires, et servent à établir des limites, à se repérer sur le terrain. L'État français garde le monopole sur leur production et diffusion et les réserve à un cercle restreint d'initiés : militaires, fonctionnaires des impôts, navigateurs, explorateurs. La carte présente un discours qui sert les intérêts de celui qui en contrôle la fabrication.
- 10 Au cours des XIX^e et XX^e siècles, l'augmentation de la technicité du métier conduit au recrutement d'un personnel de plus en plus spécialisé et qui devient civil à partir de 1940. L'École nationale des sciences géographiques (ENSG), destinée à former les futurs ingénieurs et techniciens de l'IGN est fondée l'année suivante et les cartographes formés sont appelés « artistes-cartographes ».

Une terminologie et un métier en constante évolution

- 11 Tant le métier de cartographe que la définition du champ de la cartographie n'ont cessé d'évoluer aux cours des soixante-dix dernières années.
- 12 En 1949, l'organisation des Nations Unies (ONU) définit la cartographie comme une « science qui traite de l'établissement des cartes de toutes sortes. Elle englobe toutes les phases de travaux, depuis les premiers levés jusqu'à l'impression finale des cartes » (Weger 1999 : 20). Par son utilisation du terme « phase de travaux », cette définition met en avant l'idée de division du travail avec des phases successives dans le métier de cartographe et montre une hiérarchisation des tâches d'exécution très précises (topographie, photogrammétrie, traitements des données, mise en page, reproduction) qui nécessite des enseignements particuliers.
- 13 En 1966, la commission thématique de l'Association Cartographique Internationale (ACI) décrit la discipline comme l'« ensemble des études et des opérations scientifiques, artistiques et techniques intervenant à partir des résultats d'observations directes ou de l'exploitation d'une documentation, en vue de l'élaboration de cartes et autres modes d'expression, ainsi que dans leur utilisation » (ACI 1966). L'ACI prend en compte les évolutions techniques de relevés et de productions cartographiques et, fait nouveau, elle dissocie deux phases, la représentation cartographique et l'usage de la carte. Le comité français de cartographie reprend cette définition et l'élargit aux « phénomènes abstraits localisables dans l'espace », étendant ainsi la nature des informations cartographiées aux phénomènes « invisibles » (Comité Français de Cartographie 1990).
- 14 L'informatique, le développement de logiciels plus ou moins cartographiques ainsi que l'apparition dans les années 1980 des Systèmes d'Information Géographique (SIG) démocratisent la carte et bouleversent le métier de cartographe. La constitution et la gestion de bases de données géolocalisées ouvrent alors un nouveau domaine d'application en cartographie. Peu à peu, la technologie évince la dimension artistique des « artistes-cartographes » et l'enseignement au métier de cartographe s'adapte.
- 15 Prenons ainsi l'exemple de l'école de cartographie de l'Université de Paris 1. Fondée en 1934 par Emmanuel de Martonne, elle a pour objectif principal de former des ingénieurs

cartographes-géographes. Issus d'une formation de géographie, les premières promotions de deux à cinq élèves reçoivent un enseignement destiné à répondre aux nouveaux usages de la carte dans la presse et dans le développement touristique de la France. Recrutés à la fin de leurs études dans des bureaux ou ateliers de cartographie de services publics ou privés, les jeunes cartographes ont pour vocation les métiers de l'édition. Cette formation évolue en 1975, vers le diplôme d'études supérieures spécialisées puis en octobre 1991, elle reçoit une double habilitation Université de Paris 1 et ENSG, permettant d'associer l'université et l'École Nationale des Sciences Géographiques de l'IGN. Le terme Système d'Information Géographique est ajouté à l'intitulé de la formation de cartographie ; celle-ci devient le DESS de Cartographie et Système d'Information Géographique et le glissement vers la géomatique est amorcé. La réforme LMD (Licence-Master-Doctorat) d'harmonisation de l'enseignement supérieur de 2002 transformera à son tour la formation des ingénieurs cartographes en ingénieurs cartographes/géomaticiens avec un nouvel intitulé de formation, le Carthagéo et un renforcement des enseignements propres à l'information géographique et la modélisation des bases de données.

- 16 Longtemps perçue comme un objet voué à la représentation d'informations très précises, la carte devient donc un outil d'analyse et de modélisation spatio-temporelle.
- 17 Aujourd'hui, les étudiants universitaires suivent des cours de « traitement et représentation de l'information géographique », d'« analyse de données et représentation spatiale », de « cartographie automatique », de « géovisualisation », ou encore de « géomatique ». En parallèle, le BTS du Lycée Maximilien Vox, qui formait des dessinateurs-cartographes, a été fermé.
- 18 Face à l'automatisation de la cartographie, puis à l'avènement des SIG et au développement des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication), les formations liées à la cartographie et à l'information géographique se sont renouvelées, devenant un enseignement géomatique qui essaie d'intégrer les règles de la sémiologie graphique dans un monde très varié d'outils informatiques. De nombreuses cartes publiées sur internet ou dans la presse sont réalisées par des personnes n'ayant reçu aucun cours de cartographie et de sémiologie. Cela pose le problème de la conception cartographique et de la transmission des règles élémentaires de sémiologie graphique alors que de nouveaux usages et besoins intègrent la localisation géographique dans notre quotidien.

L'information géographique, une dimension stratégique

- 19 Au sein de la Communauté Européenne, la mutualisation et la diffusion des connaissances sont facilitées par la directive INSPIRE (2007/2/CE) du 14 mars 2007 qui impose aux autorités publiques de rendre leurs données environnementales géographiques accessibles au public en les publiant sur internet avec leurs métadonnées. Ainsi, la mise en plateforme des données, les observatoires, les services de « webmapping » et d'une façon générale les technologies SIG rendent accessibles les données à un public non-expert.
- 20 Ainsi par exemple, en Grande-Bretagne, les données produites par les ministères et organismes gouvernementaux sont publiées sur une plateforme nationale <http://data.gov.uk> et permettent aux citoyens d'accéder à une grande quantité de données thématiques.

- 21 De même, le Grand Observatoire de l'environnement et de la biodiversité terrestre et marine du Pacifique Sud (GOPS) autorise la consultation et le téléchargement des données sur les températures du domaine côtier, la salinité, les vagues, la houle, ou encore la surveillance des *Acanthaster*, étoile de mer qui ravage les récifs coralliens : depuis décembre 2015 une surveillance citoyenne (réseau Oreanet) a été mise en place par l'Institut de Recherche pour le Développement. Elle concerne la Nouvelle-Calédonie, le Vanuatu et les îles Fidji. Une application smartphone librement téléchargeable, ainsi qu'un formulaire en ligne de déclaration d'observation et une carte interactive des infestations sur le territoire permettent de surveiller les récifs. Les plongeurs, pêcheurs, plaisanciers, scientifiques, associations environnementales et tous les usagers du lagon deviennent alors des membres participatifs de ce programme.
- 22 Nous assistons donc à une perte progressive du contrôle des données géographiques de la part des organismes d'État. L'accès facilité à l'imagerie satellitaire, les globes virtuels tels que Google Earth, le GPS, les drones et les objets interconnectés permettent le développement d'une forme de privatisation des connaissances et une perte de souveraineté des États sur les représentations de leur territoire national. La carte comprise comme un processus politique plutôt qu'un simple outil technique devient alors un contre-pouvoir citoyen (Radjawali & Pye 2015).
- 23 Facilitées par l'utilisation de logiciels *open source* tels que Qgis, Philcarto, Magrit ou Khartis, les pratiques cartographiques non-étatiques produites ou co-produites par des organismes privés et des usagers illustrent bien l'intérêt de la société civile pour une meilleure connaissance et gestion de leur territoire. Dans le même temps des sociétés privées se rapprochent de contributions collaboratives pour actualiser leurs bases. Ainsi, le producteur de cartes et guide Michelin a publié en février 2013, Clermont-Ferrand et son agglomération, premier plan de ville s'appuyant en partie sur le contenu d'*OpenStreetMap* (OSM), base de données géographiques, libre et collaborative. Réelle innovation dans la production cartographique, cette expérience réussie entre une entreprise privée et une communauté de contributeurs préfigure pour les années futures un nouveau fonctionnement des données géographiques avec de nouveaux processus de collecte et de conception des cartes.

La redistribution des cartes

De l'État au citoyen : rapide historique de la cartographie participative

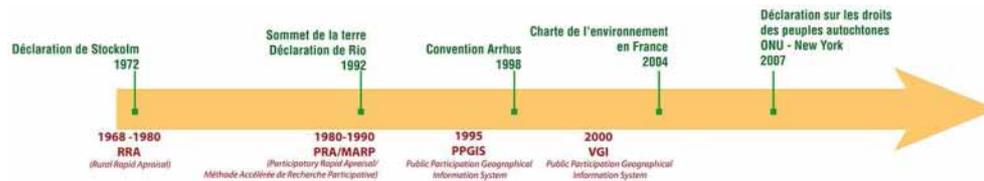
- 24 Suite à l'échec de nombreux programmes d'aménagement et de gestion du territoire par manque de concertation avec les populations locales, l'approche participative est apparue sur le terrain dans les années 70-80 dans les projets de développement des pays du Sud. L'idée principale du processus participatif est la suivante : il faut écouter les besoins des populations et leur laisser l'initiative dans leur propre processus de développement. Interviews, jeux de rôles, simulations, cartographie mentale et exercices divers sont alors inclus dans le processus de collecte des données par les organisations de la coopération internationale, les ONG ou les organismes gouvernementaux et internationaux. Au sein de ce nouveau cadre de collecte d'informations, le processus de fabrication de la carte est modifié, au lieu d'un travail de chercheur/ingénieur-expert imposant une vision du territoire selon une relation verticale (du sommet vers la base / *top-down*), vers une

méthodologie de cartographie participative qui inverse le processus : de la base vers le sommet (*bottom-up*). Dans le cas présent, nous parlons du processus spécifique de construction et non pas de l'objet « carte » résultant de cette construction.

- 25 Ainsi, Palsky (2010) définit la cartographie participative comme un processus d'élaboration collective des représentations cartographiques par la base, c'est-à-dire par un ensemble de personnes n'appartenant pas aux milieux de la cartographie professionnelle ou académique ; c'est ce qu'il appelle « cartographie sans cartographes ». Pour Burini (2008), il s'agit d'un type particulier de cartographie qui, réalisée par les communautés locales pour représenter leur territoire, permet de faire émerger les savoirs traditionnels et certaines problématiques qui échappent aux enquêtes traditionnelles.
- 26 Par ces quelques définitions et au-delà des réalités très diverses qu'elles renvoient, nous remarquons qu'il se dégage un consensus sur l'objectif poursuivi par la cartographie participative qui est de faire participer les populations locales à la représentation de leurs territoires et de produire des connaissances utiles à leur implication dans les actions de développement qui portent sur leurs espaces de vie.
- 27 Dans son ouvrage, *Maps are territories*, David Turnbull (1989) montre que la cartographie issue de populations locales avec les peintures murales, manuscrits, cartes gravées dans le bois, est ancienne même s'il s'agit d'initiatives peu répandues et isolées. La terminologie pour décrire ce processus ne cesse de se multiplier et de nombreux termes sont apparus au fil du temps. La liste reprise ici n'est pas exhaustive mais elle montre le fort intérêt pour l'objet « carte » : ethnocartographie, cartographie participative, carte mentale, cartographie communautaire, cartographie collaborative, cartographie participative de l'utilisation du sol, cartographie indisciplinée, néocartographie, cartographie narrative, *counter-mapping*. Cette diversité des termes témoigne également de nouvelles dynamiques autour de la carte liées à la prise en compte du territoire par les citoyens et à l'évolution des technologies numériques. Les enjeux cartographiques peuvent se résumer par les cinq verbes suivants : connaître, représenter, contrôler, agir et imaginer (Zanin 2013) alors que dans le cadre de la cartographie participative, l'objet « carte » n'est pas une fin en soi, c'est un outil qui permet à un groupe de co-construire une représentation du territoire à un moment donné. Comme l'exprime Desbois (2015 : 14), « La carte est un support de représentations partagées qui contribue à façonner et à propager les imaginaires collectifs du territoire ».
- 28 Active dans la promotion et le développement de la cartographie, l'ICA (*International Cartographic Association*) a validé la création d'une nouvelle commission sur la néocartographie lors du congrès de cartographie qui s'est déroulé en 2011 à Paris. L'apparition de cette nouvelle commission met en valeur ce processus de fabrication des cartes et intègre cette pratique dans la cartographie professionnelle. La première session d'étude a été organisée lors du congrès de Dresde en 2013.
- 29 Le développement de ces démarches participatives est à mettre en regard avec le cadre juridique instauré par les textes internationaux qui ont progressivement introduit la notion de participation des citoyens (Figure 1). Sur le plan international, l'idée de participation des citoyens dans le champ de l'environnement et du développement est présente dans la déclaration de Stockholm de 1972 et dans celle de Rio de 1992. La déclaration de Rio précise dans le principe 10 que la « meilleure façon de traiter les

questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient » (ONU 1992).

Figure 1 : Cadre juridique et approches participatives



© E. Habert

- 30 Cela signifie que les citoyens doivent avoir accès aux informations relatives à l'environnement mais également avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décisions.
- 31 En application du principe 10 de la Déclaration de Rio, la convention d'Aarhus (Danemark) du 25 juin 1998, ratifiée par l'Union européenne, prévoit cette idée de participation du public et précise que la participation doit avoir lieu très en amont du projet : « lorsque toutes les options et solutions sont encore possibles et que le public peut exercer une réelle influence » (CNIG 1998).
- 32 Au plan national, un certain nombre de procédures de participation existaient déjà dans la réglementation, mais l'article 7 de la Charte de l'environnement de 2004 a, par son inscription constitutionnelle, légitimé ce droit de toute personne « de participer à l'élaboration des décisions ayant une incidence sur l'environnement ».
- 33 Le 13 Septembre 2007, à New York, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a adopté la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. Dans ce document, quinze des quarante-six articles traitent de la participation des peuples autochtones dans les décisions et encouragent leur participation pour toutes les questions qui les concernent. L'article 23 leur confère le droit de définir et d'élaborer des priorités et stratégies visant à exercer leur droit au développement (ONU 2007)

Retour sur les différentes approches

- 34 Coûteuses en termes de moyens humains et financiers, les enquêtes quantitatives ou qualitatives étaient souvent élaborées par des « experts extérieurs » sur la base de diagnostics établis sans aucune consultation des populations locales et les données quantitatives étaient jugées trop incomplètes par rapport aux données qualitatives qui permettent de prendre en compte les savoirs locaux et leurs usages. Les ONG et bailleurs de fonds prônent alors les méthodes participatives afin de garantir l'adhésion des populations et assurer la réussite des projets.
- 35 La cartographie participative se base sur la transparence et la participation de tous les membres de la communauté locale lors d'une activité ou en réponse à une question liée à une initiative de développement ou à un processus de prise de décision communautaire. La carte constitue alors un outil de collecte de savoirs et elle se distingue de la cartographie de par le fait qu'il s'agit bien d'un processus de fabrication : la cartographie d'un territoire est établie par un groupe d'habitants encadrés par un groupe d'experts.

- 36 Face à ces constats, différentes approches de recherche rapide et participative avec les communautés sont apparues. Nous avons choisi dans ce présent article de vous présenter deux méthodes, l'évaluation rurale rapide, où la population constitue un objet d'étude et la méthode accélérée de recherche participative, qui implique la population en tant que partenaire de l'étude.
- 37 L'expression « *Rural Rapid Appraisal (RRA)* / évaluation rurale rapide » (Figure 1) pour décrire les techniques susceptibles de favoriser une « inversion de l'apprentissage » a été utilisée par Carruthers et Chambers en 1981. Les pratiques de recherche à partir d'enquêtes statistiques sont remises en question et une nouvelle approche, exploratoire et itérative, se base principalement sur le recueil de données qualitatives telles que les savoirs paysans et leurs usages. Une équipe composée de chercheurs travaille en coopération avec les membres de la communauté, en les impliquant dans tous les aspects de la collecte et de l'analyse des informations. Les informations sont recueillies au moyen de divers outils et techniques adaptés aux membres de la collectivité, la carte étant un des ces outils. À la fin du processus, un atelier de restitution est organisé. Il constitue un moment privilégié entre les chercheurs et la communauté et permet de revenir sur certains résultats ou de les compléter. C'est souvent l'occasion pour la communauté de s'approprier les résultats du diagnostic. Dans la plupart des cas, l'information collectée reste la propriété de l'équipe de chercheurs ; elle n'est pas partagée avec la population locale (Chambers 2006).
- 38 La méthode accélérée de recherche participative (MARP) s'impose rapidement auprès des ONG, des bailleurs de fonds des communautés rurales des pays du Sud mais également auprès des services publics (Boutinot 2002). Avec cette approche, la population locale n'est plus un objet d'étude mais devient un partenaire. Elle est encouragée à prendre la parole et le rôle de la personne extérieure est réduit à celui de facilitateur ou animateur du processus d'apprentissage. Il s'agit alors de faire émerger les savoirs locaux mais également de renforcer la participation communautaire dans la gestion du territoire.
- 39 L'équipe de recherche sur le terrain collecte des informations impossibles à saisir d'une autre manière telles que les récits, les légendes, les rituels, les parcours migratoires. Lorsque la carte transcrit ces informations, elle les « fige » et matérialise des limites « rigides » sur le papier ou tout autre support alors que les frontières peuvent être dynamiques selon les saisons et les activités des habitants.
- 40 Les informations obtenues à l'aide des outils mis en place par cette approche fournissent aux populations locales une image de leur vie quotidienne, leur permettant d'analyser leurs problèmes, de fixer leurs objectifs et de suivre leurs résultats. La fabrication de la carte est modifiée, rendant visible l'invisible et au delà de la technique de conception de la carte, au-delà du geste de dessiner une limite ou de placer une branche d'arbre au sol pour symboliser une rivière par exemple, les gestes révèlent des statuts et significations sociales au sein d'un groupe, mettent à jour des conflits que l'équipe de recherche doit étudier tout en prenant en compte le contexte politique du terrain.
- 41 La remise en cause de la géomatique, perçue comme un domaine réservé aux experts afin de prendre des décisions en termes d'aménagement du territoire, permet l'apparition d'un nouveau concept, le PPGIS (*Public Participation Geographical Information System*), mixte entre le SIG et le processus participatif. Lors de la conférence internationale sur la communication et la gestion participative des informations géoréférencées en 2005 à Nairobi, Rambaldi propose la définition suivante des SIGP :

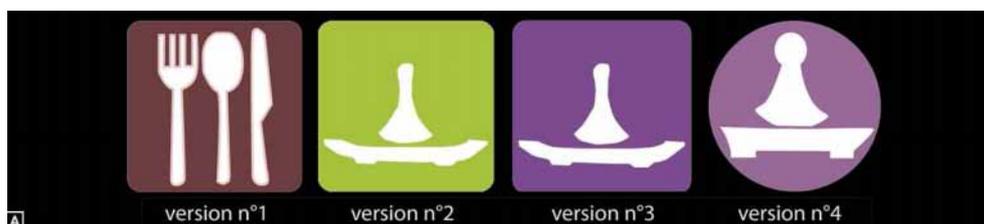
« Les SIG participatifs sont en fait une approche née de la combinaison de méthodes participatives d'apprentissage, d'action et de SIG traditionnels accompagnant les projets de développement. Ils s'appuient sur l'utilisation intégrée d'outils, de méthodes, de technologies et de systèmes allant de simples croquis de cartes à des modélisations tridimensionnelles participatives, à l'interprétation commune de photos aériennes et à l'utilisation de GPS et de diverses applications SIG » (Rambaldi *et al.* 2005).

La co-construction des cartes : vers une nouvelle cartographie ?

Des codes de lecture bousculés

- 42 Quel que soit le processus de collecte des données géolocalisées, participatif ou pas, le cartographe, qui réalise la carte sélectionne, les informations qu'il va représenter et devient l'interprète d'une société à un moment donné et de ce qui lui semble essentiel à la représentation des lieux. Noucher (2015) va plus loin et parle d'« intentionnalité cartographique ». Il considère que la carte « exprime toujours une sélection délibérée de données et d'options graphiques visant un objectif particulier » (Noucher 2015 : 219).
- 43 En tant qu'ingénieur cartographe, mon expérience de la cartographie d'édition puis de projets de cartographie participative me laisse penser que la pratique de la cartographie participative modifie les codes de lectures habituelles et demande à être expliquée. « Trouver un langage symbolique commun est vite apparu comme nécessaire » (Mekdjian & Olmedo, 2016 : 5). Il s'agit de mettre d'accord tous les participants sur l'exercice de sémiologie graphique mais également sur la définition des objets qui seront représentés sur la carte. Chaque spécialiste (qu'il soit ethnologue, géographe, anthropologue ou archéologue), chaque communauté utilise son propre langage. À quoi correspondent par exemple les savoir-faire liés à la navigation ? Ne se superposent-ils pas aux savoirs liés à la pêche et à la navigation ?
- 44 Pour exemple, deux expériences issues de ma participation au programme Palimma (co-construction des enjeux de protection et de gestion relatifs au « Patrimoine culturel » liés au Littoral et à la Mer aux MARquises) illustrent les nécessités d'un dialogue dans le processus de construction de symboles. Ce programme a démarré en 2013 aux îles Marquises afin de mieux connaître les enjeux de protection et de valorisation du patrimoine culturel lié à la mer dans la perspective de son inscription au patrimoine mondial et de la création d'une aire marine protégée (Chlous 2015).
- 45 Issu de la classification UNESCO au titre du patrimoine immatériel, le premier symbole représente l'art culinaire et le second, les traditions orales et spectacles. Objet de nombreux échanges par courriel, la première proposition de pictogramme avec le couteau, la fourchette et la cuillère (Figure 2a) a suscité la réaction suivante auprès des scientifiques : il me semble trop « occidental-centré ». Utilisé par Google pour localiser les restaurants, ce pictogramme n'est pas représentatif de l'art culinaire aux Marquises ; par conséquent, nous avons choisi de dessiner un pilon, utilisé pour les préparations culinaires aux Marquises.

Figure 2a : L'art culinaire – essai de symbologie



© E. Habert

- 46 Pour le symbole des traditions orales et spectacles (Figure 2b), la première proposition matérialisant une galette de disque a été incomprise par les acteurs marquisiens et définie comme « obscure » aussi bien pour le sens du motif que sa couleur. Il m'a été demandé de trouver une couleur plus intense car aux Marquises les traditions orales et spectacles sont un thème majeur. Nous avons donc choisi de dessiner une tête de **tiki**, être humain divinisé tout en jouant durant les différentes versions sur l'équilibre entre le personnage, sa voix et ses paroles. Faut-il réduire la tête du **tiki** et agrandir ses paroles ou l'inverse ?

Figure 2b : Les traditions orales et spectacles – essai de symbologie



© E. Habert

- 47 Pourquoi le rouge-orangé ? Pour parler de la beauté par excellence d'une personne ou d'un endroit, les Marquisiens ajoutent le mot **ku'a** : c'est la couleur ! Elle est rouge-orangé... peut-être un peu comme le flamboyant ou certains poissons qui ont ce rouge-orangé très lumineux. Au total, cinq versions de pictogrammes ont été proposées.
- 48 Par ailleurs, la relation entre les récits et la carte s'élabore par le lieu et la localisation ; la carte représente l'ancrage spatial des événements qui se sont déroulés dans ces lieux. Ces noms de lieux traduisent un savoir ancestral et une façon d'appréhender l'espace. Ils informent sur la nature d'un lieu, ce qui est à connaître de l'endroit. Par exemple, aux Marquises le mot **Taha'oa** signifie longues lignes de falaises et **Tehakapa'aoa**, la danse des dauphins (Ottino-Garanger & Ottino-Garanger 2017). Ainsi, les ateliers participatifs permettent de recueillir un grand nombre de données qualitatives associées aux toponymes (légendes, récits), posant la question de la mise en base de données SIG et de l'exploitation de ces informations. Un même objet peut porter différents noms selon les communautés qui le décrivent et la base SIG peut très rapidement devenir complexe.
- 49 Selon le support choisi, feuille papier, carte au sol ou modélisation 3D, le cartographe rencontre différents problèmes d'interprétation et d'intégration dans une base SIG (Figure 3). L'école thématique de cartographie participative qui s'est déroulée en juillet 2014 en Basse Casamance au Sénégal a permis de tester avec une ONG, le GRDR (Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural), la démarche participative

(Cormier Salem & Sané, ce volume). Dessinée sur une feuille de papier, la route constitue souvent le premier élément tracé. Elle est suivie des autres points de repères de la communauté, souvent des repères naturels, comme le montre la figure 3 où les villageois ont dessiné le fromager géant qui est l'emblème du village de Diembéring, puis les quartiers ont été délimités avec une géométrie approximative. Les infrastructures scolaires et sanitaires ainsi que les unités paysagères (dunes, mangrove, rizières) viennent compléter la carte. La toponymie est utilisée pour nommer les quartiers, indiquer les directions (canal, piste) et les zones de passage.

Figure 3 : Construction de la carte du terroir rizicole de Diembéring, Sénégal



© E. Habert

- 50 En général, le degré d'élaboration de la carte participative diffère selon le choix des outils, de par l'absence de légende, la représentation de la topologie avec une géométrie souvent abstraite (au bord de, à côté de, en face de), des coordonnées géographiques définies par rapport au soleil et l'échelle-relation aux distances absente ou exprimée en temps, durée de marche pour aller d'un lieu à un autre.

Une cartographie alternative : nouvelles méthodes d'analyse et nouveaux modes d'expression

- 51 Lorsque les cartes sont établies au sol ou au crayon sur une feuille de papier blanc, le cartographe/géomaticien fait donc face à des difficultés d'analyse et de traitement qui sont liées notamment à la difficulté de superposer les échelles et des informations très diverses et parfois contradictoires. Comment analyser et comparer des cartes de villageois issus d'un processus de cartographie participative lorsque nous ne disposons d'aucun référentiel commun ? D'après Palsky (2013 : 21)

« Cette cartographie méconnaît les étapes bien réglées du travail de cartographe habituel (...). On ressent clairement le malaise des experts face à ces cartes rudimentaires ».

- 52 Pour palier ce problème et comparer les cartes réalisées par les membres de la communauté locale, Ramaroson *et al.* (2013) suggèrent, au lieu de superposer les cartes, de faire la comparaison des graphes correspondants. Ils proposent de modéliser sous la forme de graphes conceptuels les cartes obtenues lors des entretiens avec les habitants afin de représenter avec le logiciel CoGui, les structures spatiales fonctionnelles (les sommets et les relations).
- 53 Par ailleurs, il est techniquement difficile d'intégrer une réalité spatiale « floue » dans l'outil SIG et la cartographie seule ne peut répondre à toutes les interrogations que pose le participatif. Nous assistons donc depuis ces dix dernières années à l'apparition de nouveaux modes d'expression cartographiques alternatifs, la plupart du temps inspirés des pratiques artistiques qui visent à représenter les dimensions émotionnelles, politiques et sociales tout en questionnant le public. Citons par exemple les vidéocartographies de Till Roeskens (2009) dont les projets de cartographie se déclinent sur des vidéos lui permettant de restituer, non pas la topographie des lieux mais la manière dont chacun peut faire usage d'un espace et proposer des pistes d'aménagement (Maury & Ragel 2016). La mise en scène des cartes et autres médias (vidéographie, enregistrements audio, scènes 3D, textes, photographies) pour représenter ces savoirs qualitatifs, ajoute une dimension supplémentaire aux changements d'échelles et aux analyses spatio-temporelles. Les cartes narratives, interactives et numériques telles que le propose ESRI avec les *Story Maps* illustrent cette nouvelle approche des relations entre les cartes et les récits, les lieux et les mots. Accessible à des amateurs de la cartographie, le développement de ces applications participe à la démocratisation et à la vulgarisation des cartes modifiant les usages de la carte. Des équipes de recherche s'interrogent sur ces nouveaux enjeux graphiques. Nous pouvons citer le groupe de recherche Cartomouv' (<http://www.cartomouv.parisgeo.cnrs.fr/>) qui mène un travail de réflexion sur les problèmes de sémiologie que posent ces nouvelles technologies.

Conclusion

- 54 Nous voyons qu'au fil des décennies, l'usage des cartes s'est transformé. Longtemps considérée comme un outil de conquête territoriale, aujourd'hui, la carte est à la fois envisagée comme outil de compréhension, de représentation de lieux et de situations, et comme « geste de médiation » (Mekdjian & Olmedo 2016), de concertation et de co-construction d'un projet de territoire.
- 55 Dès 1989, B. Harley s'est interrogé sur la question de la construction sociale de la carte. Pour lui, que cela soit une carte d'exploration ou une carte contemporaine, elle ne transmet pas une vision neutre du monde et il est alors indispensable de s'intéresser à l'analyse du discours cartographique. La carte ainsi « déconstruite » appartient à la société qui la produit et à son système culturel (Harley 1989).
- 56 D'autres travaux (Peluso 1995, Burini 2013) préfèrent parler de *counter mapping* comme processus de contestation et de revendication politique de la part des communautés. Le développement des drones à un usage civil permet de créer des cartes de qualité sous le contrôle des communautés et d'amplifier cette technique de production de cartes. Chambers (2006) rappelle la nécessité d'évaluer les procédures, l'implication des communautés et de s'interroger sur les bénéficiaires, sur la propriété et l'usage des cartes qui ont été dressées.

- 57 Nous voyons donc que la question de la qualité des données reste centrale dans le processus participatif. La carte ne peut être un résultat en soi, elle doit être replacée dans son contexte pour éviter une interprétation erronée et être analysée avec les enregistrements vidéo et audio des ateliers ou entretiens pour pouvoir ensuite construire une base de connaissances (métadonnées) sur le territoire étudié. Dans la plupart des cas, ces cartes ne sont pas publiées, elles n'ont pas de numéro ISBN, numéro international et normalisé qui identifie la production cartographique et elles ne sont pas soumises au dépôt légal de la BNF. Que se passe-t-il lorsque le programme de recherche est terminé ? Que faire de ce matériel cartographique ? Doit-on envisager un archivage avec une généalogie des données, des métadonnées participatives qui décrivent le projet, son contexte, ses enjeux et ses contraintes ?
- 58 Longtemps réservée aux professionnels, la fabrication de la carte a lieu de plus en plus dans la sphère civile et ce n'est pas seulement le mode de production de la carte qui se trouve modifié mais également la diffusion et l'usage de l'information géolocalisée. Face à cette multitude de producteurs/consommateurs et d'usagers/producteurs, nous devons repenser la carte dans sa forme, sa fonction, son statut et ses enjeux. Actuellement deux systèmes cohabitent : une cartographie d'experts et une cartographie participative/citoyenne. La géomatique a accompagné ce changement profond. Et demain ? Assistera-t-on à la disparition de l'un des deux ? Ou à l'apparition d'un modèle hybride ?
- 59 Le processus participatif mobilise de plus en plus la communauté des chercheurs et pose de multiples interrogations alimentant leur réflexion critique face à ces nouvelles démarches scientifiques. Un large champ de réflexion et d'analyse s'ouvre aux cartographes, géographes, géomaticiens, informaticiens et artistes.
- 60 Comprendre et faire comprendre le territoire reste le fil directeur du métier de cartographe qu'il soit expert ou pas. Gardons les cartes en main.

BIBLIOGRAPHIE

Association Cartographique Internationale 1966 – Paris, Unesco.

Boutinot L. 2002 – De la complexité de la décentralisation. Exemple de la gestion des ressources forestières au Sénégal. *Bulletin de l'APAD* (23) : 37-59.

Burini F. 2008 – *La cartographie participative et la pratique du terrain dans la coopération environnementale : la restitution des savoirs traditionnels des villages de l'Afrique subsaharienne*. À travers l'espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie, Actes du colloque d'Arras, 18-20 juin 2008, France.

Burini F. 2103 – L'évolution de la cartographie auprès des sociétés traditionnelles en Afrique subsaharienne. *L'information géographique* 4 (77) : 68-87.

Chambers R. & Carruthers I. 1981 – Rapid appraisal for rural development. *Agricultural Administration* 8 (6) : 407-422.

Chambers R. 2006 – Cartographie participative et systèmes d'information géographique : à qui appartiennent les cartes ? Qui en ressort renforcé, qui en ressort affaibli ? Qui gagne et qui perd ? *The Electronic Journal on Information Systems in Developing Countries (EJISDC)* 25 (2) : 1-14.

Chlous F. 2015 – *Démarche participative : co-construction, négociation, hybridation ? Ateliers cartographiques dans l'archipel des Marquises. GIS Démocratie et Participation. Actes du Colloque "Chercheur.e.s et acteur.e.s de la participation : Liaisons dangereuses et relations fructueuses"*. Saint-Denis, 29-30 janvier 2015, 11 p.

Comité Français de Cartographie 1990 – Glossaire du comité français de cartographie, Paris.

Conseil National de l'Information Géographique 1998 – La convention d'Aarhus : Accès à l'information et participation du public en matière d'environnement. Fiche technique du CNIG n° 73 – [en ligne] URL : <http://www.ird.fr/informatique-scientifique/documents/legislation/aarhus.pdf> consulté le 29/05/2017.

Cormier-Salem M.-C. & Sané T. 2017 – Définir un cadre méthodologique commun en cartographie participative : l'atelier de Cabrousse, de la théorie à la pratique. In : dossier "Cartographie participative". *Revue d'ethnoécologie* 11.

Dainville F. de 1955 – La carte de Cassini et son intérêt géographique. *Bulletin de l'Association de géographes français* 251-252 (32) : 138-147.

Desbois H. 2015 – *Les mesures du territoire : aspects techniques, politiques et culturels des mutations de la carte topographique*. Presses de l'Enssib, 239 p.

Harley J.B. 1989 – Deconstructing the map. *Cartographica* (26) : 1-20.

Herbin R. & Pebereau A. 1953 – *Le cadastre français*. Paris, Éditions Francis Lefebvre, 407 p.

IGN 2016 – L'Histoire de l'IGN, *dossiers en ligne* [En ligne] URL : <http://www.ign.fr/institut/dossiers/lhistoire-de-lign> consulté le 29/05/2017.

Maury C. & Ragel P. 2016 – *Filmer les frontières*. Presses universitaires de Vincennes, 2016, 204 p. DOI : 10.3917/puv.maury.2016.01.

Mekdjian S. & Olmedo E. 2016 – Médier les récits de vie. Expérimentation de cartographies narratives et sensibles. *Mappemonde* 119.

Noucher M. 2015 – De la trace à la carte et de la carte à la trace : pour une approche critique des nouvelles sources de fabrication cartographique. In : Severo M & Romele A. *Traces numériques et territoires*. Paris, Presses des Mines : 213-223. <halshs-01212022>.

Organisation des Nations Unies 1992 – Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement. [En ligne] URL : http://www.diplomatie.gouv.fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/9/Declaration_de_Rio_1992_fr.pdf Consulté le 29/05/2017.

Organisation des Nations Unies 2007 – Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones [en ligne] URL : http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf Consulté le 29/05/2017.

Ottino-Garanger P. & Ottino-Garanger M.-N. 2017 – Toponymie littorale aux Marquises, Polynésie orientale (Polynésie française) in dossier "Cartographie participative", *Revue d'ethnoécologie* 11.

Palsky G. 2010 – Cartes participatives, cartes collaboratives – La cartographie comme maïeutique. *CFC* (25) : 49-59.

Palsky G. 2013 – Cartographie participative, cartographie indisciplinée. *L'information géographique* 77 : 10-25. DOI 10.3917/lig.774.0010.

- Peluso N.L. 1995 – Whose Woods are these? Counter-mapping forest territories in Kalimantan, Indonesia. *Antipode* 27 (4) : 383-406.
- Radjawali I. & Pye O. 2015 – *Counter-mapping Land Grabs with Community Drones in Indonesia*. International academic conference. Chiang Mai, 5-6 June 2015, 19 p.
- Ramaroson H.J., Le Ber F., Ramamojisoa O.B. & Hervé D. 2013 – Treillis de Galois pour la fusion de connaissances spatiales sur des territoires villageois malgaches . *Revue d'intelligence artificielle* 4-5 : 595-617.
- Rambaldi G., Kwaku Kiem P., McCall M. & Weiner D. 2005 – *Participatory Spatial Information Management and Communication in Developing Countries*. Paper for Mapping for Change International Conference, Nairobi, 7-10 September, 11 p.
- Roesken T. 2009 – [Vidéos en ligne] <https://vimeo.com/64089801>
- Turnbull D. 1989 – *Maps are territories: Science is an Atlas*. The University of Chicago Press, 72 p.
- Weger G. 1999 – Sémiologie graphique et représentation graphique. *Cartographie* 1, ENSG.
- Zanin C. 2013 – *Mapping and territorial analysis*. HDR, Géographie, Université Paris-Diderot - Paris VII. [En ligne] URL : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00965239>

RÉSUMÉS

La carte, instrument visuel puissant connaît alors un fort engouement et dépasse très largement le cercle des experts avec les géographes et les cartographes professionnels. La profusion de cartes soulève des questionnements sur les usages de la carte mais également sur la formation des cartographes face aux nouveaux enjeux numériques et au développement de projets participatifs. Depuis la fin des années 1980, la cartographie participative est devenue un outil incontournable pour les programmes d'aide au développement. L'expression « cartographie participative » s'est développée ces dix dernières années et aujourd'hui, le terme de néocartographie est utilisé et reconnu par l'ACI (International Cartographic Association) pour qualifier ce processus de construction de carte.

Ces cartes participatives matérialisent des réalités invisibles sur les cartes thématiques classiques ; localisent des lieux porteurs de sens pour les communautés (installations non permanentes, informelles) et ne se limitent pas à présenter des informations relatives aux caractéristiques géographiques. Elles illustrent des informations relatives à l'utilisation des terres, à la mythologie, aux usages locaux, aux savoir-faire, aux rites, souvent difficiles à intégrer et analyser dans une base de données géoréférencées.

Maps are very powerful visual instruments which have caused strong enthusiasm way beyond the expert community with professional geographers and mapmakers. The profusion of maps raises questions on their use as well as on mapmakers' training with regards to the new digital stakes and the development of participatory projects. Since the late 1980s, participatory mapping has become an essential tool for development assistance programs. The expression "participatory mapping" has developed over the last ten years and today the term "neocartography" is used and acknowledged by the ICA (International Cartographic Association) to qualify this mapmaking process.

These participatory maps give tangible forms to invisible realities on traditional thematic maps; they locate places that are meaningful to communities (non-permanent and informal facilities) and are not limited to presenting information about geographic characteristics. They illustrate

information about the use of land, the mythology, the local customs, the know-how, the rituals, often difficult to include and analyze in a geo-referenced database.

INDEX

Keywords : maps, participation, mapmakers, GIS, development, territory, process, use

Mots-clés : carte, participation, cartographe, SIG, développement, territoire, processus, usage

AUTEUR

ÉLISABETH HABERT

Ingénieur cartographe - UMR 208 IRD-MNHN "Patrimoines locaux et gouvernance" (PALOC) -
MNHN, Département HNS - 57 rue Cuvier, CP 51, 75231 Paris Cedex 05, France
elisabeth.habert@ird.fr

Pour une histoire de la cartographie des territoires teko et wayãpi (Commune de Camopi, Guyane française)

*A history of the Teko and Wayãpi (Commune of Camopi, French Guiana)
territories' cartography*

Pierre Grenand, Françoise Grenand, Pierre Joubert et Damien Davy

Introduction

- 1 Les Wayãpi et les Teko (anciennement nommés Oyampi et Emérillon) sont deux peuples amérindiens de la grande famille tupi-guarani, largement répandue au Brésil. Leurs langues présentent de sensibles différences phonétiques, lexicales et grammaticales. En 2016 la population amérindienne de la commune de Camopi avoisine les 1 700 personnes, toutes locutrices de l'une ou l'autre de ces deux langues, parfois des deux et l'intercompréhension se généralise.

connaître par le détail tous les sauts et leurs passes, les criques, les bancs de sable, les reliefs, les layons de chasse, les zones de collecte et de pêche, les villages anciens... Cette connaissance longue et intime de leur territoire s'exprime dans le très grand nombre de toponymes dont il est maillé.

- 6 La mise en cartes de ces toponymes est une pratique ancienne dans la région avec une participation variable des populations locales qui va plutôt en s'accroissant au cours du temps. Nous présentons donc ces différentes cartographies de la région de l'Oyapock en insistant particulièrement sur les expériences menées dans le long terme par les deux premiers auteurs de cet article. Plus récemment, les habitants de la commune de Camopi ont participé de façon particulièrement active et avec l'appui des autorités locales, à l'élaboration de cartes qui synthétisent et complètent les travaux précédents. Il est important de souligner que ces cartes les plus récentes (et désormais utilisées dans les écoles) sont le résultat d'une recherche participative menée, entre autres partenaires (Davy, Trisch et Grenand 2012), en collaboration avec le Parc Amazonien de Guyane créé en 2007 et dans lequel vivent désormais les Teko et les Wayäpi de Camopi.

Histoire du présent travail

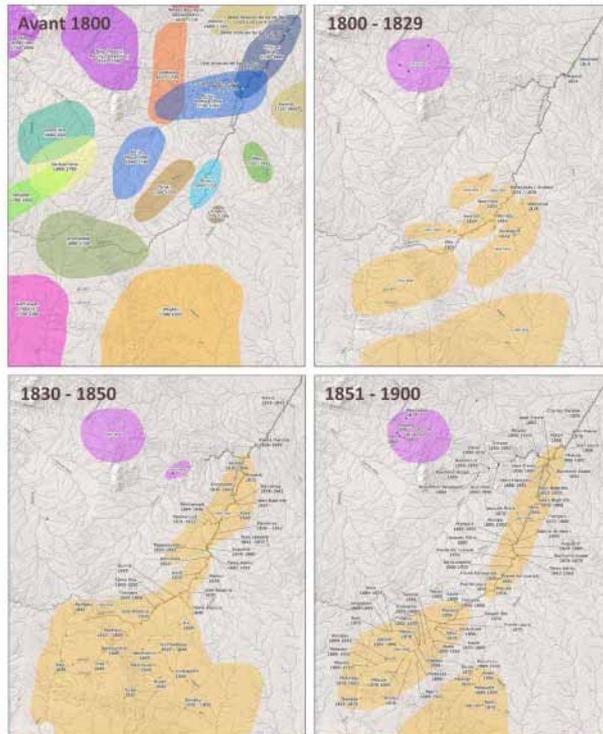
- 7 Les toponymes apparaissant sur les cartes anciennes et modernes de la Guyane correspondent à l'accumulation de noms recueillis tout au long de son histoire coloniale. De nombreux noms ont disparu, d'autres ont subsisté comme partout ailleurs dans le monde. Pour la région de l'Oyapock nous disposons de nombreuses cartes anciennes aujourd'hui déposées à la Bibliothèque nationale (Paris) ou aux Archives d'Outremer (Aix-en-Provence). À de rares exceptions, les personnes qui traçaient la plus grande partie de ces cartes ne parlaient ni les langues amérindiennes ni plus tard les langues maronnes ou le créole. Néanmoins plusieurs d'entre elles sont de la main d'hommes de terrain (Duvillard, Audiffrédy, Mentelle... au XVIII^e siècle, Coudreau au XIX^e) et montrent qu'une riche toponymie indigène recouvrait l'ensemble de la région. En effet, les Européens qui pénétrèrent ces territoires, s'ils n'étaient pas aveugles, étaient pour le moins muets, dépendant totalement de la parole amérindienne pour nommer l'inconnu.
- 8 Ces cartographes seront relayés officiellement au XX^e siècle par l'Institut géographique national (IGN) dont la tâche est de produire et d'améliorer des cartes de l'espace géographique et politique de la France. Pour le sud de la Guyane, cette cartographie méthodique commence en 1947, avec le travail pionnier de l'un de ses géographes les plus émérites, l'ingénieur Jean Hurault, qui se prit de passion pour le pays et ses habitants. En une quinzaine d'années, s'appuyant tant sur les photos aériennes que les relevés de terrain, il réussit avec son équipe à cartographier définitivement la Guyane. Si la toponymie du littoral s'est révélée être à peu près stable depuis le XIX^e siècle, il fallut encore et toujours faire appel au savoir des habitants du sud de la Guyane, Boni, Créoles et Amérindiens, pour nommer les lieux de cette partie du pays. Les cartes produites à des échelles très diverses entre 1950 et 1965 demeurent le matériel géographique de base pour toute recherche entreprise en Guyane.
- 9 Parallèlement, depuis une quarantaine d'années, la France se veut soucieuse de rendre compte de la diversité nationale partout où la langue d'oïl (à la base du français standard) n'est pas la langue historique. C'est le cas pour la Provence, le Languedoc, la Corse, le Pays Basque, la Bretagne, les Antilles... La notion de patrimoine, parallèlement à celle

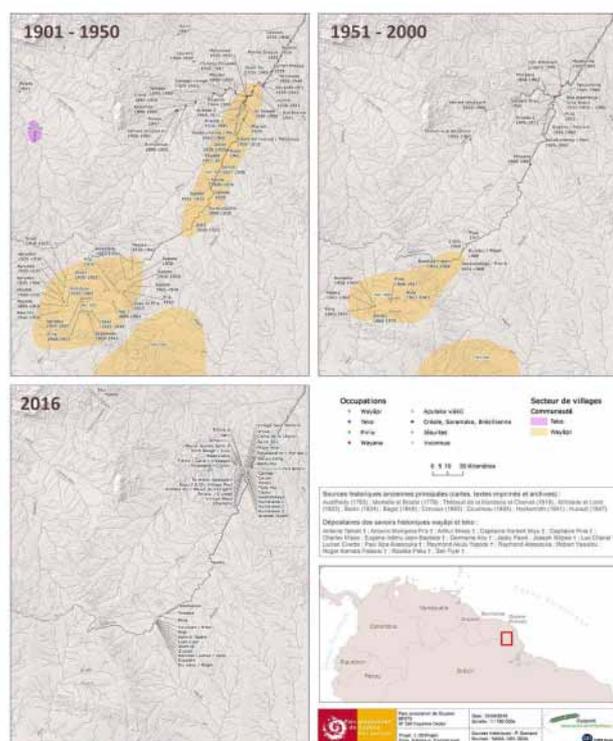
d'environnement, est devenue un terme essentiel des débats politiques nationaux et régionaux. Et la valorisation du patrimoine est aujourd'hui inséparable de celle des langues régionales, apparaissant dès lors sous leur forme écrite sur les cartes des territoires, entre autres supports.

- 10 Tournons-nous vers la Guyane et plus particulièrement l'Oyapock. Ce qui suit est une histoire dans l'histoire de ces cartes et concerne essentiellement Pierre et Françoise Grenand. Nous résumons en quelques lignes ce qui pourrait être un roman. Fin 1968 et durant l'essentiel de l'année 1969, ils effectuent un voyage aventureux les amenant à refaire une partie des voyages des explorateurs Crevaux et Coudreau, remontant le Maroni jusqu'à sa source, franchissant le partage des eaux, descendant le Mapahoni et une partie du Jari, remontant son affluent le Kouc, franchissant à nouveau le partage des eaux pour parvenir à Trois-Sauts, village récemment fondé par les Wayãpi. Au cours de ce voyage, ils furent successivement accompagnés de Noirs Marrons Ndjuka, de Wayana, d'Apalai, de Wayãpi du Sud et de Wayãpi du Nord, mais aussi de chercheurs d'or et de tantalite brésiliens. L'important ici est de retenir que les deux voyageurs disposaient d'une carte inédite faite d'éléments disparates tentant de localiser au mieux les communautés, ce que les cartes officielles ne fournissaient que partiellement. Cette errance permit aux deux auteurs seniors du présent article d'entrer de plain pied dans la géographie amérindienne. En particulier, ils découvrirent les talents de cartographes des Wayana, des Apalai et *in fine* des Wayãpi : 1- Ils traçaient des cartes sur le sable dont la particularité était qu'elles portaient toutes du lieu où parle la personne ; 2- Ils lisaient sans effort notre carte sur les mêmes bases ; 3- Ils traduisaient les localisations des cours d'eau, des montagnes et des villages par une gestuelle spatiale extrêmement précise et imagée.
- 11 La géographie amérindienne n'allait plus les « lâcher » jusqu'à ce jour, qu'il s'agisse de rendre compte de l'histoire, de migrations, de terroirs ou encore de délimiter des zones de droits d'usage. En bref, nous balayâmes un large champ allant de la recherche « pure » à son application militante dédiée. Précisons que pour l'essentiel de la période allant de la fin des années 1960 au début des années 1990 la notion de « recherche participative » n'est en aucun cas présente dans le discours des acteurs du monde dit « indigéniste ».
- 12 Puisque cartographie participative il y a, il nous est essentiel de préciser qu'elle fut avant tout affaire de conjonction. Celle-ci résulte de facteurs que nous résumerons sans fard. 1- émergence d'une classe d'âge politisée et francophone tant chez les Teko que les Wayãpi ; 2- recherche scientifique en sciences sociales accordant une place plus importante à l'ontologie ; 3- existence d'un Parc national fournissant de nouvelles possibilités à la fois de dialogue et surtout de transferts technologiques.
- 13 Cette conjonction s'est traduite par une participation de l'ensemble des communautés teko et wayãpi de l'Oyapock et de la Camopi. Le rôle de l'ancien maire de la commune de Camopi, René Monerville, a été central puisqu'il a emporté l'adhésion de tous. Pour lui, Wayãpi et Teko participant d'un même passé, cartographier ce territoire devenait le symbole et l'aboutissement d'une histoire fédératrice s'ouvrant sur un futur commun.
- 14 Dans ce sens, les relevés toponymiques de la rivière Camopi sont révélateurs. Les données sur cette région étaient très fragmentaires. Quelques éléments avaient été relevés par Éric Navet (1985) dans le cadre de ces travaux historiques. De plus, la carte IGN présentait de nombreux noms créoles, issus de la période de l'orpaillage allant des années 1880 à 1940. C'est dans la Camopi que l'expression « recherche participative » a pris toute sa

valeur puisqu'il s'est agi de recueillir en un temps relativement restreint un maximum de données et de les soumettre à un maximum de personnes.

Figure 2 : Occupation amérindienne de l'Oyapock et du Camopi du XVIII^e siècle à nos jours





Sources historiques anciennes principales (cartes, textes imprimés et archives) : Audiffrédy (1763) ; Mentelle et Brodel (1778) ; Thébault de la Monderie et Charvet (1819) ; Milthiade et Loret (1823) ; Bodin (1824) ; Bagot (1849) ; Crevaux (1883) ; Coudreau (1893) ; Heckenroth (1941) ; Hurault (1947) Dépositaires des savoirs historiques wayäpi et teko :

Antoine Tamalit ; Antonin Mompera P'at ; Arthur Misso ; Capitaine Norbert Miyut ; Capitaine Pinat ; Charles Misso ; Eugène Ināmu Jean-Baptiste ; Germaine Aitut ; Jacky Pawé ; Joseph Mōpeat ; Luc Chanelt ; Lucien Civette ; Paul Ilipe Alassoukat ; Raymond Akulu Yapockt ; Raymond Alassouka ; Robert Yawalou ; Roger Kamala Palasisit ; Rosélia Pekūt ; Seli Fiyelt

- 15 Il n'en reste pas moins que l'ensemble des cartes produites témoigne du temps long et représente, concrètement, un effort conduit sur moins de cinq ans. Cet effort a été permis par l'émergence des technologies modernes. Travailler avec Pierre Joubert, cartographe du Parc amazonien de Guyane, sur des cartes issues d'observations par satellites fut une révolution. Nous avons pu préciser non seulement des données issues de nos carnets, mais d'autres remontant parfois au XVIII^e siècle. Il convient de préciser que cet enthousiasme fut largement partagé et surtout totalement réapproprié par l'ensemble des Amérindiens participant à l'aventure. Chaque peuple a probablement une vision particulière de sa géographie, mais pour ce qui est des Wayäpi et des Teko, la nécessité de nommer l'espace connu nous est apparue comme une activité intellectuelle particulièrement vive. Notre amie Dominique Gallois, anthropologue de l'Université de São Paulo (USP), nous a plusieurs fois évoqué l'enthousiasme avec lequel les Wayäpi du Sud avaient participé massivement à la délimitation de leur Terre indigène, là encore la toponymie étant au cœur de l'affaire.
- 16 Résumons-nous ! En capitalisant des relevés effectués depuis bientôt cinquante ans et en effectuant, de 2009 à 2011, un relevé systématique au GPS, nous avons pu dresser des cartes de la commune de Camopi comportant près de 600 toponymes différents transcrits dans les langues wayäpi et teko. Divers toponymes créoles ont été maintenus car ils font désormais partie de l'histoire de la région. Précisons que de nombreux Amérindiens sont d'excellents locuteurs du créole de Guyane. En 2012 et 2013, plusieurs réunions

participatives se sont déroulées à Cayenne et dans les communautés de Camopi, permettant de vérifier l'ensemble des données. Les contributeurs à cet effort de cartographie participative sont présentés dans la légende des cartes. Le financement des opérations 2009-2011 et la spatialisation de ces données ont été obtenus grâce à une convention de recherche entre le Parc amazonien de Guyane et le CNRS (OHM Oyapock). Une entreprise partageant le même esprit a été conduite par Marie Fleury avec les Wayana et les Boni du Maroni (Fleury *et al.* 2016). Un travail identique est désormais possible pour la région du bas Oyapock dans un contexte de multilinguisme (créole, palikur, portugais du Brésil) après les révisions effectuées par Pauline Laval (2016).

- 17 Parallèlement aux cartes toponymiques, un jeu de cartes historiques a pu être dressé. La première, qui compile la localisation des ethnies anciennes au XVIII^e siècle, correspond à un souhait des Amérindiens, en particulier celui de M. René Monnerville. Les autres cartes suivent sur deux siècles par tranche de 25 à 50 ans la destinée des peuples Teko et Wayãpi et des autres habitants de la région. Les données historiques sont issues de divers travaux ethnologiques ici compilés (Grenand 1982, Navet 1985, Grenand *et al.* 2000, Davy *et al.* 2012). Ces cartes concernent les Teko à partir de la période où ils commencent à peupler le bassin de la Camopi, et les Wayãpi après leur entrée en Guyane. Pour la période la plus ancienne, elles s'appuient sur les archives et les documents imprimés. Les noms de village – noms de chefs ou de lieux-dits – sont reproduits dans leur orthographe française originale. Pour les périodes après 1830, ces documents ont pu être recoupés et largement complétés par les détenteurs de savoir wayãpi et teko dont les noms figurent sur la carte. Tous les toponymes sont alors transcrits dans l'orthographe actuelle des langues wayãpi et teko.

Remarques sur l'écriture des langues wayãpi et teko

- 18 Les langues wayãpi et teko disposent désormais d'une écriture basée sur l'Alphabet phonétique international (API). La diffusion de ces écritures a répondu essentiellement à des demandes réitérées des jeunes Amérindiens qui considéraient que l'écriture du français ne permettait pas de restituer divers phonèmes de leurs langues dont le célèbre « **i barré** » (**ĩ**) qui, à lui seul, est devenu un symbole de cette question et de surcroît un sujet de plaisanteries au sein des trois ethnies amérindiennes du sud de la Guyane. Les transcriptions des toponymes amérindiens depuis le XVII^e siècle illustrent sur le temps long cette dure réalité. Initiées par P. et F. Grenand pour le wayãpi et par Éric Navet poursuivi de façon déterminante par Didier Maurel pour le teko, l'adoption de cette écriture s'est largement faite en marge de l'Éducation nationale (F. Grenand 2009 ; Maurel 2009).
- 19 Pour permettre aux non-locuteurs de ces deux langues de les prononcer correctement, voici quelques indications des sons (phonèmes) qui leur sont propres.
- 20 Le phonème [**u**] est prononcé comme le **ou** du français « loup ». Le phonème [**ĩ**], absent des langues européennes, mais présent dans de nombreuses langues amérindiennes, est une voyelle prononcée entre le **i** et **u** du français. Le phonème [**e**] est prononcé **é** comme dans le français « été ». Les voyelles nasales des langues amérindiennes sont : [**ẽ**] prononcé comme dans le français « peint », [**õ**] comme dans « bon », [**ã**] comme dans « banc » ; [**ĩ**] et [**ũ**] sont prononcés comme dans le portugais « mirim » et « atum ». Le teko écrit [**b**] se prononce **mb**, comme dans de nombreuses langues africaines. Le son [**ö**] se

prononce **eu** comme dans le français « peur ». Les consonnes finales présentes en teko comme **k, m, n, p, t** sont toutes prononcées.

Pourquoi et comment nommer ?

- 21 La toponymie d'un territoire reflète l'importance de l'appropriation de son environnement par une société. Aussi n'est-il pas étonnant que la rivière Camopi, territoire teko, possède plus de 150 toponymes : sauts, criques, courants, anciens villages, lieux-dits souvenirs d'événements historiques ou anecdotiques. Car exploiter son territoire, c'est savoir le parcourir et le connaître. Le connaître, c'est tout simplement le nommer. Voilà le seul moyen de l'inscrire dans la durée, de rendre compte de son histoire, de permettre aux assises du passé de vivifier le présent. Dans le contexte actuel où il existe de nombreux enjeux liés à la terre et à la langue, revendiquer la richesse toponymique de son territoire représente tout simplement un véritable acte de vie politique et culturelle.
- 22 Le cas des Wayāpi et des Teko contredit totalement la notion de savoir immémorial. Il s'agit bien plutôt d'un savoir cumulatif, puisant tout à la fois dans celui des autres (ceux qui les ont précédés jadis), que dans celui des ancêtres récents. Dans le cas tout à fait remarquable des Teko, sont inclus dans leur vision de l'espace géographique leurs partenaires saramaka et créoles. Contrairement à ce que nous aurions pu déduire de certains propos plus ou moins ethnistes de personnes vivant durement la réalité contemporaine, tous les habitants traversant le ^{xx}e siècle sont présents dans la vallée du Camopi, de la tante Mado qui tomba dans la vase d'un dégrad à la grand-mère Choua qui faillit être noyée par son père tant elle pleurait, sans oublier ce caïman vorace de Yaniwe qui dévora tant de piroguiers dans les temps anciens. Géographie immédiate, géographie éternelle... La fascination du sujet réside donc dans l'accumulation, sans pour autant qu'il y ait confusion entre les acteurs.
- 23 Au-delà de ce cadre cumulatif, la toponymie que nous avons cartographiée fut strictement énoncée par les habitants amérindiens de la commune de Camopi. Elle reflète leur représentation de l'environnement à travers une terminologie stable. Les Wayāpi et les Teko définissent trois grandes catégories permettant de rendre compte de leur espace de vie : 1)- le village (**taa**), 2)- les zones défrichées périphériques comme les abattis (**koo/ko**) ou les anciens abattis (**koke/tapelet**) et enfin 3)- les zones de parcours quotidiens ou épisodiques au sein de la forêt (**ka'a**), celle-ci constituant une mosaïque de milieux également nommés. Ce sont des zones emboîtées, de la plus humanisée (le village) à la plus sauvage (la forêt), pouvant être considérées comme des nébuleuses d'aires de parcours, reliées entre elles par les chemins des hommes (**pe**) et les cours d'eau naturels (**li/tiākā**). Précisons que la notion de limite ou encore de frontière nationale n'existait pas, il y a encore quelques décennies, pour les peuples amérindiens de Guyane, comme d'ailleurs pour l'ensemble des peuples indigènes d'Amazonie.
- 24 On remarquera assez rapidement que les eaux vives, fleuve, rivières et ruisseaux, sont beaucoup plus riches de toponymes que la grande forêt. On peut penser que, pour cette partie de la Guyane tout du moins, l'absence presque absolue de larges horizons ou de points de vue remarquables a participé à la structuration d'une perception linéaire du territoire. Ainsi, les layons de chasse sont très souvent nommés par la crique ou le criquot desquels ils sont voisins.

- 25 Dans cette grande diversité de milieux, chaque toponyme est ainsi la marque de la connaissance intime de ce territoire par ses habitants. Sans surprise, ce sont les régions les plus périphériques aux territoires parcourus qui sont les moins couvertes de noms. Cette toponymie en lignes et en points remarquables (et non pas en zones ou en aires) figure bien sûr les moyens de se repérer spatialement. On notera dans cet esprit que la région la moins pourvue en toponymes du cours de l'Oyapock correspond à un linéaire d'une quarantaine de kilomètres allant du confluent de la Notaye aux premiers grands sauts en aval, d'où les Amérindiens sont aujourd'hui absents et où les Créoles ne se sont jamais implantés.
- 26 Mais la toponymie des Wayāpi et des Teko va bien au delà de sa fonction géographique évidente : elle dessine toute une géographie mythique, culturelle ou plus simplement événementielle du territoire, et témoigne, au moins pour l'essentiel, d'une histoire antérieure à leur arrivée, dont les détenteurs de savoir wayāpi et teko ont conscience d'être les dépositaires pour les temps présents et les relais pour les temps futurs.

Les villages

- 27 Les toponymes de village sont souvent construits sur le nom d'un arbre. Ainsi sur la Camopi, il existe les villages teko nommés Tsitonōng (Citron), Titikö (Canari-macaque), sur le moyen Oyapock les villages Maripa, Mombin... Dans le pays wayāpi du haut Oyapock, on rencontrera le village Yululuwi (Sous l'arbre bois-ara, *Parkia pendula*)... Cette façon de nommer les villages se trouvant sur les très anciennes cartes, on peut penser qu'elle existait déjà chez les peuples de la région aujourd'hui éteints. Elle correspond d'une façon générale à l'importance de nommer le monde à partir d'un point référentiel.
- 28 Il n'est pas rare que de vieux toponymes désignant des sauts ou des lieux-dits et dont l'étymologie reste obscure, aient été réappropriés, comme c'est le cas de Masikili ou de Alikoto qui apparaissent sur la Carte de Audiffrédy (1763), donc antérieurement à l'arrivée des Wayāpi dans le bassin de l'Oyapock. Ces noms renvoient invariablement y compris jusqu'à nos jours au monde invisible.
- 29 Les villages peuvent également être nommés du nom de leurs fondateurs, manière très ancienne de leur rendre hommage. C'est le cas des villages Roger, Zidock ou encore Civette qui portent le nom des chefs qui les ont fondés, Roger Kamala, Zidock Yawapini, Roger Civette. Ça ne les empêche pas d'être aussi nommés respectivement Itu wasu (Trois Sauts), Pasisiwi (Sous l'arbre goupé) ou Tsala itu (Saut du grand-père Tsala). Le créole, dont nous avons situé la place historique, reste une langue tout autant maternelle que véhiculaire sur l'Oyapock, et a lui aussi laissé son contingent de toponymes (Dégrad Saint-Pierre sur la Camopi). Au final, on peut se retrouver avec des lieux nommés dans ces trois langues, chaque nom pouvant avoir, ou non, la même signification.

Les cours d'eau et les sauts

- 30 Les cours d'eau principaux du bassin de l'Oyapock étaient déjà nommés dès la pénétration des premiers Européens. Ainsi l'Oyapock et la Camopi apparaissent dès la fin du XVI^e siècle pour le premier et à la fin du XVII^e pour le second. Leurs noms seront utilisés avec des variantes proches jusqu'à nos jours. Notaye (Itāy), Sikini, Yawe, Yaroupi (Yalupi) et Moutoula (Mitūla) sont autant d'exemples qui apparaissent dès le milieu du XVIII^e siècle.

Tous ces noms sont considérés par les Wayäpi et les Teko comme antérieurs à leur arrivée ; ce qui ne les empêche pas de donner à certains une étymologie. Ainsi **Itäy** signifie « eau pimentée ».

- 31 Les cours d'eau secondaires, linéaires structurant véritablement leur territoire, ont été majoritairement renommés dans les années 1830, avec l'avancée progressive des Teko et des Wayäpi. Ils s'appuient tous sur les suffixes **-li** en wayäpi et **tiäkã** en teko signifiant rivière, affluent ou crique selon l'appellation guyanaise, comme Tuyukumuli (Crique des feuilles pourries), Pekeali (Crique de l'arbre pekea), Kulumulili (Crique des bambous), Mãndo tiäkã (Crique de Mado), Alat a tiäkã (Crique de l'ara rouge)...
- 32 Les sauts (**itu** dans les deux langues) sont construits de la même façon ; on trouve ainsi le long de l'Oyapock ou de la Camopi des noms comme : Uluku itu (Saut roucou), Dzawapitãng a itu (Saut du tigre rouge = Saut du puma), Paila itu (Saut de l'arc)...

Des noms liés à la nature (végétaux, animaux)

- 33 Environ 50 % des noms évoqués ci-dessus font directement référence au monde naturel, qu'il soit végétal ou animal, montrant l'importance du milieu pour les Teko et les Wayäpi, mais surtout la connaissance fine qu'ils en ont. Rappelons simplement que ces derniers nomment 1 200 taxons végétaux, utilisent 272 plantes médicinales, ainsi que plus de 200 plantes à usage technique dont 57 pour la seule activité de vannerie (Grenand *et al.* 2004, Davy 2007).
- 34 Néanmoins la référence à la flore et à la faune relève de circonstances variables. Pour la flore, il s'agit le plus souvent de points de repère remarquables dans le paysage. Les nombreux Kulübuli itu/Kulumuli itu sont des sauts marqués par des peuplements de bambous à crochets (*Guadua latifolia*), faciles à visualiser. D'autres combinent flore et faune comme sur la Camopi, le lieu-dit Bodjuhu lapat, (Roseaux à flèche de l'anaconda).

Des lieux légendaires...

- 35 Une grande partie de la toponymie tire également son origine d'épisodes légendaires incluant en particulier les antres d'animaux fabuleux. Ces termes, stables sur le temps long puisqu'on les trouve déjà dans les textes anciens, constituent un maillage structurant du territoire. Ils indiquent par dessus tout que les peuples de la région, au delà de leur mobilité du moment, partagent une même conception immanente du monde. Ainsi les Teko connaissent sur la Camopi un lieu nommé Bodjuju namitsila (Anaconda cornu), créature extraordinaire et dangereuse, déjà indiqué par le voyageur Patris en 1761. Une île rocheuse de cette même rivière est appelée *Wakula dzawat* (Engoulevent-jaguar), monstre qui dévore ceux qui le nomment. De même, l'Oyapock est parsemé de lieux où se sont déroulés des épisodes mythiques importants, comme par exemple *Wìlapolaytawe*, l'« Endroit où les oiseaux ont dansé » après avoir obtenu leurs couleurs, qui apparaît déjà sur des cartes du milieu du XVIII^e siècle, ou encore les deux sauts *Masala*, (gouffre), éloignés de 35 km qui communiquent par un tunnel souterrain par où circulerait un anaconda géant (**moyu wasu**). On aura noté que la figure du serpent géant, faiseur de territoire et de culture est au cœur de cette représentation de l'espace. Tout ceci nous replonge dans la quasi-totalité des représentations amérindiennes de l'Amazonie.

- 36 En parcourant l'Oyapock et ses affluents, c'est toute une géographie historique et mythique qui peut ainsi être esquissée. Les peuples vivant ou ayant vécu le long de ces cours d'eau ont inscrit leur histoire des origines à nos jours dans cet environnement qu'ils connaissent et parcourent depuis des siècles. L'important est que cette géographie mythique et magique demeure vivante dans la pensée des Wayäpi et des Teko qui en sont les dépositaires. Les Wayäpi ne racontent-ils pas que le cours rectiligne de l'Oyapock fut créé par le vol du martin-pêcheur (**yawasi**) ? Puis l'anaconda (**moyu**), en reptant tout doucement, en façonna les méandres que l'eau de pluie emplissait au fur et à mesure. Enfin, il revint au poisson goret (**mili**) (Lorcarriidae) d'en creuser les longs biefs (les « pointes » en créole).

...aux épisodes historiques

- 37 La toponymie témoigne également d'épisodes historiques ou anecdotiques récents, et la rivière Camopi en est tout particulièrement parsemée. Elle garde en mémoire la première ruée vers l'or datant de la fin du XIX^e siècle et qui s'étiola au début de la Seconde guerre mondiale. À cette époque, cette rivière était continuellement parcourue par des Créoles et des Saramaka (Noirs Marrons venus du Surinam) et quelques aventuriers européens. Ainsi, on rencontre la crique Jalbot, du nom d'un orpailleur de cette époque, le dégrad Saint-Pierre, du nom d'un orpailleur venant de cette ville martiniquaise, ou bien le joli nom évocateur de « Roche Habillé des dames », belle roche plate (*Takulu tape* en teko) où les femmes s'arrêtaient pour se parer de leurs plus beaux atours avant d'aller danser au casino (salle de bal) du village d'orpailleurs de Camopi (situé bien plus en amont que l'actuel bourg amérindien). Ainsi, la mémoire des Teko contemporains est dépositaire de cette période aujourd'hui révolue, contée tout en nuances par leurs parents et grands-parents et inscrite dans les toponymes.
- 38 La toponymie actuelle, nous l'avons montré, garde aussi en mémoire des couches d'occupation territoriale bien plus anciennes, antérieures à l'arrivée des Wayäpi et des Teko dans la région, ce qui prouve à la fois leur fusion avec les anciens occupants de la région, et l'existence de relations politico-culturelles sur des territoires immenses. On retrouve des toponymes témoignant de l'activité missionnaire ancienne dans l'Oyapock au XVIII^e siècle : ainsi le lieu-dit contemporain de *Saint-Soi* est la déformation de Notre-Dame de Sainte-Foy, nom de la mission jésuite (1740-1763) dont l'implantation principale se situait au niveau de l'actuelle gendarmerie de Camopi, l'église se trouvant à l'emplacement du grand fromager du haut du bourg. Plus en aval, la « Roche Mon Père » a été ainsi nommée en souvenir du lieu de pique-nique des missionnaires à l'époque où ils parcouraient ce fleuve à la pagaie entre les missions de St-Paul et de Ste-Foy à la recherche d'âmes à convertir...
- 39 Sur l'Oyapock, le toponyme *Keimukwale* (« Antre de l'anaconda mythique » à qui les oiseaux prirent leurs couleurs), témoigne lui aussi d'une occupation amérindienne plus ancienne que celle des deux sociétés actuelles, de langue tupi-guarani. En effet, le mot **keimu** provient de la famille linguistique caribe (auquel appartiennent les groupes contemporains Kali'na et Wayana) : il dérive du terme kali'na **okoyumo** ou wayana **okoyu imë** ; on peut penser qu'il est passé dans la langue wayäpi d'aujourd'hui par l'intermédiaire des Piriu ayant vécu sur l'Oyapock jusqu'au début du XIX^e siècle, peuple

tupi-guarani qui parlait aussi le galibi véhiculaire (ancien nom du kali'na) dont l'usage avait été diffusé par les Pères Jésuites.

Quelques exemples

- 40 La présentation détaillée des toponymes wayãpi et teko nécessiterait un livre entier, tâche qui reste à concrétiser et dont les éléments sont pour l'essentiel rassemblés. Néanmoins la finalisation de ce travail devra mobiliser l'énergie des jeunes générations, certaines données étant politiquement sensibles. En particulier, nommer avec précision dans sa langue la géographie d'une région, permet ensuite d'appuyer des revendications territoriales. Nous avons choisi ici de présenter, d'aval en amont, quelques toponymes wayãpi et teko très remarquables avec leur histoire.

Fleuve Oyapock

- 41 - Wilatuluake (Roche canari zozo)
Ce toponyme cristallise à lui seul, les couches de peuplement qui se sont succédé dans la région depuis 250 ans. Jusque dans les années 1970 tous les habitants de l'Oyapock pouvaient livrer un discours sur ce nom de lieu. En créole, il signifie "Poterie de l'oiseau" et renvoie à son nom wayãpi, Wilatuluake, (Ancienne poterie des oiseaux). Son second nom est Wilakawawe, (Là où les oiseaux ont bu). Les Wayãpi racontent comment un couple de colibris en parade nuptiale réussit à tuer un anaconda géant, ce qui permit aux oiseaux de se peindre avec ses excréments irisés. Tous noirs dans les temps mythiques, les oiseaux doivent leurs magnifiques couleurs à cet anaconda fabuleux.
- 42 Après s'être peints, les oiseaux burent le cachiri contenu dans cette poterie, et la retournèrent une fois vidée. L'anaconda, maître des couleurs, de l'arc-en-ciel et des motifs dessinés, est un grand classique de la pensée des peuples amazoniens.
- 43 Le nom Wilakawawe apparaît sur la carte d'Audiffredy de 1763, soit avant l'arrivée des Wayãpi en Guyane à partir de 1810. Sans doute faut-il voir là un héritage des Piriou (Piliyu), ancien peuple tupi aujourd'hui éteint ayant vécu dans cette zone avant eux.
- 44 Marquant la limite entre les communes de Saint-Georges de l'Oyapock et de Camopi sur la rive droite du fleuve, cette roche proéminente ovoïde, ressemblant à une jarre retournée, est connue sous le nom de Canari-zozo par tous les Oyapockois. À la fin du XX^e siècle cette roche, jamais entièrement recouverte même en très hautes eaux, est aussi devenue la limite symbolique entre le territoire de pêche et de chasse des habitants de Saint-Georges et celui des habitants de Camopi.
- 45 - Wilapolaytawe
Ce lieu-dit n'est visible qu'à la saison sèche. En baissant, le niveau du fleuve découvre une grande île sableuse et plate.
Les Wayãpi nomment précisément ce lieu Wilapolaytawe (Ancienne aire de danse des oiseaux). Nouvellement parés des couleurs de l'anaconda, les oiseaux dansèrent sur le banc de sable avant de prendre leur envol pour leurs habitats respectifs.
- 46 - Roche Mon Père et Cette savane-roche, plongeant directement dans l'Oyapock du haut de ses 200 mètres, est nommée Taparap sur la carte d'Audiffredy de 1763. Elle est connue de tous les Oyapockois sous le nom créole de Roche Mon Père depuis le XIX^e siècle. Le nom actuel apparaît pour la première fois dans le rapport de Bodin en 1824. Elle était l'étape

des missionnaires jésuites entre leurs missions de Sainte-Foy, à Camopi, et de Saint-Paul, près du confluent de la Notaye. On remarquera que c'est le terme créole qui est aujourd'hui adopté par les Teko et les Wayãpi.

47 - Yeloikeae (Case kalé)

Le nom du saut signifie « [le village] qui fut englouti » ou en créole « les maisons ont sombré ». Les Wayãpi et les Teko associent ce saut et surtout le remous profond bordé d'un amas rocheux qui le jouxte en aval à une belle légende. Existait là un village amérindien qui surplombait le saut. Un anaconda s'étant transformé en beau jeune homme avait séduit la fille du chef. Mais pendant ses ébats amoureux, il redevenait serpent et fut surpris par sa belle-mère qui fit tomber la résine de son flambeau dans son œil. C'est pour se venger qu'il engloutit le village. On dit qu'il vit désormais au fond de l'eau avec sa bien-aimée, seule survivante.

48 - Kumalawa

Ce saut important est mentionné sur la carte d'Audiffredy de 1763. Ce sont les ancêtres qui lui ont donné ce nom dont on ne connaît pas la signification. Dans ce cas, on dit qu'il s'agit de la « langue des esprits » (**ayã aiwu**).

49 - Meikolo yuka'e

C'est la passe principale du saut Kumalawa, (Là où les Noirs ont tué). Ce nom commémore l'assassinat, sur la grande roche de la rive gauche, du grand chef wayãpi Waninika par des Boni en 1842. Cet événement prend place dans une suite de tensions importantes dans la colonie. Fuyant les exactions des Ndjuka sur le Maroni, des Boni, traversant la Guyane vers l'est, tentèrent de s'implanter dans l'Oyapock. En 1841, eut lieu à Cafésoca le massacre par la troupe française d'un groupe de Boni cherchant à parlementer. Les Wayãpi, quant à eux, étaient peu désireux de devoir partager leur territoire. L'année suivante, des Boni en visite chez le chef suprême des Wayãpi, rejetèrent les rituels d'accueil (cachiri et repas collectifs) dans la crainte d'être empoisonnés.. Ils quittèrent en désordre le village wayãpi, poursuivis par un Waninika humilié. Abandonné par ses hommes, le chef les affronta seul et succomba sous leurs coups. Conscients de la gravité des faits, les Boni rebroussèrent chemin vers l'ouest. Ce fut leur dernière incursion sur l'Oyapock.

50 - Tayaunõlõnga

L'abbé Fournier mentionne cette montagne remarquable dès 1824. Il s'agit d'une « montagne couronnée », site de village amérindien anciennement fortifié. Son nom signifie « Là où les pécaris à lèvres blanches ont grogné ». Les Wayãpi et les Teko disent que le site était habité par les Kalanã, aujourd'hui éteints, Amérindiens petits mais agressifs comme des pécaris. Ils furent attaqués et vaincus par une expédition d'Amérindiens alliés à des Français. Cet événement conté par le chef wayãpi Norbert Suitman est attesté par les archives du début du XVIII^e siècle et donc bien antérieur à l'arrivée des Wayãpi et des Teko dans la région.

51 - Alikoto

Ce serait un esprit qui aurait donné son nom au saut. Il est déjà mentionné sur la carte d'Audiffredy de 1763 qui le décrit comme « long d'environ 800 pieds et à peu près 10 pieds de chutes ». Depuis 1830, de nombreux villages wayãpi ont existé en amont et en aval de ce saut qui est une pêcherie de première importance et possède des dégrands de roches plates particulièrement agréables pour les activités villageoises.

52 - Masikili

Ce toponyme est mentionné sur la carte d'Audiffredy de 1763. Il s'applique à un saut et une grande île. C'est le nom d'un esprit anthropophage aquatique. Pour les Créoles guyanais, les maskililis sont des petits lutins forestiers qui persécutent les chasseurs. Le chef wayãpi Eugène Inãmu dirigea un grand village de 1955 à 1982 à l'extrémité amont de l'île.

53 - Alaliyo

Ce saut apparaît sur la carte de Brodel et Mentelle de 1778. Ce serait un esprit qui aurait donné un nom au saut et au bassin situé en aval. Jadis, une grand-mère y était tranquillement en train de pêcher à l'aide du poison **kunami**. Un martin-pêcheur qui passait par là, jaloux des prises de la grand-mère, demanda à l'anaconda caché dans le bassin de l'effrayer. L'enfant qui l'accompagnait, comprenant le piège qui était en train de se mettre en place, essaya d'entraîner la grand-mère paralysée de peur par l'anaconda. Mais il était trop tard, la pirogue se retourna et les martins-pêcheurs purent récupérer le butin de la grand-mère.

54 - Mutusi itu

« Saut des moutouchis », car ces arbres sont très abondants sur les rives. Le nom de ce saut apparaît pour la première fois dans l'ouvrage de Jules Crevaux de 1883. Il fut le siège du grand village de Pierre Ka'iluwiyã, collaborateur de Henri Coudreau dans son exploration des affluents de l'Oyapock en 1889-90.

55 - Yengalali

« Rivière des chansons ». Le nom de cette crique apparaît en 1824 dans le travail de Bodin. Il y avait en amont un grand village où l'on trouvait de très bons chanteurs wayãpi. De fait, cette crique fut le siège de plusieurs villages wayãpi au début du XIX^e siècle.

56 - Yawapa

Littéralement « Jaguar anciennement ». Nom d'une crique du haut Oyapock. Les anciens ont vu là, sur les roches situées près du confluent, un énorme jaguar. C'est l'un des lieux où les Wayãpi, lors de leur migration vers le nord en provenance de l'actuel Amapá, se scindèrent en deux après que le tronc jeté en passerelle en travers de la rivière, étroite à cet endroit, se fut symboliquement brisé. Ceux qui n'avaient pas encore traversé, restant au Brésil, repartirent vers le sud, les autres s'enfoncèrent en Guyane.

Aujourd'hui y est installé le village du chef Laurent Pilauku.

57 - Itu wasu (Trois Sauts)

Le nom wayãpi du saut signifie « Saut géant ». Il est l'entrée de la région des sources de l'Oyapock. Sur sa rive gauche se trouve, juste en aval, le village Roger, le plus méridional de la commune de Camopi et même de la Guyane tout entière.

Son nom français actuel, qui n'apparaît qu'au milieu du XIX^e siècle, est dû à une mauvaise compréhension du nom wayãpi, Itu wasu devenant Trois Sauts par la ressemblance des sonorités. De fait, il ne comporte par trois niveaux mais quatre, faisant de celui-ci une barrière naturelle infranchissable par canot. Il est aussi l'antre d'un anaconda monstrueux, **moyuu** en wayãpi.

Ce saut a longtemps été une séparation physique isolant les groupes wayãpi du haut fleuve du monde du bas cours de l'Oyapock et du littoral. Les Wayãpi qui vivent actuellement à Zidock, Pina, Yawapa ou Roger sont tous originaires d'anciens villages situés en amont de ce saut. Ce n'est qu'à partir de 1969 que deux villages (Roger et Zidock) furent installés en aval du saut.

58 - Mítake

« Vieille plateforme de chasse ». Le nom de cette crique apparaît au XIX^e siècle ; auparavant elle était nommée Akao (**aka'i**, une espèce proche du cacao, *Theobroma velutina*). Les Wayāpi appellent cet endroit Mítake car de grandes pinotières s'y sont développées, et à la saison des fruits du palmier wassey, les toucans viennent s'en délecter. Du temps de la chasse à l'arc, les Amérindiens confectionnaient à cet endroit des affûts de chasse en hauteur (**mita**) afin de flécher aisément ces oiseaux.

Rivière Camopi

59 - Takulu tape (Roche habillé des dames)

« Roche plate ». À l'époque du village d'orpailleurs de Camopi (1925-1953) situé en amont de la Crique Alikene, les femmes des placers s'arrêtaient sur cette roche pour mettre leurs plus beaux atours avant de débarquer et d'aller danser.

60 - Dzawat a itu (Saut chien)

« Saut chien ». Ce saut, qui peut être difficile à franchir à la saison sèche, a été nommé ainsi en souvenir d'un accident de pirogue ayant causé la noyade d'un chien. Celui-ci a été enterré en tête de l'îlet du même nom. Précisons que les chiens sont des animaux très importants pour les Amérindiens. Les maltraiter peut entraîner l'errance de l'âme de son propriétaire après sa mort.

61 - Takulu tsǐng

« Roche blanche ». Ce rocher blanchâtre, se distinguant nettement des autres roches du secteur, se situe sur le moyen cours de la rivière Camopi à 2 heures de pirogue du bourg du même nom. Comme beaucoup d'éléments remarquables de la nature, cette roche possède des pouvoirs singuliers. Les Teko disent que si l'on montre cette roche du doigt ou si l'on prononce son nom, il va se mettre à pleuvoir.

62 - Takulu palapi (Roches assiettes)

« Assiettes de pierre ». Ces roches disséminées sur plusieurs centaines de mètres possèdent la caractéristique d'être plates pour certaines d'entre elles. Les Teko les comparent à des assiettes, anciennement en terre cuite et façonnées par les femmes, aujourd'hui achetées dans le commerce.

63 - Takulu onaonan

Lieu-dit « Caillou qui court, qui court... ». Ce chaos rocheux situé sur la rive gauche de la Camopi proche de l'embouchure de la crique Tsitonōng tiākā (crique Citron) constitue aux yeux des Teko un lieu magique qui ne doit pas être cité et où il vaut mieux éviter camper. Les roches y sont animées d'une vie propre. En effet, une famille teko y a déjà été attaquée par de nombreux êtres dangereux. Déjà, pendant la période de la première ruée vers l'or de la fin du XIX^e siècle, un *obiaman* saramaka aurait travaillé à cet endroit...

64 - Floris uwa'a

« Bassin Floris ». Toponyme rappelant l'intense activité d'orpaillage et son cortège de violence lors de la première ruée vers l'or ayant duré jusque dans l'entre-deux guerres. Ce bassin a été nommé en souvenir de cadavres d'orpailleurs, dont un certain Floris, retrouvés à cet endroit. Ils avaient dérivé depuis le village Bienvenue situé en amont.

65 - Saut Yaniwe, Dzaliwe itu

Situé à une journée de pirogue du bourg, c'est le plus grand saut de la rivière Camopi. Il

apparaît déjà dans les textes du début du XVIII^e siècle comme un obstacle considérable pour les Français qui allaient collecter le cacao à la source. Autrefois, racontent les Teko, un caïman géant habitait dans une de ses passes nommée Dzakalekwat (Trou du caïman). Il dévorait les hommes qui passaient par là. Aujourd'hui, il a été rendu inoffensif par un charme. On notera que le teko **dzaliwe** renvoie à **aliwe** qui désigne le caïman en wayana. Il constitue la limite amont du terroir agricole des Teko actuels habitant cette rivière, leurs abattis et campements de culture s'étalant sur ses deux rives jusqu'à ce grand saut. Au delà, seules la chasse, la pêche et la cueillette sont pratiquées, on ne rencontre plus ni village ni abattis contemporains. Divers villages anciens des Teko ont existé dans cette région, le dernier ayant été abandonné dans les années 1960.

Situés en Zone de droits d'usage collectifs (ZDUC), ce saut et ses alentours sont un haut lieu de pêche et de chasse pour les Teko, dont c'est le cœur du territoire contemporain.

66 - Rivière Inipi, Îdipi

Cette rivière est déjà indiquée sous ce nom par les Pères Grillet et Béchamel en 1674, resté inchangé jusqu'à aujourd'hui. Les Teko ne le traduisent pas, bien qu'il ait été indiqué aux Européens par des populations parlant comme eux des langues tupi-guarani.

C'est par cet affluent que les premiers explorateurs, en provenance de l'Approuague, pénétrèrent dans la Camopi et de là dans l'Oyapock. Cette rivière devint surtout le principal axe de circulation des Teko dont les villages étaient alors dans le haut Inini. Les deux bassins étaient reliés par ce que l'on nomma plus tard « Ancien chemin des Émérillons ». L'actuel « Chemin des Émérillons » allant de la Tamouri à la Ouaquï n'a été utilisé qu'à partir des années 1920.

67 - Roche Bicyclette

Située sur la rivière Inipi, affluent de la rive gauche de la rivière Camopi, ces roches sont à plus d'une journée de pirogue du bourg.

Il est probable que le nom de Roche bicyclette ait été donné jadis par des orpailleurs créoles ou par des métropolitains, ces grands rochers plats dressés rappelant des roues de bicyclette. En effet, le Dr Heckenroth qui remonta la Camopi puis l'Inipi en septembre 1941 note déjà ce toponyme dans son carnet de route (pourtal-sourieu 2012). Or cette zone est, depuis le premier cycle de l'or de la fin du XIX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui, un lieu d'activité pour les orpailleurs.

Il est à noter que de nombreux toponymes créoles des rivières Camopi et Inipi constituent un témoignage unique de cette période de la première ruée vers l'or guyanaise. En utilisant ces toponymes créoles non traduits dans leur langue, les Teko demeurent les seuls à se souvenir de ces villages (Bienvenue, Tampak...) ou des noms d'orpailleurs (Jalbot, Cléna...), conservant ainsi la mémoire de ce pan oublié de l'histoire de la Guyane.

68 - Tïpoko Dzawat (Roche crabe)

« [Roche] Crabe-jaguar ». Situé sur la rivière Inipi, cette roche remarquable est couverte de nombreux pétroglyphes. En plus des polissoirs couvrant sa partie sommitale, en saison sèche, on peut admirer de nombreux motifs anthropomorphes accompagnés de dessins semblant représenter des macaques à la queue enroulée ainsi que des amphibiens. Comme tous les pétroglyphes, il est impossible de les dater et donc très difficile de les attribuer à tel ou tel peuple, quant à comprendre leur rôle... Elle est nommée Roche jésuite ou Roche crabe sur les cartes depuis que le Dr Heckenroth remonta cette crique en 1941. Le nom teko Tïpoko dzawat rappelle son origine magique. En effet, au XVIII^e siècle, à l'époque où les Kali'na (appelés Taida par les Teko) remontaient jusque sur la rivière Inipi

pour guerroyer, un chamane teko créa un monstre anthropophage pour protéger les siens. Celui-ci dévora les guerriers kali'na et, depuis, demeure pétrifié et inoffensif.

69 - Tsiminiwîp talupawît

« Ancien village sous le courbaril ». Il a été fondé dans les années 1950 par la famille Civette, une importante et très ancienne famille teko ; il en existe deux emplacements : le premier, sur la rive droite, fut abandonné au profit du second, sur la rive gauche, après le décès de la fille du grand-père Civette. Ce site de la haute Camopi est en amont du saut Yaniwe près du saut du même nom (Tsiminiwîp îtu).

Conclusion

70 Toponymie historique, mythique ou anecdotique, appellation de zones de chasse, de pêche ou de cueillette, cette grande richesse dans la nomination montre une profonde connaissance de leurs lieux de vie par ces peuples ayant su, tout au long de leur histoire, apprivoiser et s'approprier cet univers d'eaux et de forêt mêlées. Les cartes que nous présentons ici restituent les toponymes tels qu'ils sont connus et énoncés par les populations actuelles de la commune de Camopi. Ils doivent être considérés comme l'aboutissement d'une démarche patrimoniale partagée par tous et bien ancrée dans la vie quotidienne des villageois. Cette toponymie est à la fois historique, confortant alors un lointain passé, et vivante, nommant les lieux les plus infimes de l'occupation intense contemporaine. Nous sommes donc en présence d'une double toponymie une première, plus héroïque, valant pour le temps long et une seconde pour le temps court, plus labile. Il y a gros à parier qu'il en fut de même autrefois...

71 Les cartes historiques que nous avons produites montrent d'ailleurs parfaitement que les Wayäpi et les Teko ont occupé avec une intensité variable la presque totalité du territoire que nous envisageons.

72 Soulignons à nouveau que le présent article qui reprend un carnet toponymique destiné aux habitants de Camopi (Grenand *et al.* 2015) est le résultat d'une recherche participative qui a permis de systématiser, de compléter et de localiser définitivement des données accumulées sur plus de quatre décennies. D'une certaine manière on peut affirmer que les cartes produites proviennent du savoir de la totalité des personnes adultes teko et wayäpi vivant ou ayant vécu entre 1970 et 2011.

Ce travail a pu être réalisé grâce au financement du Parc Amazonien de Guyane et de l'Observatoire Hommes-Milieus Oyapock (UMSR LEEISA) dans le cadre d'une aide de l'Etat gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du Labex DRIIHM, programme « Investissements d'avenir » portant la référence ANR-11-LABX-0010.

Nous remercions également la commune de Camopi ainsi que la collaboration active de tous ses habitants sans qui ce travail n'aurait pu être possible.

BIBLIOGRAPHIE

- Audiffredy 1763 – *Carte de la rivière d'Oyapock levée géométriquement et dessinée sur les lieux / présentée à Monseigneur le Duc de Choiseul ; par le Chevalier d'Audiffredy Offi. Réf. des anciennes troupes de la colonie de Cayenne, 1763. Cartes et Plans, Bibliothèque Nationale. Guyane n° 255 (4 feuilles) et aussi Archives Nationales d'Outremer, Base Ulysse. Guyane n°194, n° 195, n°196 et n°197.*
- Bagot Th. de 1849 – *Rapport de M. Bagot sur les Indiens de l'Oyapock et jusqu'à l'Amazone, 8 mars 1849, Archives Emile Abonnenc.*
- Bodin E. 1824 – *Mission Bodin aux sources de l'Oyapoc, ANOM/ Guyane E10 (10).*
- Coudreau H.A. 1893 – *Chez nos Indiens : quatre années dans la Guyane Française, 1887-1891. Paris, Hachette, 609 p., 1 carte hors-texte.*
- Crevaux J. 1883 – *Voyages dans l'Amérique du Sud. Paris, Hachette, 635 p.*
- Davy D. 2007 – *Vanneries et vanniers. Approche ethnologique d'une activité artisanale en Guyane française . Thèse de doctorat en Ethnologie, Université d'Orléans, 527 p.*
- Davy D., Tritsch I. & Grenand P. 2012 – Construction et restructuration territoriale chez les Wayãpi et Teko de la commune de Camopi, Guyane française. *In Dossier Oyapock, Dossiê Oiapoque, Confins 16. URL : [nhttp://confins.revues.org/7964](http://confins.revues.org/7964) ; DOI : 10.4000/confins.796*
- Fleury M., Alupki T., Opoya A. & Aloïke W. 2016 – Les Wayana de Guyane française sur les traces de leur histoire. *Revue d'ethnoécologie 9.*
- grenand F. 2009 – La langue Wayampi. *In : Renault-Lescure O. & Goury L. (Ed.) Langues de Guyane, Vent d'Ailleurs-Ird : 100-111.*
- Grenand P. 1982 – *Ainsi parlait nos ancêtres : Essai d'ethnohistoire wayãpi. Paris, Éditions ORSTOM, 408 p.*
- grenand P., Grenand F. & Ouhoud-Renoux F. 2000 – Entre fleuve et forêt : stratégies adaptatives du peuplement wayãpi depuis le XVIII^e siècle. *In : Bahuchet S., Bley D., Pagezy H. & Vernazza-Licht N. (Ed.) L'Homme et la forêt tropicale. Châteauneuf de Grasse, Éditions de Bergier : 223-235.*
- grenand P., Moretti C., Jacquemin H. & Prévost M.-F. 2004 – *Pharmacopées traditionnelles en Guyane : Créoles, Wayãpi, Palikur, 2^e édition entièrement revue et corrigée. Paris, IRD Éditions, 816 p.*
- Grenand P., Joubert P., Grenand F. & Davy D. 2015 – *Cartes et Toponymes des territoires Teko et Wayãpi, Parc Amazonien de Guyane. Cayenne, CNRS.*
- Heckenroth M. 1939 – Territoire de l'Inini. Rapport géographique - politique - médical et économique de la tournée effectuée du 27 juillet au 15 Septembre 1939 sur le bassin de l'Oyapock (cours moyen- supérieur- et les sources) par M.M. J. Baup, Adjoint des SC., Chef de la Circonscription de l'Oyapock, et M. Heckenroth, Médecin-lieutenant des TC., Poste de Cafésoca, 1939 [document révisé et complété en 1941].
- Hurault J. & Fribourg-Blanc A. 1949 – *Mission astro-géodésique de l'Oyapock (Guyane Française), juillet à novembre 1947. Paris, Institut géographique national, 131 p.*

- Laval P. 2016 – Captures estuariennes : Une ethnoécologie de la pêche sur le bas Oyapock Thèse de Doctorat, Muséum national d'Histoire naturelle, Paris.
- Maurel P. 2009 – La langue Teko In : Renault-Lescure O. & Goury L. (Ed.) *Langues de Guyane*, Vent d'Ailleurs-Ird : 91-99.
- Mentelle S. & Brodel F. 1778 – *Partie du fleuve Oyapock par Mr Brodel, 14 janvier 1778*. Archives Nationales d'Outremer, Base Ulysse, Guyane n° 49.
- Navet E. 1985 – Les Émerillons. In : *La question amérindienne en Guyane Française*, Ethnies 1-2, Paris, SIF : 18-19.
- Milthiade J. & Loret P. 1823 – *Voyage de J. Milthiade et P. Loret d'Oyapock aux Emerillons et à la rivière Inini en tournant les sources d'Approuague en août et septembre 1822*, ANOM/ Guyane E10 (06)
- Pourtal-Sourieu M. (Ed.) 2012 – *Plumes amérindiennes : Don Dr Marcel Heckenroth*. Marseille, Grand-Courtrai, Édition Snoeck et Musées de Marseille, 126 p.
- Thébault de la Monderie F. & Charvet 1819 – *Voyage dans la Rivière d'Oyapock par Thébault et Charvet, Octobre et Novembre 1819*, ANOM/ Guyane 43, E10 (03).

RÉSUMÉS

Le présent travail est une version sensiblement modifiée d'un texte diffusé par le Parc amazonien de Guyane destiné aux communautés Wayäpi et Teko du bassin de l'Oyapock et de la Camopi et secondairement aux écoles de la région (Grenand *et al.* 2015). Il analyse successivement l'histoire de la cartographie du territoire teko et wayäpi, la construction de la toponymie autochtone, pour terminer par la présentation d'une sélection de toponymes mettant en valeur tout à la fois la mémorisation des noms et la visualisation des lieux.

This work is a sensibly modified version of the text published by the Guianese Amazonian Park for Wayäpi and Teko communities of the Oyapock and Camopi regions and for this region's schools (Grenand *et al.* 2015). It is an analysis of the history and cartography of the Teko and Wayäpi territories, of the construction of natives' toponymy, and finally a presentation selected toponyms highlighting both name memorization and location visualization.

INDEX

Population Teko, Wayäpi

Keywords : toponymy

Mots-clés : toponymie

Index géographique : Guyane française, Oyapock, Camopi

AUTEURS

PIERRE GRENAND

Directeur de recherche émérite, IRD

FRANÇOISE GRENAND

Anthropologue, Directeur de recherche émérite, CNRS, Membre du comité de direction de l'Observatoire Hommes-Milieux "Oyapock" du CNRS

PIERRE JOUBERT

Ingénieur cartographe, PAG

DAMIEN DAVY

Ingénieur de recherche, OHM Oyapock, UMSR LEEISA (CNRS-UG-Ifremer)

Toponymie littorale aux îles Marquises, Fenua 'Enata/Henua 'Enana, Polynésie orientale (Polynésie française)

Coastal toponymy in the Marquesas Islands, Fenua, 'Enata/Henua 'Enana, Eastern Polynesia (French Polynesia)

Pierre Ottino-Garanger et Marie-Noëlle Ottino-Garanger

- 1 Richeesse du Patrimoine culturel immatériel, les toponymes désignent des lieux bien réels et matériels. Contrairement à d'autres biens matériels, ils sont aisés, ou presque, à conserver, préserver, gérer... lorsqu'il n'y a pas d'enjeux politiques, identitaires et fonciers en compétition. Leur collecte est plutôt simple, leur conservation également. Il s'agit ici, en général, de noms du littoral qui relèvent de moins d'enjeux que ceux de l'intérieur des terres. Ces toponymes n'en traduisent pas moins d'autant de connaissances, souvent transmises de générations en générations, qui concernent la totalité du territoire insulaire : chaque pointe, chaque récif et pan de falaise, chaque baie, chaque crique ou étendues de platiers et cours d'eau, ou haut-fond... Autant de noms qui témoignent de la parfaite connaissance d'un espace, de son identification autant que des usages, présents et surtout passés. Ils attestent d'une histoire et d'une présence extrêmement anciennes, pour certains et, par ce lointain passé, trouvent leur pendant à travers le Pacifique. Nommer les choses, c'est s'assurer une ancestralité et si certains ne remontent pas aussi loin, ils témoignent souvent d'événements marquants, d'aspects importants, d'une connaissance des lieux et d'une façon de se situer et d'appréhender l'espace, comme ce fut depuis toujours le cas. Ils attestent d'une appartenance, d'une communauté, d'une identité et d'une reconnaissance de sa culture par un intérêt, des savoirs spécifiques, une fréquentation et les activités pratiquées. Cet article présente la richesse actuelle de la toponymie en langue marquisienne dont une partie a été recueillie au cours d'ateliers de cartographie participative.

Cadre géographique, historique et social

- 2 Le berceau des ancêtres des Polynésiens est à rechercher là où se développèrent les cultures côtières du sud-est du continent chinois et où naquit la souche proto-austronésienne des langues océaniques il y a environ 7 000 ans. Ainsi s'élaborèrent, à partir d'une même souche culturelle, les fondements des cultures océaniques. C'est entre la seconde moitié du deuxième millénaire et les derniers siècles avant J-C que se formèrent, parmi les îles de Polynésie occidentale, et les îles mélanésiennes voisines, les éléments déterminants d'une culture qui se différencie peu à peu des modèles pré-existants. La langue marquisienne à laquelle est apparentée le Hawaïen et le Mangarévien est issue de la même souche que les langues des Tuamotu, Tahiti, Nouvelle-Zélande, des Australes ou des Cook.
- 3 Les Marquises ou Fenua Enata/Henua Enana sont les plus éloignées de tout continent, ce qui leur valut un endémisme prononcé que ce soit pour la faune terrestre et même marine ou la flore. La population actuelle sur l'archipel est d'environ 9 000 habitants. Elle fut estimée à 100 000 âmes à la fin du XVIII^e siècle, ramenée à une fourchette de 50 000 à 90 000 par les démographes. L'arrivée des Européens fut marquée par une terrible hémorragie démographique à la fin de la seconde moitié du XIX^e siècle.
- 4 La superficie totale des terres avoisine celle de Tahiti et de Moorea réunies soit environ 1 500 km². Les deux îles principales, Nuku Hiva et Hiva Oa, sont les deuxième et troisième plus grandes de la Polynésie française. Ces îles sont compartimentées en vallées plus ou moins étroites aux versants pentus dont les crêtes prennent naissance sur une arête centrale formant l'épine dorsale de l'édifice volcanique aux alentours de 1 000 m d'altitude. Les nuages, accrochés aux plus hauts sommets, alimentent des torrents nombreux qui arrosent, souvent de façon intermittente, les plus grandes vallées. Sur les côtes sous le vent, ceux-ci disparaissent souvent à l'approche du littoral. Ces îles, qui ne possèdent pas de récif barrière, sont battues directement par le Grand Pacifique. Elles ne présentent pas de plaine littorale, si ce n'est au débouché des plus vastes vallées, et sont bordées de falaises verticales se dressant jusqu'à 200 ou 300 m au-dessus des flots. Seuls l'embouchure des cours d'eau viennent, un temps, les interrompre et parfois déployer, à l'arrière des plus vastes baies, une plaine alluviale étroite au pied des versants pentus et couverts de gros éboulis de basaltes noirs qui constituèrent la matière de nombreuses et imposantes constructions élaborées par les habitants de ces îles qui se ménageaient ainsi à la fois des espaces plans et unissaient symboliquement la mer à la terre.
- 5 La variation de pluviosité entre les îles, les vallées, et surtout selon les années, est forte. Les longues périodes de sécheresse que connaît périodiquement l'archipel ont entraîné de graves famines. Ces périodes difficiles marquèrent profondément la culture, les attitudes sociales et religieuses, le rôle du chef vis-à-vis des siens, ou celui des forces associatives et artisanales, les règles sociales : les interdits ou **tapu**, l'économie vivrière... et l'usage de préparer d'importantes réserves de fruits d'arbre à pain et de les stocker, sous forme de pâte fermentée, dans des silos familiaux et d'autres communautaires : les **ua ma**. Cette pâte se conservait sur de très longues périodes et permettait de palier aux saisons difficiles. Du moins, tant que le respect des règles de gestion de l'environnement, rigoureusement établies autour d'un sévère système de **tapu**, était respecté. Ils réglaient la vie de tous, notamment dans l'exploitation des ressources tant terrestres que marines. L'ensemble associé aux usages communautaires et règles de solidarité permettait une

redistribution de la nourriture collectée en commun sous la direction de spécialistes et du chef de la tribu.

- 6 La société était autrefois articulée, au sein d'un territoire, ou **fenua/henua**, localisé dans une vallée, ou partie de vallée, en deux unités se recouvrant : l'unité tribale et la maisonnée du guerrier. Chaque vallée, sur un modèle similaire, possédait un système social propre, au sein duquel la lignée des chefs, et l'ensemble des prêtres et artisans spécialisés, avaient leurs rôles propres et souvent déterminants. Ils menaient les destinées de la communauté, encore fallait-il remplir certaines conditions. Celles-ci étaient en partie liées au sexe, ce qui n'empêchait pas pour autant les femmes de jouir d'une réelle considération et d'exercer des rôles importants : chef, prêtre, etc. Les nuances hiérarchiques, bien réelles, ne se manifestaient pas forcément dans l'apparence extérieure, une déférence particulière, du moins aux yeux des premiers Européens... mais surtout par un réseau de multiples droits et **tapu** -tabous- ainsi que les tatouages.
- 7 Une part importante de la société jouissait de sortes de « monopoles » sur un large éventail d'activités : fabrication d'objets, d'outils, réalisations particulières, finitions diverses... Presque tous possédaient, de fait, un savoir-faire propre et formaient les maillons d'une chaîne vitale pour l'ensemble du groupe. Il n'en restait pas moins qu'un petit nombre de familles, par leur filiation ancestrale et le savoir ainsi accumulé, jumelé aux alliances et au jeu politique, avaient concentré autour d'elles la force de la communauté et, d'une certaine façon, la majorité des terres sur lesquelles vivaient les membres de la tribu.
- 8 Si les guerres tribales, ou escarmouches et raptés étaient perpétuels, les occasions de paix et les rassemblements festifs étaient également innombrables, suscités par l'inauguration d'une saison, d'une période d'activité, la célébration d'une récolte... ou, au contraire, la nécessité de faire cesser une calamité. Ces manifestations se déroulaient le plus souvent sur la place communautaire : une vaste cour rectangulaire (de 90 à 150 m de long pour 10 à 50 m de large) entourée de gradins et de plates-formes lithiques destinées aux acteurs et aux spectateurs. La tribu qui invitait avait entièrement la charge de ses hôtes ; ils venaient des vallées voisines aussi bien que d'autres îles. Pendant des mois la population s'y préparait. Toutes les ressources de la vallée, et parfois de l'île, pouvaient y être consommées. Circonstances d'échanges, de rencontres et facteur d'unité, la réussite de ces efforts et festivités dépendait de la cohésion de la communauté et contribuait à la maintenir.
- 9 Les divinités étaient innombrables. Chacune était issue d'une activité, d'un phénomène naturel et très souvent d'un ancêtre divinisé. De tous, Tiki est le plus connu car toute représentation, de forme humaine, peut être ainsi nommée. Lui-même, dans la Tradition, fut le Créateur des premières images et de l'Homme. Ces **tiki** sur les **me'ae** (les lieux les plus sacrés) étaient considérés comme représentants d'ancêtres divinisés ; ils devenaient leurs réceptacles aux grands moments de la vie de la tribu.

Collecte des noms de lieux et projet PALIMMA

- 10 Le travail effectué sur la toponymie marquisienne littorale le fut grâce au programme PALIMMA, qui visait à inventorier, évaluer et présenter le Patrimoine culturel lié au Littoral et à la Mer aux îles Marquises¹. Il a été baptisé « **Te Haatumu o te Tai Moana** » (Patrimoine de la mer)² par l'académie de la langue marquisienne. Outre son intérêt pour

les institutions scientifiques et les acteurs locaux, il fut également mené dans la perspective de l'inscription de l'archipel au patrimoine mondial de l'UNESCO, ainsi que la création d'une grande aire marine protégée. Il alimenta également l'Analyse éco-régionale des Marquises (AAMP 2016). Mené sur le terrain en 2013-2014, avec des compléments d'étude et des restitutions en 2015-2016 et 2017, le programme pluridisciplinaire résulte d'un partenariat « société-gestionnaires-chercheurs »³

- 11 L'objectif du projet était d'élaborer des connaissances accessibles et partagées, en intégrant celles des scientifiques et celles de la population, des porteurs de savoirs et spécialistes locaux, afin de transcrire la façon dont cette dernière conçoit son patrimoine culturel marin et envisage son avenir. La co-construction de cartes offrait un support immédiat et permettait de présenter, de façon visuelle et synthétique, les diverses connaissances culturelles, ainsi que les propositions de gestion et de valorisation envisagées par les Marquisiens. Elles servaient de base aux discussions. Le but de ces échanges était de favoriser l'implication des populations dans les procédures d'acquisition et de partage, de validation et de restitution des connaissances, de protection et de gestion de ses patrimoines. La formation de huit « référentes du patrimoine », habitantes médiatrices et bilingues, sur les six îles habitées, facilita grandement le déroulement du programme, les échanges linguistiques et l'implication générale.
- 12 Les cartes toponymiques du littoral n'avaient pas été retenues au départ dans les objectifs prioritaires du programme. Une première série de cartes fut préparée avec les rares noms transcrits sur diverses cartes historiques et actuelles (IGN⁴, Service de l'Urbanisme Polynésien, cartes marines du SHOM⁵, cartes géologiques...), et celles disponibles dans la littérature, publiée ou manuscrite. Dans un deuxième temps, nous y avons ajouté les toponymes du cadastre et ceux, nombreux, que nous avons collectés depuis des années auprès des uns et des autres aux Marquises⁶. Ces cartes toponymiques préliminaires ont ensuite été discutées, corrigées et complétées, mais plutôt en marge des ateliers collectifs, au cours d'entretiens individuels et notamment lors des restitutions du programme. Si le recueil d'informations aurait pu être plus systématique lors des ateliers, il fut néanmoins compensé par des collectes ultérieures et, surtout, par l'intérêt notable des populations. Particulièrement précieux, celui-ci montra, s'il en était besoin, l'importance et la valeur d'une réelle collaboration qui nécessite souplesse et réorientation, pour le bonheur de tous et des diverses disciplines. En effet, les personnes rencontrées avaient toutes la volonté de transmettre et transcrire une part de leur savoir, car elle le savait partiel et fragile. Déjà éprouvé par la dépopulation des Marquises au XIX^e siècle, qui vit des tribus entières disparaître et des vallées habitées se vider totalement, pour rester abandonnées, ce savoir risquait aujourd'hui de se perdre encore davantage.
- 13 En effet, la faible démographie actuelle, l'évolution des modes de vie et des usages, de la langue également⁷, la réduction du nombre de pêcheurs, les départs à la recherche d'un travail rémunéré en dehors de sa vallée, de son île, voire de son archipel, ou pour des études (au collège, au lycée, plus rarement à l'université), favorisent une perte de savoirs (dont les savoir-faire et savoir-être) fortement ancrés dans un territoire. Le lieu de résidence même des porteurs de savoirs, s'il est gage d'une bonne conservation de la culture et des traditions, est aussi, par la spécificité localisée des connaissances, sujet, si ce n'est réduit, à cette spécialisation même. La forte territorialisation des habitants, dans des vallées séparées les unes des autres, fait que les lieux vraiment connus, identifiés et nommés le sont sur une portion territoriale relativement restreinte, en dehors d'une

connaissance plus générale et plus disparate, et malgré de rares spécialistes aux connaissances exceptionnelles. La mise en commun des savoirs, l'obligation de faire appel aux autres, à ceux et celles habitant les autres vallées de l'île, rendent la collaboration complémentaire, nécessaire, obligatoire même et motivante. Elle stimule la mémoire, mobilise des souvenirs oubliés ou partiels et permet ainsi de retrouver, de préciser des noms, des localisations et des usages. Les savoirs « partiels » et géo-localisés permettent, mis en commun, une restitution étonnamment riche si ce n'est complète ; et enfin accessible à chacun alors qu'elle était, de fait et antérieurement à ce travail, en grande partie impossible.

- 14 Le travail effectué le fut grâce aux Marquisiens rencontrés ; ils y apportèrent un réel enthousiasme, toute leur connaissance et de multiples précisions (Figure 1). Les noms ponctuent les lieux et l'histoire de l'occupation humaine d'un territoire sur lequel des archéologues et ethnologues ne peuvent que se pencher et souhaiter les sauvegarder, aussi. Il est impossible de citer ici toutes les personnes mais leur nom figurera, autant que faire se peut, dans les documents constitutifs de ce vaste projet qui leur doit beaucoup (AER, rapport Palimma et cartes). Cette collecte, nous l'avons dit, fut également nourrie de noms provenant d'ouvrages et d'anciennes cartes, remontant au XIX^e siècle souvent. S'ils témoignent, par l'orthographe, des difficultés à entendre, puis transcrire des noms, ce qui est encore le cas pour certains... ils furent un apport précieux, avec leur justesse ou leurs maladresses, celles-ci constituant des indices pour retrouver un nom oublié, une localisation. Il restera aux **tuhuka/tuhuna** (spécialistes marquisiens, maîtres es ...) à se pencher encore sur bien des pans de côtes qui sont restés muets, sur des questions d'orthographe, de localisation. Ce travail est une étape, à laquelle beaucoup contribuèrent et qui ne demande qu'à être perfectionnée et enrichie.

Figure 1 : Ateliers de cartographie participative à Hanapaaoa – Hiva Oa



© P. Erhel Hatuuku

- 15 Cette présentation, n'est pas celle d'un linguiste. Elle ne s'appuie que sur les noms collectés lors de nos différents séjours aux Marquises. Quelques études mêlant linguistique ou toponymie existent, mais sont encore rares⁸. Les domaines à approfondir sont foisonnants et permettent d'associer les compétences de personnes ayant des

connaissances de la langue marquisienne, et des langues polynésiennes, de la géographie du Pacifique, mais aussi de la tradition orale, l'ethnographie, etc. Ils permettront de conforter des données, éprouvées, assurées ou simplement senties. Ce travail nécessite également une approche plus pan-Pacifique qu'il n'a pas été possible d'aborder ici.

Ce que nous disent les noms de lieux

- 16 Les ateliers et les missions, en réactivant la mémoire et la transmission communautaire, ont permis de recueillir et de positionner sur les cartes un très grand nombre de toponymes, plusieurs centaines⁹. La traduction des noms apporte souvent des informations intéressantes et significatives. Ce travail, qui n'a pas été fait systématiquement, loin de là, faute de temps notamment, devra l'être avec les porteurs de savoirs et avec, ou par l'Académie marquisienne. Pour le moment nous nous contenterons notamment des dictionnaires de Dordillon parus en 1904 et 1931-1932¹⁰.
- 17 Les noms des lieux traduisent une façon d'appréhender l'espace et informent sur la nature d'un site, ce qui est à savoir de l'endroit. Par exemple on sait qu'il y a un risque de tourbillons à Vi'i henua (**vi'i** : tourner, **henua** : terre), de longues lignes de falaises à Taha'oa (**taha** : lieu, marcher ; **oa** : long), etc. ou que l'endroit nommé peut rappeler un ailleurs désertique à Nuku ataha, une île ou terre **tapu** avec Motu tapu (Figure 2), etc. La mémoire de ces grands voyageurs que furent les Polynésiens pouvait aussi chercher à rapprocher des types à la mémoire d'un territoire transposé ailleurs, de la même façon que l'on transposait les caractères d'une plante à une autre, ou un animal tant qu'il présentait des propriétés importantes comparables (**uhi** entre la nacre d'une huître perlière ou d'un ormeau, en Nouvelle-Zélande, Ahuahu plage à Puamau et A'ua'u ancien nom de Mangaia, ou Vevau, Vavau, nom que l'on retrouve en Polynésie occidentale et à Hiva Oa...).

Figure 2 : Motu tapu



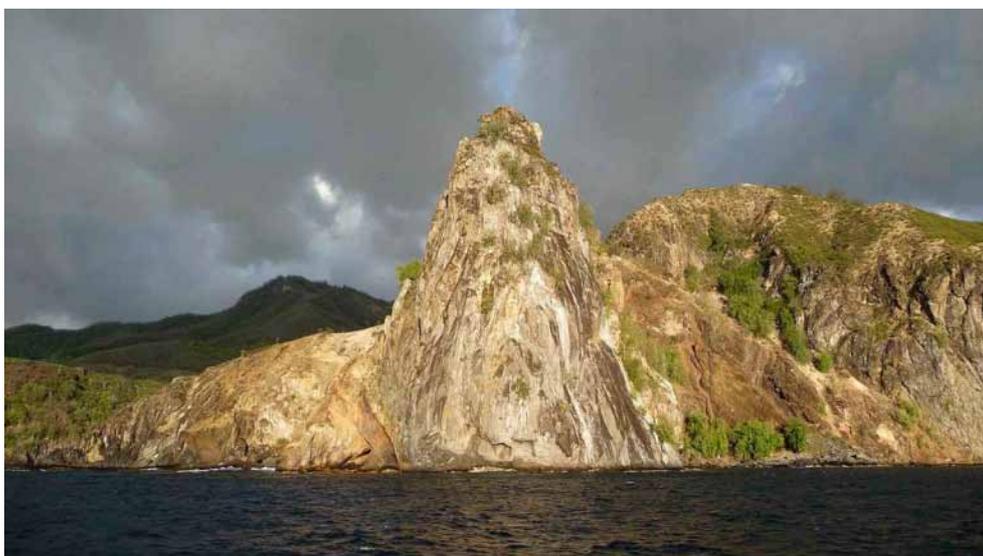
© P. Ottino

- 18 Un bon nombre de noms se retrouvent, avec les variantes locales de la langue, d'une île à l'autre, d'un archipel à l'autre et pour plusieurs raisons. D'une part parce qu'ils portent des informations structurelles ou topographiques valables partout. **Motu one** : îlot ou

banc de sable, **One 'oa**, **One poto** : longue plage de sable, ou au contraire courte, **Motu 'oa** : île longue, **Hanatepua** : une baie fleurie ou bordée d'écume !? etc. Une autre raison tient probablement aux déplacements, aux voyages qui motivaient de retrouver des noms identiques comme on échangeait soi-même son nom, en établissant des alliances, une parenté. Celles-ci, ou la guerre et des exodes, pouvaient susciter des transferts de toutes sortes dont ceux de noms¹¹. Combien de places et sites sacrés ont un nom identique, ou similaire, tels Tei'ipoka et Tei'ipona entre un **me'ae** de Nuku Hiva, à Hatiheu, et un de Puamau, à Hiva Oa. Un récit légendaire établit les liens familiaux existants entre ces deux vallées des deux plus grandes îles de l'archipel, distantes de 160 km. Le nom lui-même fait allusion à ces grappes attachées (**pona/poka**) de pèle-fruits à arbre à pain, façonnés dans une porcelaine (**i'i** : terme générique pour les porcelaines, particulièrement *Cypraea mauritania*) ; il montrait la richesse d'une terre en arbres pouvant tenir une famille, un clan, à l'abri de la faim tant que certaines précautions étaient prises.

- 19 Une autre catégorie de toponymes se rapporte à des personnages connus de la mythologie polynésienne comme Fai/Hai (grand héros lié à un cycle de déplacements des étoiles et aux migrations), Tanaoa (dieu des origines, de l'obscurité, de l'océan), Tu (dieu de la guerre ; pour les navigateurs, il était la stabilité contre les tempêtes, ou à l'origine d'un déluge pour les Marquisiens)... D'autres toponymes sont plus spécifiques, rappellent à la mémoire un événement ou une caractéristique propre à une île donnée: **Teva'aotupa**, **'Uamaatupa...** : la pirogue et la fosse à **ma**¹² de Tupa (sorte d'Hercule marquisien) à Hiva Oa, ou Topaiaotahiaau : endroit où est tombée Tahia ; Anaokave : grotte où s'est réfugié Kave après avoir tué sa femme, sur la côte sud de Ua Huka ; **Anakipoe**, la grotte de Kipoe, un parent d'habitants de A'akapa, sur la côte nord de à Nuku Hiva... **Tehakapa'aoa** : la danse des dauphins, fait partie de ces toponymes qui traduisent une ou des caractéristiques d'un lieu, son usage (Figure 3) ; cette pointe, à l'ouest de Ua Pou, est connue pour la présence de nombreux dauphins qui s'y ébattent, sautent et « dansent » ; les Marquisiens déchiffrent également, sur les falaises littorales, des formes qui leur ressemblent ; enfin, dans la baie toute proche, plus au nord, s'effectuaient autrefois des captures de dauphins, pour la collectivité. La grande baie de Hanapa'aoa, à Hiva 'Oa, évoque celle où se réfugia la famille ensorcelée, devenue dauphins, de Tanaoanui a Meihano qui l'avait abandonné pour se rendre sur l'île de Fatu'uku. Tehakahami : la danse du **hami** ou pagne, est une pointe au sud de Matafenua, à Hiva Oa, très ventée qui fait « danser » le pagne des anciens. Teipuuka : **uka**, dessus, au-dessus ou plutôt plonger ici, est un lieu où l'on plonge avec une noix de coco servant de récipient (**ipu**) afin de la remplir de l'eau douce qui sort sous la mer dans une partie de la côte, au nord-ouest de Nuku Hiva, peu habitée où les sources sont rares et précieuses pour les pêcheurs qui y séjournaient...

Figure 3 : Tehakapaaoa – Ua Pou



© P. Ottino

- 20 Ainsi, les toponymes sont souvent évocateurs de la spécificité d'un lieu : Taipivai (*eau douce pleine d'eau de mer*) car la baie forme une sorte d'estuaire profondément échancre où la mer remonte, à marée haute, une bonne partie de cette rivière, la plus grande de l'archipel, avec celle de Hakau ; Hanamenino est une baie calme (**menino**), Anakopeka : une grotte abritant quantité de salanganes (**kopeka**), Anapaatai : une grotte à sel (**paatai**), Tutaekena un lieu marqué par les fientes (**tutae**) de fous (**kena**) qui sert souvent de repère aux pêcheurs car il est très blanc et bien visible en mer, même de loin, etc.
- 21 Aux Marquises on peut reconnaître, parmi les toponymes inscrits sur la carte, certains qui en remplacent de plus anciens, oubliés, plus compliqués ou dont on n'a pas envie de vraiment dire le nom. On les simplifie parfois, ne retenant qu'une caractéristique, qui peut s'appliquer à d'autres. Ainsi on a relevé plusieurs lieux nommés Anapaatai, Anakopeka... citées ci-dessus, ou Anapukiki : des grottes rouges (**pukiki**). Elles se sont formées dans des bancs de tuf volcanique rouge et étaient de ce fait **tapu**¹³. Un bon nombre a pu abriter des reliques sacrées, un site funéraire, un endroit de culte pour les pêcheurs... et accessoirement, lorsqu'elles sont semi-sous-marines, des rougets, comme on l'a vu lors d'un atelier de cartographie participative. Mais il permet aussi de se substituer à « l'authentique » moins connu, oublié, ou qui évoque un trait particulier comme la grotte de la baie Tekoku'u (la baie des **koku'u**, savonnier des Marquises) qu'avait taillé un héros de Tahuata, guerrier et poulpe géant tout à la fois : **Tumume'aeufa** à l'image du sexe de sa femme ; le nom commun permet alors de jeter un voile pudique, de se passer d'explication. Parfois la réponse est bien marquisienne, dite avec un grand rire, ou un sourire retenu et en attente de réaction : Motuauite : **motu je sais**, mais pas celle attendue. Elle eut sûrement un nom mais celui collecté aujourd'hui, auprès de cette personne, traduit davantage l'improvisation et l'humour qu'un point géographique : quelque chose de mieux que **Motuaeiteau**, **motu je ne sais pas moi**... Des noms anciens, mal compris, peuvent aussi être « actualisés » par une déformation ou modification qui permet de l'intégrer aux connaissances actuelles et se rapprocher de l'ancien (tout en en changeant le sens « premier » qui, avec le temps, s'oubliera), ainsi Vaiteheii, planèze surplombant la mer à l'ouest de Nuku Hiva, est devenu Vaiteihi en

version simplifiée *l'eau du châtaignier* car il y en a un, près de la source et de la cabane fréquentée aujourd'hui uniquement par les chasseurs. Les toponymes ont ainsi des histoires, certains se réfèrent à des éléments ne faisant plus sens et peuvent au cours du temps, se transformer. D'autres s'inventent là où la chute démographique de la fin du XVIII^e siècle a causé l'abandon de vastes zones et l'oubli de leurs noms.

- 22 Un aspect qui n'est pas abordé ici concerne la difficulté à transcrire certains noms, leurs variables d'une île à l'autre et même d'un Marquisien à l'autre. L'IGN a publié plusieurs cartes et essayé de corriger des erreurs, et a ajouté des noms également. Ils illustrent une gageure. Les noms sont longs parfois. Il faudrait presque les écrire de façon à ce que tous les éléments, le composant, permettent de le mémoriser. Encore faut-il être d'accord sur un sens ; ce n'est pas évident. L'oubli est venu poser son voile sur beaucoup. Voici un exemple presque simple. Celui à Nuku Hiva de *Napo I Tia Tupa*, que les coupures inexactes et les majuscules rendent incompréhensible : quelque chose comme *Lesdeuxen Fa Ntsde Tupa*. Car il s'agit de cela, mais qui a compris ? Pourtant toutes les lettres sont là et dans le bon ordre, mais... *Les enfants de Tupa*, ou plus précisément *Les deux enfants de Tupa* ; soit *na poiti a Tupa* ou, en commençant par une majuscule *Na poiti a Tupa* ; avec des majuscules partout : *Na Poiti A Tupa* ; certainement pas de *Napo I Tia Tupa*. Comme pour le français, autrefois avant que l'école n'ait donné à presque tous le sens de l'orthographe et qu'elle soit fixée, il faut lire le nom à voix haute et écouter pour le comprendre, voire connaître l'histoire de Tupa pour plus de pertinence... mais les géographes et cartographes étaient français ou tahitiens, basés à Tahiti et non pas aux Marquises, les missions difficiles et toujours trop courtes pour un travail colossal, qui demande confirmation et relecture par les populations concernées, restées sur leur île, à 1 500 km du service de l'urbanisme.

Étymologie de toponymes : de l'importance des préfixes

- 23 Beaucoup de noms descriptifs commencent de la même façon. Ils informent sur des particularités du relief de la côte, typiques de l'archipel. Les préfixes les plus courants, en concentrant les traductions, sont : **Hana** et ses variantes : **Haa/Haka**, exceptionnellement **Hanga** plus ancien¹⁴, et rarement avec l'article **te**, **Tehaka** : baie ; **Motu** : îlot ; **Ana** ou **Teana** : grotte ; **Vai/Tevai** : indiquant la présence d'eau douce ; **Mata/Matau** ou **Temata** : pointe, proéminence, face... ; **Papa/Tepapa** : roche, platier ; **'Ua/Te'ua** : fosse, creux, caverne... ; **Teoho** : terme à cerner indiquant à la fois un bruit fort, particulier, et peut-être un foisonnement de poissons ; **Fatu/Hatu** : une île ou rocher isolé bien dressé ; **Ava/Teava** : une voie, un passage, une petite crique... ; **Ha'e/Fa'e** : un habitat. Ci-dessous, nous listons ces préfixes courants, pour des types de sites dont il faudrait élargir l'éventail, faire des vérifications, etc. Il s'agit ici d'une courte tentative pour rendre tangible un fonctionnement, donner des pistes d'investigations qui doivent être plus complexes et sur lesquelles se sont en partie lancés quelques-uns comme Stéphane Jourdan ou Gaby Cablitz. Il est pertinent de noter que sur les 1 975 toponymes du littoral collectés dans le projet, ceux commençant par ces préfixes représentent 51,48 %. Soit une moyenne significative qui révèle l'importance, pour les habitants, des traits de relief, la géomorphologie des côtes dans les six îles sur lesquelles a porté ce travail. Ces critères topographiques, sont également fonctionnels, voire culturels et symboliques.

Préfixes courants des toponymes du littoral :	FATU 'IVA	TAHU ATA	HIVA 'OA	'UA HUKA	'UA POU	NUKU HIVA	Moyenne Générale sur 1 975 toponymes
<i>Haka/Haa/Hana/Tehaka</i>	15,38%	18,58%	13,66%	13,44%	15,22%	12,23%	14,75%
<i>Motu</i>	7,30%	8,97%	7,67%	6,72%	14,65%	4,85%	8,36%
<i>Ana/Teana</i>	9,61%	6,41%	6,47%	7,56%	10,34%	9,35%	8,29%
<i>Vai/Tevai</i>	8,84%	5,76%	6,23%	9,24%	9,48%	4,49%	7,34%
<i>Mata/Matau/Tematau</i>	5,38%	5,12%	7,43%	3,78%	4,59%	3,23%	4,92%
<i>Papa/Tepapa</i>	1,92%	1,92%	2,63%	2,94%	3,73%	1,07%	2,36%
<i>Ua/Teua</i>	0,76%	1,28%	0	2,52%	4,48%	0,71%	1,62%
<i>Teoho</i>	0,76%	2,56%	1,67%	0,42%	0,57%	0,71%	1,11%
<i>Fatu/Hatu</i>	0	1,28%	2,15%	1,26%	1,43%	0,53%	1,10%
<i>Ava/Teava</i>	0,76%	0	0,71%	0,84%	3,16%	1,07%	1,09%
<i>Hae/Fae...</i>	0,38%	0	0,23%	0	0,86%	1,79%	0,54%
Totaux(Total ?)	51,09%	51,88%	48,85%	48,72%	68,51%	40,03%	51,50%

- 24 Préfixe **Haka/Ha'a/Hana...** (plus rarement **Tehaka**) s'applique à une baie (plus large que **Ana...** ou **Vai...**, avec ou sans eau douce permanente.
- 25 Dictionnaire D. 1904 : Ha'a : *Pandanus odoratissimus*. Ha'a ou Haka : *particule qui précède un très grand nombre de mot et leur communique l'idée de faire, rendre, faire devenir, causer*. Ha'a ana : *faire flotter, mettre à flot, alléger*. Haka : *action, acte, œuvre, ouvrage, travail, occupation ; danse ; petite baie, anse, crique*. V. *travailler, agir ; danser*. Hana : *action, acte, œuvre, ouvrage, travail, occupation ; petite baie, anse, crique*.
- 26 C'est clairement la traduction de « petite baie, anse, crique » qui s'applique ici et correspond bien à la réalité, bien que ces baies ne soient pas franchement « petites », à l'échelle des îles Marquises. Il est intéressant de noter que les plus grandes baies (pas toutes), les plus habitées, portent des noms qui ne commencent pas par **Haka**, comme les grandes baies de Aakapa, Hatiheu, Taiohae à Nuku Hiva, Taaoa, Atuona, Puamau à Hiva Oa, Omoa à Fatuiva, Vaipae, Hane, Hokatu à Ua Huka, Aneou, Hohoi à Ua Pou, Vaitahu, Motopu Hapaton à Tahuata... Que traduit le choix de ces noms par rapport à ceux commençant par **Haka** ou **Hana**, une particularité, un besoin de se différencier, une évolution au cours des temps qui aurait modifié le nom et fait abandonner le **Hana** d'origine ? Pour Taipivai à Nuku Hiva, le nom donné aujourd'hui à la baie est en fait surtout le nom de la vallée elle-même, caractérisée par la rivière, l'eau douce (**vai**) et la tribu d'origine (*Taipi*) ; celui de la baie, très souvent oublié, est Hangahaa - *baie pandanus* ? (Figure 4), avec la racine **Hanga**, plus ancienne que **Hana/Haka/Haa...** (avec le **ng** encore conservé au début du XX^e siècle dans la partie sud-est de Nuku Hiva : Taipivai, Hooumi et Hapaa). Peut-on considérer ce passage d'un nom à un autre, de Hangahaa à celui de Taipivai, comme un exemple possible de l'évolution aux dépens des anciens noms de baies qui commençaient autrefois et bien plus souvent par **Haka...** ? Au nord de l'île, le cas de la baie de Hakaehu est aussi intéressant (et quasi similaire à celui de Taipivai) car elle est souvent appelée non pas Hakaehu mais Pua. En fait le nom de Pua est celui d'une tribu de la vallée, dont l'importance a sans doute fait que l'on étende ce nom de tribu à celui de la vallée et, par là même, à la baie. Aujourd'hui de nombreux Marquisiens précisent que les noms de baies ou vallées indiqués sur les cartes « officielles » ne sont pas les bons, ils rectifient en donnant les noms des tribus qui les habitaient et souvent le nom de la tribu principale. Ainsi nous disent-ils que le vrai nom n'est pas Hakau, mais Taioa, ce n'est pas Taiohae mais Teii, pas Taipivai mais Vaii, pas Aakapa mais Atitoka, soit des noms qui sont en fait ceux des anciennes tribus principales de ces vallées.

Figure 4 : Extrait de la carte toponymique du littoral de Nuku-Hiva



© Palimma

- 27 De tous les préfixes rencontrés, **Hana/Haka** est celui le plus usité avec en moyenne pour les six îles : 14,75 % des 1 975 toponymes collectés qui concernent le littoral. Ces chiffres indiquent une tendance assez fidèle de la réalité même s'ils seront révisés en fonction des prochaines missions de terrain. Ils confirment l'importance majeure des baies et avec elles l'importance du lien avec la mer, intrinsèque de cette société marquisienne. La terre, la vallée, le **fenua** ou terre patrie n'est telle qu'avec une baie, seul lien avec l'océan, ses ressources et les autres hommes établis ailleurs. Son importance est telle aux Marquises que la vallée porte en fait le nom de la baie, qui est le seul vrai point commun et caractéristique du territoire habité. L'autre élément majeur significatif étant la ou les tribus installées dans la vallée, d'où les « rectifications » données par les Marquisiens, qui privilégient le nom de la tribu à celui de la vallée. Cette dernière n'ayant pas de nom général au départ, en dehors de celui de la baie, mais une multitude de noms, de terres, de crêtes, de rivières et portions de cours d'eau... qui la définissent et la subdivisent.
- 28 La « confusion » rappelée entre baie et vallée, puis vallée et tribu révèle aussi l'importance chronologique de ces entités et les glissements de l'une à l'autre. Après des semaines en mer, à la recherche d'une nouvelle terre, la baie est la première entité atteinte, qui met fin au voyage et ouvre à l'île. Lieu de contact et de transition, intermédiaire entre océan, mer et terre, c'est le havre qui permet enfin de s'arrêter, de faire une pause, de s'abriter, se reposer, se refaire, atteindre puis découvrir et prospecter l'île. La baie qui est au départ l'élément majeur, caractérisera la vallée elle-même où s'établira la famille, le clan, la tribu. La vallée adoptera alors le nom de la baie elle-même. Une fois la tribu bien établie dans la vallée, celle-ci qui prendra l'ascendance sur la baie, deviendra le **fenua**, la terre patrie, une unité spatiale significative et fondamentale. Avec

l'installation et le développement des différentes tribus qui occupent progressivement la totalité du territoire insulaire, ce sont les êtres humains qui caractérisent le territoire et deviennent la référence majeure. Que serait telle vallée sans ses habitants, telle île sans ses occupants qui lui donnent sa réalité et son identité ? Telle vallée sera alors désignée et nommée par le nom de ses habitants. Comme partout ailleurs ce sont les êtres qui les habitent, ou les fréquentent, qui caractérisent la géographie. Une terre ne devient territoire, avec des notions de propriété et d'usage variables, que par ses occupants, sinon elle sera dite Terre déserte/**Henua ataha**, soit « la terre où l'on marche », une terre que l'on fréquente, parcourt, on y marche et s'y déplace, mais on ne s'y établit pas, ne s'y installe pas, comme à l'intérieur d'une vallée, bien arrosée et accueillante, qui sera définie par le nom de la tribu qui y vit.

- 29 Bien qu'il s'agisse d'un autre mot, avec une signification bien différente que baie, il y a parfois une confusion, une hésitation entre deux sons ou deux notations proches, entre **Ha'a** (baie) et **Haha** (bouche), comme pour Haateatea dit aussi Hahateatea ou Haeteatea à l'est de Nuku Hiva. **Haha** qui signifie « bouche, gueule, ouverture », rappelle évidemment, par sa forme, celle de nombreuses baies, d'où un passage de l'un à l'autre, d'autant plus aisé peut-être que la configuration les associe, avec une idée similaire : bouche-baie-ouverture de l'île. **Haha** s'applique parfaitement à la pointe au sud de Hapatoni, à Tahuata : Hahamano « bouche requin » où l'on reconnaît tout à fait, de profil, la tête avec la gueule entrouverte d'un grand requin (Figure 5).

Figure 5 : Pointe Hahamano – Tahuata



© P. Ottino

- 30 Une autre confusion ou variante existe entre **Ha'a** et **Ha'e** « maison », les Marquisiens aimant jouer sur les mots et les deux ayant une cohérence, on peut parfois passer de l'un à l'autre sans choquer. Plutôt qu'apparaître comme un contre sens ou une erreur, ce

changement semble même apporter une nuance... selon l'humeur ou la sensibilité du moment (même si **Hae** en place de **Haa** semble un choix plus récent) : ainsi on entend aussi bien Haaotupa « la baie de Tupa » que Haeotupa « la maison de Tupa ». Nous ne reviendrons pas sur les variantes Haatupa ou Haetupa sans le **o**, ou l'adjonction possible de l'article **Te** : Tehaaotupa... Cette confusion ou passage de l'un à l'autre semble même donner plus de cohérence à cette similitude entre territoire, habitat et habitants. La vallée, la terre, le **fenua**, la patrie, c'est avant tout la terre, avec une telle proximité existentielle qu'elle est associée au placenta, à la maison d'origine de celui qui y habite, de ceux qui y vivent.

- 31 Préfixe **Ana...** (plus rarement **Teana**) s'applique à une grotte, un abri-sous-roche, une petite anse.
- 32 Dictionnaire D. 1904 : Ana : *antre, grotte ; cave, caveau ; niche, caverne, excavation ; verbe : ruisseler, surnager, être à flot, être inondé ; mesurer à la brasse.*
- 33 Là encore la cohérence est nette entre la déduction dictée par la localisation, la caractéristique géographique et la traduction du mot, qui apporte des nuances ou précisions intéressantes.
- 34 De tous les préfixes, **Ana/Teana** est bien utilisé, avec 8,29 % en moyenne des 1 975 toponymes concernant le littoral, soit à peine moins que **Motu**. Ces grottes sont nombreuses sur le littoral, et importantes. Elles offrent des abris habituels, occasionnels ou réguliers, aux pêcheurs ; sous marines ou semi sous-marines, elles concentrent une faune protégée et recherchée ; le sel, précieux à la conservation des aliments, s'y accumule parfois ; elles peuvent aussi servir d'abris funéraires ; la tradition orale les cite souvent... La grotte offre aussi un abri exceptionnel, pour qui doit se mettre, souvent seul ou à deux, en marge de la communauté, se soustraire à son regard ou fuir un temps les lois de la collectivité.
- 35 Aujourd'hui, surtout dans le groupe Sud et particulièrement à Fatuiva, il semble qu'il y ait parfois un glissement et une préférence de certains toponymes où le **Ana...** est préféré au **Hana...** (pas de **Haka...** à Fatuiva, où le **n** est utilisé en place du **k**, ou de la glotale '). En effet, la nuance peut paraître légère entre baie, petite baie et grotte, comme est aisé le passage d'une prononciation à une autre, et d'autant plus qu'il n'apparaît pas de contradiction majeure entre les deux toponymes. L'ancien étant d'autant plus oublié que les usages et critères se sont modifiés : le site est aujourd'hui plus rapidement atteint en bateau à moteur qu'en pirogue et se caractérise non plus par sa baie ou anse abritée, que par sa ou ses grottes semi sous-marines où l'on pêche préférentiellement au fusil, voire de nuit, ce qui autrefois n'existait pas, ou pas avec ce type de matériel. Les toponymes, comme la langue, évoluent de concert avec l'évolution des temps et de la culture.
- 36 Préfixe **Vai...** (plus rarement **Tevai**) s'applique à eau douce, rivière, petite crique/anse, en général plus petite que les lieux commençant par **Hana/Haka**. À Tahuata on trouve par contre Vaitahu qui est une grande baie et pourrait « mériter » le nom de **Hana...** mais une autre raison a guidé le choix du toponyme, par l'abondance de ses eaux courantes, le bonheur d'y vivre, l'importance de ses autels,... ?
- 37 Dictionnaire D. 1904 : Vai : *eau, liquide, jus, suc ; vai maoui : eau naturelle ; vai puna : eau de source ; vai tahe : eau de rivière (qui coule) ; vai oto/koto : lac, étang, mare, eau stagnante ; vai ua : eau de pluie.*
- 38 Là encore la cohérence est nette entre la déduction dictée par la localisation et caractéristique géographique, et la traduction du mot. Parfois le nom de pointes ou des

rochers de bord de mer comportent ce préfixe **Vai**... Si le nom n'a pas été mal localisé, c'est parce qu'il y a une source ou un filet d'eau qui y débouche ; même réduit il était précieux et suffisant aux pêcheurs isolés ou peu nombreux (Vaiee au sud de Ua Pou, Vaihiki, Vaiehua au sud-ouest, Vaieetefana petite anse au nord de Hiva Oa, etc.)

- 39 De tous les préfixes **Vai/Tevai** est bien utilisé, avec 7,34 % en moyenne, soit légèrement moins que **Ana/Teana**. Il révèle l'importance de l'eau douce, indispensable aux hommes et qui les mena à s'installer dans les vallées bien ou suffisamment arrosées, à repérer chaque point d'eau aussi minime et intermittent soit-il. Cette importance est encore plus nette pour les noms de l'intérieur des terres où nombre d'entre eux sont caractérisés par la rivière elle-même, par une portion de rivière, un trou d'eau... sans parler des grandes baies/vallées habitées qui l'affichent dans leur nom : Vaipae à Ua Huka, Vaitahu à Tahuata, Taipivai à Nuku Hiva, etc.
- 40 Préfixe **Motu**... Il s'applique à un **motu**, îlot, rocher, souvent près de la côte (comme Motu Hane/Hokatu à Ua Huka) (Figure 6). S'il est plus grand et aussi plus éloigné de l'île principale, il semble qu'on puisse dire Motu Iti, mais mieux et plus souvent : Hatu Iti... ou Fatu Iti... d'où une hésitation entre **Motu** et **Hatu/Fatu** qui sont proches ou similaires mais sans doute pas identiques ; **motu** s'applique aussi à une presqu'île, parfois une avancée qui se détache bien, une pointe et donc pas à un îlot ou rocher séparé de la côte : Motu Mano, cap sud-ouest de Nuku Hiva ; Motutui, cap sud-est de Ua Huka.

Figure 6 : Motu Hane – Ua Huka



© P. Ottino

- 41 Dictionnaire D. 1904 : Motu : île, continent, terre ; motu kea : rocher ; coupure, rupture ; v. rompre, déchirer, couper, mettre en pièces ; interrompre...
- 42 Là encore la cohérence est nette entre ce qui est dicté par la caractéristique géomorphologique et la traduction du mot trouvé dans le dictionnaire, qui apporte des

nuances pertinentes. Les Marquises, avec leur formation volcanique et leurs côtes rocheuses déchiquetées sont particulièrement bien pourvues en *motu*, de toutes les dimensions, plus ou moins accessibles. Ce sont des repères, des amers, des lieux privilégiés de pêche et de collecte d'oiseaux, d'œufs... Véritable « annexes » des îles principales, ils constituent des réserves précieuses tant pour les hommes que pour la faune marine et ichtyologique. Ils peuvent également servir de refuge, aux vivants, comme aux morts, en abritant des autels, des sépultures par exemple. Chaque île possède au moins un ou plusieurs Motu Tapu, « interdit, sacré », en dehors de tous les autres fréquentés occasionnellement ou régulièrement. Leur importance se traduit aussi par leur implication notoire dans la tradition orale, où ils sont cités pour les trajets maritimes, comme autant d'étapes, de repères, de points sensibles du voyage.

- 43 Bien après **Hana/Haka**, de tous les préfixes, **Motu** est le plus utilisé, avec 8,36 % en moyenne des 1 975 toponymes du littoral, soit légèrement plus que **Ana/Teana**. L'île de Ua Pou (Figure 7) est la plus friande de **motu** avec 14,65 % des toponymes, les autres îles se tiennent entre 6,72 % et 8,97 %, exception faite de Nuku Hiva qui en use le moins, avec 4,85 %.

Figure 7 : Toponymie du littoral de Ua Pou



© Palimma

- 44 Préfixe **Mata/Matau...** Il s'applique à nombre de pointes, extrémités, caps...
- 45 Dictionnaire D. 1904 : Mata : *figure, visage ; œil, la vue ; physionomie, air du visage ; extérieur d'une chose ou d'un objet, forme ; lame d'un instrument tranchant, côté aigu ; pointe d'une aiguille, épingle, couteau, épée...* ; l'endroit, la face, le beau côté d'une étoffe, tissu... ; maille d'un filet ; aspect ; maintien, tenue ; Mata fenua : Est, Orient. Matau : *pleurer un mort avec des chants ; avoir soin de...* ; matau i te 'ika : pêcher à la ligne.

- 46 La cohérence entre la caractéristique géographique et la traduction du mot, est ici moins nette au premier abord, si ce n'est une concordance avec « pointe » et « lame d'un outil tranchant ». La définition « figure, visage ; œil, la vue ; physionomie, air du visage ; extérieur d'une chose ou d'un objet » apporte des nuances intéressantes. De même que l'on parle du *mata* d'une pierre, pour indiquer sa belle face que l'on va utiliser dans la construction d'un **paepae**¹⁵, soit la face que l'on met en parement extérieur, destinée à être vue, et bien visible, le *mata* des toponymes littoraux souligne cette face, cet extérieur, cette belle forme visible. Comme le *mata* qui indique l'œil/la vue/visage/extérieur d'une chose, ce qui voit et ce qui est vu, la pointe fait de même, à la fois œil/visage/extérieur d'une terre, ce qui permet de voir, et d'être vu, repéré, ce qui est à l'extérieur d'une terre. Le terme **Mata fenua** « œil terre » est aussi intéressant avec l'idée d'est, d'orient, l'œil de la terre comme l'œil humain qui suit l'orient lors de la navigation à la recherche d'une nouvelle terre, en direction de l'est, traditionnellement. Le mouvement d'ouest en est, à la recherche de nouvelles terres, remonte aux temps immémoriaux. Il a marqué l'histoire du Pacifique, comme la mentalité de ses habitants et leur représentation de monde.
- 47 Quant au **matau i te 'ika** : « pêcher à la ligne ». L'idée de pêche est peut-être significative avec cette culture insulaire basée sur la pêche, où les découvreurs sont originellement des pêcheurs, où les dieux ont pêché les îles, les hissant du fond de l'océan, comme les maîtres-pêcheurs remontent leurs prises prestigieuses, pour la communauté. Doit-on y voir une analogie avec **metau** qui signifie hameçon et irait bien avec les nombreuses « pointes » qui se détachent du rivage et accrochent le regard, du pêcheur comme du navigateur, en dehors d'être des lieux de pêche riches, mais souvent agités... ce travail nécessiterait une vraie recherche linguistique.
- 48 De tous les préfixes, **Mata/Matau/Tematau** est assez utilisé, avec 4,92 % des toponymes littoraux, recueillis sur les six îles principales, soit bien moins que les quatre autres préfixes les plus usités.
- 49 Préfixe **Papa/Tepapa...** c'est le moins utilisé, avec seulement 2,36 % en moyenne des toponymes concernant le littoral. Il s'applique souvent à des noms de pointes et de côtes rocheuses, sorte de platiers ; c'est la roche qui domine ici : Papapohue, petite pointe au sud-ouest de Ua Pou ; Papaoho longue pointe à l'est de Ua Huka ; Papaoa - nom très répandu - petite pointe à l'est de Tahuata, pointe au sud de Hiva Oa, littoral rocheux au nord et aussi au sud-ouest de Ua Huka... ; Papaoai longue côte rocheuse ou nord de Ua Pou ; Papauua, au sud-ouest de l'île...
- 50 Le dictionnaire D. 1904 donne pour traduction : *assiette, plat ; ... ; sorte de grand plat long dans lequel on dépose le mort pour le faire dessécher, avant de le mettre dans la bière ; couche, strate ; pont ou plancher d'un navire, étage ; ordre, section, secte, classe ; rang, rangée, file ; ... ; papa koutu : rochers qui bordent la mer ; papa tea : espèce de pierre blanche, calcaire ; papa hakaiki : classe des chefs ; papa ha'atepei'u : classe des cheffesses. Papa 'a'a tai : planche sur laquelle on se laisse porter sur le dos des lames de la mer.*
- 51 Le **papa** est aussi très important aux Marquises, c'est la strate rocheuse horizontale. Elle est bien matérielle mais s'applique aussi à certaines couches/strates de la population et comporte un aspect symbolique aussi, et fondamental. Ainsi, au plus profond de la nuit des temps, les êtres humains ont dû écarter les deux strates originelles, de la mère et du père (**papa ao - papa uka**/ « strate du bas » et « strate du haut ») pour venir au monde et accéder à la lumière du jour. Ces couches de roches, ces coulées volcaniques caractérisent les îles et elles apparaissent particulièrement bien en littoral, le long des falaises

verticales, indemnes de végétation, nettoyées par les pluies, les vents et les embruns ; une plate-forme horizontale se démarque également quasi au ras des flots, entre 2 et 5 m au-dessus (vestige d'un ancien niveau marin plus élevé qui entailla le pourtour des îles vers -120 000 ans (Bard *et al.* 1996, Guille *et al.* 2002). Cette plate-forme d'abrasion marine est très importante pour la circulation et la pêche car elle permet aux pêcheurs de s'y déplacer, même si l'endroit peut être risqué selon l'état de la mer et des vagues. Cette bordure, ce « trottoir » de bord de mer est irrégulier et souvent entaillé, ce qui oblige à escalader la falaise plus ou moins facilement pour poursuivre, ou à plonger pour joindre l'autre rive, quand la mer n'est pas trop forte et qu'on peut reprendre pied assez facilement. De ces rochers, hommes mais aussi femmes et enfants pêchent à la canne, attrapent les crabes, collectent des oursins, ils trouvent aussi des coquillages ou de petits poissons dans les trous d'eau de ce platier rocheux. Ces endroits de détente et de collecte, important pour la famille, sont aussi lieux de danger, d'enlèvement et de mort. Des accidents y sont recensés, chute, noyade, disparition... et, dans les temps anciens c'est aussi là, préférentiellement, que les ennemis surprenaient leurs victimes, qui étaient enlevées et rapportées sur les sites sacrés où elles étaient sacrifiées.

Étymologie de toponymes : des préfixes moins usités

- 52 Après ces préfixes les plus communs, viennent de moins courants comme :
- 53 **Ua/Teua** : *fosse, fossé, trou, tombe, creux, caverne, ua vai* : *puits* (D. 1904).
- 54 Les toponymes avec ce préfixe indiquent souvent des « fosses » ou trous, cavités dans le littoral rocheux de bord de mer, des grottes bien connues des pêcheurs, où les raies se reposent, les langoustes ou tortues y trouvent refuge... Uahu'a : grotte ouverte sur le côté nord du motu Hemeni ; Uahai : grotte, petite crique aux raies armées, au sud-ouest de Ua Huka ; Teuamano ou Teuamono « le trou-grotte du requin » : pointe au nord de Fatuiva et au sud-est de Ua Huka... ; Teuaoparenuï « grotte aux carangues à grosse tête » sur le côté du motu Takaee au sud-ouest de Ua Pou ; Uamouo (« trou de Mouo » –un requin légendaire–) près de Hakatao au sud-ouest de Ua Pou.
- 55 **Fatu/Hatu** : *composer, rédiger, inventer ; lier, attacher une chose à une autre, attacher ensemble ; doubler, mettre en double ; se coaguler, se figer, épaissir, s'épaissir ; couvrir une maison avec des feuilles ; maître, propriétaire ; troupe, bande, cohorte, compagnie, famille, suite, cortège, société quelconque ; reste, restant* (D. 1904).
- 56 La traduction n'apporte pas grand chose ici ; **Fatu** au sud et **Hatu** au nord indiquent des **motu** ou des **fenua**, des îlots, des îles, des terres de l'archipel marquisien (Hatuiti, Hatutu/Hatutaa, Fatuuku, Fatuiva). **Tu** est plus explicatif : « mouiller, jeter l'ancre, être à l'ancre ; être debout, se tenir debout, se lever, se mettre debout ». Il pourrait indiquer une île où on peut jeter l'ancre, une terre ou îlot « dressée », « debout », comme la plupart des îles et rochers des Marquises, qui se dressent vertical hors de la mer...
- 57 Dans les toponymes **Hatu** ou **Fatu**, en dehors des îles, s'appliquent à des rochers isolés comme Fatutue dans la baie de Hanaiapa à Hiva Oa (Figure 8), mais plus souvent à des pointes, des côtes rocheuses à pic, comme Fatutau et Fatuhakau deux pointes au sud-ouest de Hiva Oa, Hatua et Hatukiki deux portions de côte abruptes et élevées au sud-ouest de Ua Pou, Hatukoemo : cap au nord de l'île. Fatutea pointe avec élévation remarquable au sud de Hanatetena à Tahuata. Hatuana est par contre associé à une petite baie à l'ouest de Ua Huka, mais le nom de **Hatu** et de **Ana** (grotte) pourrait tout aussi bien

(et davantage) l'attribuer à la presqu'île tout contre, sorte de **motu**, que l'on appelle Tetutu, où plusieurs grottes sont connues, dont l'une s'ouvre à la fois au sommet de la presqu'île et sous la mer. Y aurait-il eu un glissement d'attribution, une différenciation oubliée ou une simplification, Tetutu n'étant pas la presqu'île dans son ensemble mais l'endroit, la pointe de cette presqu'île la plus à l'ouest et lieu de départ des âmes ? En partance vers Havaïki, l'au-delà des Polynésiens orientaux situé, quelque part, à l'ouest.

Figure 8 : Fatutue, baie de Hanaiapa – Hiva Oa



© P. Ottino

- 58 **Ava/Teava** : fissure, fente, crevasse ; petite anse, petite crique, échancrure ; distance, espace, intervalle, séparation ; entrée d'un défilé, d'un passage ; défilé, passage, gorge de montagne ; canal, détroit ; succession, série ; ava puta : entrée de la maison, embrasure des portes, des fenêtres (D. 1904).
- 59 On le rencontre surtout pour les toponymes « terrestres », les cols notamment ; moins courants en littoral, ils marquent aussi un passage, entre deux îles, deux îlots, souvent le passage entre un îlot ou rocher et la grande île ; les Marquisiens apprécient d'y passer car cela raccourcit le trajet. Souvent agités, ces passages ajoutent aussi au « piquant » du moment, avec des accélérations naturelles et nécessaires parfois, mais en fait ce sont des coins plus sûrs qu'il n'y paraît, il suffit de bien apprécier le moment en jouant si besoin avec les vagues, ce qui est recherché, pour le fun et l'accélération, comme pour le surf... Teavaiti : passe ou passage entre le motu Takaee et l'île de Ua Pou, comme Teavanui bien plus grand, entre le sud de l'île et Motu Oa ; Teavaitahio : pointe de l'extrémité nord de Aneou, côte nord de UAP ; le nom vient en fait du passage entre cette pointe et plusieurs motu qui la prolongent en mer, et évite de les contourner. **Ava...** peut donc marquer une pointe qu'il faut passer : Avaua pointe à l'ouest de Ua Huka qu'il faut franchir, pour atteindre la baie calme de Vaipaia ; Teavametaki « la passe du vent » pointe au sud de

Hakatao, elle protège du vent, lorsque l'on sort de la baie en passant cette pointe, le vent se fait tout de suite sentir et le rameur appuie plus fortement sur sa pagaie. Teavaomotumokohe passage agité entre la grande terre et le motu Mokohe « îlot aux frégates », il évite de faire un long détour. **Ava** marque aussi de petites anses : Teava petite crique dans la baie de Anahoa au nord-est de Ua Pou, Avauhi au nord de Matafenua à Hiva Oa, ou indique des grottes étroites, sortes de fissures creusées par la mer, de passages étranglés, dans lesquels on hésite à s'engager sauf par mer très calme, comme Teavahaiti et Teavahanui : deux « grottes », à l'est de la baie de Anaho, à Nuku Hiva.

- 60 **Ha'e/Fa'e** : *case, maison* (D. 1904). S'applique à des anses ou petite baie : Faeputaua sur la côte sud-ouest de Hiva Oa, Haeoti « maison possible/peut-être » à l'extrémité nord-est de Nuku Hiva, cette anse à peine marquée est très souvent agitée et donc pas sûre du tout, Haemio « maison du bois de rose » petite anse dans la baie de Hooumi à Nuku Hiva. Souvent, nous l'avons vu, il peut y avoir hésitation entre **Hae** et **Haa** (voir infra au préfixe **Haka/Ha'a/Hana**) comme Haaotupa/Haetotupa « baie ou maison/demeure de Tupa » à l'ouest de Taiohae, Haatapatu/Haetapatu « baie ou maison du tapatu -bécune- » petite baie dans la grande baie de Taiohae. Haemouku serait par contre une pointe, à l'ouest de Taiohae, couverte de touffes de **mouku** (Cypéracées). Faetepaia : petite anse au nord de Hanavave, à Fatuiva...
- 61 D'autres préfixes se retrouvent moins fréquemment comme :
- 62 **Vii** : *glisser, rouler à terre, tomber en roulant, tourner tout autour, faire le tour de ; tourner, rouler sur soi-même* (D. 1904). Le terme s'applique souvent à des pointes, des rochers où la mer est agitée, avec des mouvements tournant, dangereux...
- 63 Viikaoputu : sur la côte ouest de la baie de Taipivai ; Viikaomamai et Viikaofarani : deux pointes côté est de Ua Pou et donc battu par la houle et le vent, avec le mot *kao/nao* qui peut signifier : *caché, disparu, noyé, péri, englouti...* (D. 1904), ce sont des lieux particulièrement dangereux qui obligent à redoubler de prudence et, surtout, ne pas tomber à l'eau. Viinaokioe pointe au nord-ouest de Fatuiva. Viina à Ua Huka est une baie bordée de falaises incurvées de la côte ouest, avec sans doute des mouvements tournants, tourbillons de la mer.
- 64 'Ae : *front ; cap, pointe, langue de terre ; seuil de la porte d'une case ; 'ae vaho : pavé extérieur de la case ; 'ae 'oto : pavé intérieur de la case* (D. 1904). Il entre souvent dans des noms de pointes, comme Pa'e qui indique *tout ce qui sert de coiffure ; chapeau, bonnet, ornement de tête, ruban...*
- 65 'Ae et Pa'e ont un point commun avec **mata**, ils concernent habituellement des pointes, des avancées rocheuses, soit ce qui est devant, en avant, au-dessus ou qui marquent un « seuil » de l'île, ce qui est en premier et tout de suite visible. Ces termes lorsqu'ils se rapportent au corps humain traduisent la même idée : les yeux, le visage, le front, soit des éléments de la tête, partie la plus haute, la plus en avant et la plus **tapu** du corps. L'île est à l'image du corps humain, et réciproquement, avec des parties hautes plus **tapu**, et d'autres qui le sont moins. Sans parler des montagnes et de l'intérieur des îles, en littoral, ces avancées, ces pointes, ces pics « couchés » ou dressés¹⁶, sont par eux-mêmes remarquables, ils se détachent du paysage, devant, à l'avant, en avant-garde de l'île elle-même ; ils sont comme ses yeux, sa face ou ses seuils, ils permettent d'identifier, de caractériser et d'aborder l'île, ils marquent aussi les extrémités sensibles, les marges, les points de contacts, les limites entre l'île et l'extérieur, entre soi et les autres, entre deux univers, terrestre et océanien.

- 66 À Ua Huka : Aeputa est une pointe sur la côte nord-ouest (avec un trou dans la pointe), Teaeopiki : pointe fermant, côté ouest, la baie de Haavei. Paekohu : pointe, protégeant la baie de Haateninihu, à l'ouest de Ua Huka. Paehaavai ou Paekaavai : côte rocheuse contre la pointe Hoa, la plus à l'ouest de Ua Huka. À Hiva Oa : Teamaniania : pointe limitant à l'est la baie de Natue, côte nord-est. Teaehoa : terre formant le cap qui ferme la grande baie de Taaoa et marque cette extrémité sud de l'île ; Teaeoa : pointe au sud-est de la baie de Tahauku.
- 67 'Oto : *cavité, contenant, intérieur, dans* ; 'i 'oto : *dans, dedans* ; 'oto vai : *lac, étang, mare* ; vai 'oto : *eau croupissante, stagnante* (D. 1904).
- 68 Ce préfixe s'applique souvent à de petites baies, de petites anses ou des trous d'eau, des creux dans le littoral rocheux, où peuvent se réfugier de petits poissons ou de plus grands. À Fatuiva¹⁷ : Otoo (ou Oi) est une baie et vallée très encaissée au centre de la côte ouest de l'île, ce serait le lieu de départ des âmes (Figure 9). À Ua Huka : Otohaoa : petite anse à l'est de Hokatu ; Ototuhiaiki : baie de la côte sud-ouest protégée par le cap Te Keho qui forme l'extrémité sud-est de l'île. Otoua : petite anse-plage de Hokatu. Otouua « trou de la carangue à grosse tête » : petite anse rocheuse, à l'est de Hokatu. À Ua Pou : Otohohoe : côte rocheuse à l'extrême sud de UAP, les **hohoe**, petits poissons brillants, y trouvent refuge dans les nombreux trous d'eau du platier. Ototatue « trou du perroquet » : creux du littoral rocheux, à l'est de la baie de Hakahau. Teotohonu « le trou de la tortue » : longue échancrure dans le platier rocheux, de la baie de Hakahetau. Teototahuna « le trou des graviers-galets » : creux, petite crique avec des galets au sud de Hakatao. À Nuku Hiva : Teotooa : petite baie à l'entrée ouest de la baie de Haaotupa.

Figure 9 : Otoo – Fatu Iva



© P. Ottino

- 69 Tutae : *excrément, ordure, saleté ; lie, dépôt* (D. 1904). Les toponymes s'appliquent à de nombreux coins rocheux de la côte, souvent abrupts et où nichent de nombreux oiseaux de mer qui ont marqué le lieu de leur fientes, bien repérables de loin par leur couleur blanche qui se détache de la couleur de la roche plus foncée alentour.
- 70 À Ua Huka : *Tutaekena (Tutaekena) « fiente de fou »* : partie sud-ouest du littoral rocheux et abrupt de *Motu Hane*, également appelé *Motu Hokatu* au sud de l'île¹⁸. *Tutaekena* est aussi une petite pointe de la côte nord-est, une pointe de la côte ouest de Hiva Oa, au sud de Kiukiu, une pointe au nord-ouest de Fatuiva... À Ua Pou : *Tutaemanu « fiente d'oiseau »* : partie des falaises orientales de Motu 'Oa, au sud de l'île. C'est aussi une pointe à l'extrémité nord de Motu Mokohe, au nord-est de l'île, une pointe rocheuse de la côte nord de Nuku Hiva, à l'est de Hakaehu, ou encore, sur la côte ouest, une baie prolongée d'une pointe et bordée de hautes falaises, où nichent de nombreux oiseaux, etc.
- 71 Nous pourrions poursuivre avec des préfixes moins courant comme Keho : *basalte, pierre basaltique ; longue pierre carrée...* Puta : *trou, ouverture, issue, porte, chas ; trou formé par une plaie ; chemin, sentier, voie, passage, défilé. Troué, percé* (D. 1904). Tai aussi qui mériterait que l'on s'y penche : *mer, eau salée, eau de mer ; la partie de la terre, le côté de la baie qui avoisine la mer ; partie de la mer qui rentre dans la rade, rade ; bord, frange, rebord ; marge ; époque, génération, race, postérité, descendants, contemporains ; évacuations qui ont lieu après la mort, déjections d'un cadavre. Houtu : signe de paix ; présents que l'on portait à un dieu pour obtenir de lui une faveur* (D. 1904). *Matatehoutu* : cap est à l'entrée de Vaipae ; *Tehakahoutu* : pointe à l'entrée est de Hakau. Lorsqu'on a passé ces caps, on est enfin arrivé et donc sauf ! Ces mots peuvent aussi se retrouver à l'intérieur du toponyme ou vers sa fin comme : **Taa...** : *épine, aiguillon, piquant, dard, écharde, harpon, lance ; coin, angle ; cris ; peigne des tatoueurs ; crier, appeler* (Dordillon 1904). Les pics, pointes, arêtes sont très présents dans le paysage marquisien, tant à l'intérieur des terres qu'en bord de mer, avec des rochers déchiétés par l'érosion du vent et de l'eau, de mer et de pluie. Taataa ou Nataataa : côte rocheuse au sud et au début de la péninsule de Matafenua, très découpée et au sommet hérissé de nombreuses pointes. Kakitaataa, rochers au sud de Hikeu à Ua Pou. Tataaihoa, aiguilles rocheuses bien visibles au sud de Omoa, à Fatu Iva.
- 72 On retrouve parfois exactement le même toponyme pour des endroits ayant de forts points communs, nous l'avons vu avec Tutaemanu/Tutaekena, mais aussi : **Tahaoa...** qui s'applique à une longue partie similaire, falaise ou rochers... au pied desquels on peut marcher, se déplacer, plus ou moins facilement. Ce sont des endroits souvent assez éloignés des vallées principales, et donc moins accessibles et moins fréquentés.
- 73 Dordillon (1904) donne les traductions suivantes : Taha : *lieu, endroit ; partie, portion, section ; part, morceau ; antonyme : facile, aisé. Vae taha : mauvais marcheur ; hakaiki taha : chef peu important. Ataha : désert, inhabité ; fenua ataha : terre déserte. He'e, taha : marcher. Oa : long, haut ; loin, éloigné ; longtemps ; e haa oa : allonger, étirer, étendre ; éloigner.*
- 74 Les précisions de Dordillon traduisent bien ces lieux avec aussi l'idée de désert, de peu fréquenté et l'idée de marche. On y marche parce que l'endroit est grand, long, allongé, on y marche aussi parce que ce n'est pas un lieu habituel de vie, un endroit habité, où l'on peut se poser, faire une pause avec des habitants. C'est donc une portion de terre où l'on doit marcher, à la recherche de quelque chose, c'est un lieu de collecte, de chasse et donc de déplacements, de passage...
- 75 À Ua Pou : *Tahaoa* est une longue partie du littoral rocheux au sud de la passe *Te ava o Motu Mokohe*, au nord-est du littoral, c'est aussi quatre autres endroits de l'île ; à Tahuata

c'est une longue côte de falaises abruptes côté est ; à Hiva Oa, deux longues côtes rocheuses et de falaises aussi, comme deux autres à Fatuiva, sur les côtes nord-est et sud-ouest. On trouve toujours le même nom à Nuku Hiva, au nord-est de l'île. Seule l'île de Ua Huka ne possède pas (ou non collecté) de Tahaoa, mais deux Papaoa, un Taataa qui s'appliquent aussi à des côtes rocheuses, mais montrent qu'elles sont moins élevées, avec moins de hautes falaises continues, ce qui est morphologiquement la réalité, et distingue Ua Huka des autres îles.

- 76 Un mot rentre dans la composition de plusieurs toponymes, c'est **oho** dont la signification nous échappe et pour lequel le dictionnaire n'est pas d'un grand secours, ni les informations orales, jusque là collectées. Il s'applique toujours à des pointes, ou rochers (qui peuvent être assimilés à des pointes ?) comme *Teohootepapa* : pointe extrême sud-est de UHK, *Teohotekea* pointe extrême est de Tahuata, rocher à l'extrême sud-est, près de Tikapo, à Nuku Hiva, mais il y a aussi un troisième *Teohotekea* qui est une petite anse de Anaho tout près de la pointe *Teohootemako*. Il serait intéressant de s'assurer s'il s'agit ici d'un nom « bien placé » ou d'une « erreur » de localisation, car les *Teohoo...* semblent indiquer des pointes « extrêmes » si ce n'est « grandes ». *Teohootefau* est une pointe du nord-ouest de Fatuiva, une grande pointe, sorte de cap, comme pour *Teohootetoa* pointe du sud-ouest de Fatuiva. *Teohotenihi* est la pointe extrême nord de Hiva Oa (ici il manque sans doute le **o**). Si l'identification à de grandes pointes est bonne, *Teohotenihi* indique bien cette sorte de cap, la pointe la plus au nord de l'île, et pas une pointe plus à l'ouest qui est plus petite et pour laquelle le même nom a été donné !? Hiva Oa est la plus riche en toponymes comprenant des **oho**. Sur la seule extrémité nord-est de l'île : Matafenua, trois pointes/caps portent ce **oho** : *Teohootepou*, *Teohootepapa*, *Teohootevevei*. *Teohoahivehi* est un cap au sud-sud-est de l'île. À Tahuata, on trouve au sud-ouest le cap *Teohotemeie*, au nord-ouest celui de *Teohootepunaena*, et enfin *Teohootetoa* qui est le cap presque le plus au nord de l'île. À Ua Pou, les deux grandes pointes ou caps au nord-ouest sont *Teohoatitoka* et *Teohoteimu* (auxquels doit manquer le **o** ?).
- 77 Les **Te oho o...** sont donc souvent de grandes pointes, disons des caps, pas forcément aux points les plus extrêmes de l'île, mais quasi. Leur appellation montre sans doute leur importance, ce sont des caps de référence, de limites, de l'île, de territoires des tribus ? Souvent ces caps ne sont pas en pointe fine (comme les *Mata*, 'Ae, Ta'a...) mais plutôt large, ils représentent une belle avancée de terre¹⁹... Les traductions de Dordillon ne permettent pas d'expliquer le choix de ce mot dans les toponymes : *Oho* : *cri poussé par les cochons épouvantés ; bruit des poissons quand on tire le filet de l'eau. V : se fâcher, tapager, se mettre en colère. Oho i te 'i'i ! allons ! courage ! ayez confiance ! e oho e ! appel amical.* À moins qu'il faille retenir le bruit, la colère des vagues et de la mer à l'approche de ces pointes ou rochers affleurant, l'appel à leur approche pour prévenir, guider les pêcheurs... le bruit d'une multitude de poissons... **Oho** est-il un diminutif de **Ouoho** : *cheveux ; tresses de cheveux pour ornement. Fig. invincible ;* ou bien de : **Noho** : *demeurer, rester, habiter, cohabiter ; s'asseoir ; s. demeure, résidence, habitation.* A-t-il un rapport avec **Hoo** : *manger de la popoi ou autre bouillie : avaler sans mâcher ; aller vite... ; grosse pierre qui roule de la montagne ; hoo heke : plein de roches, de pierres, rocailleux ; écroulement de pierres...* Bien sûr il y a d'autres noms pour caps et pour les plus extrêmes : *Kiukiu*, *Tikapo* (Figure 10), *Kaie* pointe extrême nord de Ua Huka, *Tekeho* pointe extrême sud de Ua Huka, *Tehopeotekeo* cap Sud de Tahuata, *Teae* pointe-cap extrême sud de Fatuiva *Teaehoa* : pointe-cap sud-ouest de Hiva Oa, au sud de Taaoa...

Figure 10 : Baies de Taipivai, Hakapaa, Hakapuuvae, Hooumi et cap de Tikapo en arrière plan – Nuku Hiva



© P. Ottino

Cartes et réalités : de l'importance d'aller sur place, maintenant et demain

78 En guise de conclusion, nous reprenons celles de S. Jourdan :

« La toponymie marquisienne est très riche et “pas trop mal” conservée. Elle correspond encore largement à la langue moderne mais certains termes qui sont aujourd'hui à la limite de la compréhension gagneraient à être expliqués dans les écoles. Sur le « risque d'appauvrissement de la Toponymie [...] : Il y appauvrissement par oubli, par corruption et surtout, par désintérêt. Mais il sera paradoxalement plus facile de réagir contre l'oubli et le désintérêt que de lutter contre la corruption. Cette dernière dépend de deux facteurs concomitants : - la prédominance de la forme écrite sur la forme orale. - la mise en minorité des locuteurs indigènes dans les médias. “Un minimum” de formation des présentateurs RFO²⁰ devrait être mis en place, ce qui a déjà eu lieu pour les météorologistes, qui font un effort très net de prononciation... » (Jourdan 2009)

79 S. Jourdan termine en remarquant :

« Les Marquisiens devraient protéger leurs toponymes comme ils protègent leurs légendes. Le devoir des professeurs de géographie est de les y aider. Pourquoi ne pas organiser des projets pédagogiques autour de la toponymie ? ».

80 On ne saurait mieux dire et pas uniquement avec des professeurs de géographie. Il s'agit avant tout de collecter ces noms sur place, ce qui peut être fait par tous et l'est déjà, par certains. Constituer des bases de données et réaliser des cartes, même non définitives,

pour justement inspirer les réflexions, les corrections, les compléments et commentaires devrait susciter des vocations²¹.

- 81 La collecte de noms de lieux est une des tâches qui avait le plus intéressé les participants aux ateliers du programme PALIMMA. Beaucoup s'y sont exprimés et si cette collecte n'était pas une priorité au départ, elle a pu le devenir d'autant que les intervenants y furent particulièrement sensibles, actifs et riches en échanges, discussions et débordements. Un simple mot associé à un lieu suscite nombre de réactions, d'images, d'informations, d'anecdotes, de vécu et de ressenti, qui ne peuvent être restitués avec un seul toponyme inscrit sur une carte imprimée. Le but, et les contraintes, d'un projet aussi vaste que celui de PALIMMA, mené sur le terrain en équipe et dans des délais très courts, est d'aboutir à des résultats tangibles, mesurables, quantifiables et comparables (Chlous, Erhel Hatuuku et Duron, dans ce volume).
- 82 Ces conditions orientent la collecte, à la fois réduite par les laps de temps courts et la capacité d'enregistrement des uns et des autres mais enrichie aussi par la dynamique de groupe, le travail en amont des référentes du territoire et des ethnologues et la situation « d'urgence » puisque les ateliers d'échanges collectifs se concentraient sur quelques jours. La carte avec des zones, des inscriptions, des signes, des noms n'est pourtant que l'élément apparent d'une masse d'informations, partiellement intégrée à une vaste base de données. Beaucoup reste encore à exploiter dans les enregistrements audio et quelques vidéos réalisés²².
- 83 La carte est un pis-aller qui porte en elle ses limites. Feuille de papier trop plate, trop lisse, jamais assez grande, étalée à l'horizontale pour pouvoir être nombreux tout autour, en se tordant pour mieux voir, avec peu de couleurs, sans nuances, artificielles, elle est une synthèse, un aboutissement provisoire, mais pas une fin en soi qui fixerait définitivement les choses (Figure 11). Ses erreurs mêmes, de transcriptions, de localisations, provoquent des réactions, des commentaires, engagent à rectifications et à l'améliorer. Avec ses défauts, c'est donc un bel outil de travail, un moyen commode, qui peut faciliter les rencontres et permettre des réunions, sans devoir aller sur place, dans des lieux peu accessibles, aux conditions difficiles, qui dissuadent d'y venir en nombre. Mais une carte n'est pas la réalité. Souvent, les Marquisiens levaient la tête, indiquaient un point, au loin, se déplaçaient pour montrer. L'idéal est d'aller voir. Le besoin d'être sur les lieux concernés pour identifier, toucher, sentir, voir, savoir, raconter... fut constamment re-affirmé. C'est une évidence, c'est sur place, à ce moment là, que l'on se met vraiment en condition et en situation. Les corps, les sens et les mémoires vont ensemble, les idées, les histoires, les anecdotes et détails se manifestent alors pleinement, reviennent aisément et en nombre.

Figure 11 : Atelier de cartographie participative à Hapatoni – Tahuata



© P. Ottino

- 84 La carte est un support, un prétexte à curiosité qui peut à la fois brider la transmission orale et aussi la provoquer. Elle permet de parler de bien d'autres choses que de toponymes. Les connaissances sous-jacentes à ces noms, à ces lieux, toute la richesse culturelle du pays, ne peuvent se réduire à la simple inscription sur une carte de noms de lieux. Les nouvelles technologies (cartes tactiles, enregistrements, photos, films...) pourraient mieux rendre cette richesse latente. L'utilisation de drones pour filmer et voir les lieux, presque comme si on y était, des images en 3D pourrait aider à cet enregistrement et rendu patrimonial.
- 85 Mais envisagé de cette manière le travail cartographique sur les toponymies et ses savoirs associés est énorme, jamais fini et toujours à faire... ce qui montre que la culture est vivante. Le jour où les toponymes ne susciteront aucun commentaire, aucune contestation, n'évoqueront plus guère de souvenirs, ni discussions, ni interprétations, la culture sera quasi morte et le pays devenu bien extérieur et étranger à ses propres habitants... ce qui n'est pas le cas aux Marquises pour les toponymies en langue marquisienne !

BIBLIOGRAPHIE

- Agence des aires marines protégées 2016 – *Analyse Éco-régionale Marine, des îles Marquises, 2014-2016*. Synthèse des connaissances, septembre 2015, 374 p. (Rédaction : M. Preuvost (AAMP), N. Alloncle (AAMP), S. Brugneaux (AAMP), M.-N. Ottino-Garanger (Consultante), P. Ottino-Garanger (IRD), S.-D. Duron (AAMP), J. Cammal (AAMP), C. Teao-Billard (AAMP), H. Villierme (Consultant), J. Paillet (AAMP), I. Gaillard-Rocher (AAMP), S. Mabile (SEATTLE AVOCATS), C. Misselis (Consultant), P. Erhel-Hatuuku (Motu Haka), M. Charles (AAMP), P. Salaün (AAMP), J. Languille (AAMP).)
- Bard E., Jouannic C., Hamelin B., Pirazzoli P., Arnold M., Faure G., Sumosustrato P. & Syaefudin 1996 – Pleistocene sea levels and tectonic uplift based on dating of corals from Sumba Island, Indonesia. *Geophys. Res. Lett.* 23 : 1473-1476.
- Cablitz G.H., 2008 – When “what” is “where”: a linguistic analysis of landscape terms, place names and body part terms in Marquesan (Oceanic, French Polynesia). *Language Sciences* 30 : 200-226.
- Chlous F., Erhel Hatuuku P. & Duron S.-D. 2017 – Te haatumu o te tai moana, Ethnoécologie, ce volume.
- Dordillon R.I. 1904 – *Grammaire et dictionnaire de la langue des îles Marquises*. Paris. Réédition Société des Études Océaniques, Tahiti, 1999.
- Dordillon R.I. 1931-1932 – *Grammaire et dictionnaire de la langue des îles Marquises*. 2 vol. Paris, Travaux et Mémoires de l'Institut d'Ethnologie.
- Guille G., Lengendre C., Maury R., Caroff M., Munsch M., Blais S., Chauvel C., Cotten J. & Guillou H. 2002 – Les Marquises (Polynésie française) : un archipel intraocéanique atypique. *Géologie de la France* 2 : 5-37.
- Jourdan S. 2009 – La toponymie des îles Marquises : une introduction aux langues du Pacifique. *Revue CIEL*, publication consultée online <https://kn0l.wordpress.com/472-2/>
- Ottino P. & Bergh M.-N. de 1986 – Les îles Marquises. In : Garanger J. (Ed.) *Encyclopédie de la Polynésie*, t. 4, *À la recherche des anciens Polynésiens*. Papeete, Tahiti, éd. Ch. Gleizal : 105-120.
- Ottino-Grananger P. & M.-N. 1998 – Le tatouage aux îles Marquises, Te patu tiki. Singapour, déc. Ch. Gleizal éditeur, 303 pages, 350 illustrations. Editions Didier Millet.
- Ottino P. 2003 – *Territoire, habitat et identité aux îles Marquises, entre passé et aspirations actuelles*. Publication collective du GDR 1170 du CNRS : 46-68.
- Ottino-Garanger P. & M.-N., Rigo B. & Tetahiotupa E. 2016 – *Tapu and kahui in the Marquesas*. In : Bambridge T. (Ed.) *The Rahui. Legal pluralism in Polynesian traditional management of resources and territories*. ANU Press, Pacific Series : 43-78.

NOTES

1. Voir aussi, dans ce même volume l'article de F. Chlous, P. Erhel Hatuuku et S.-D. Duron.

2. **haá** : faire, rendre, faire devenir ; **tumu** : tronc, souche, base ; principe, cause, source ; capital, commencement, fondement ; **tai** : mer, eau salée, eau de mer ; la partie de la terre, le côté de la baie qui avoisine la mer ; **moana** : haute mer, océan. (Dordillon, 1904, 1931).

3. Partenariat entre la Fédération culturelle Motu Haka (Marquises), l'Agence des aires marines protégées (AAMP) l'Institut de recherche pour le développement (IRD), le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), le chef de projet UNESCO, avec l'accord de la Polynésie française. Il a également reçu le soutien de la Communauté des communes des îles Marquises (CODIM), de l'Académie marquisienne, de la compagnie maritime Aranui et de la Fondation de France.

4. Institut géographique national

5. Service hydrographique et hydrologique de la marine

6. Pierre et Marie-Noëlle Ottino-Garanger, auteurs de cet article, participèrent au projet PALIMMA entre 2013 et 2015 mais travaillent depuis 1985 comme ethnologue et archéologue aux Marquises (Ottino & Ottino 1986, Ottino 2003, Ottino *et al.* 2016)

7. À laquelle s'ajoute une moindre pratique du Marquisien par les jeunes générations et une intégration de plus en plus forte de mots tahitiens et français, en remplacement de mots marquisiens.

8. Les travaux scientifiques ne sont pas aisément accessibles telle la thèse de C. Gablitz, par exemple. Après la rédaction de ces lignes nous avons lu l'étude, bien plus poussée que S. Jourdan a fait paraître sur internet. Il reprend et poursuit sa réflexion sur un texte publié en 1996, sur ce thème, dans un ouvrage concernant les Marquises de l'Association des professeurs d'Histoire Géographie de Polynésie française. Nous partageons les mêmes approches et parfois intuitions. Ces points communs montrent que les toponymes se prêtent à des approches, parfois différentes, mais les concilient et doivent faire l'objet d'approfondissements.

9. Il en reste bien d'autres à collecter et ce peut-être un projet assez simple à mettre en place, motivant des bonnes volontés locales : l'après-midi d'une association, un projet scolaire... parrainé par l'académie marquisienne et Motu Haka. Il faut vérifier, rectifier, procéder à d'éventuels recoupements ou rester dans une indécision, plus satisfaisante qu'un oubli indifférent.

10. Monseigneur Dordillon est nommé aux Marquises le 23 janvier 1846. Il sera sacré évêque à Valparaiso, en 1857, et sera nommé directeur des affaires indigènes aux Marquises de 1863 à 1865. Il mourra, à Nuku Hiva, en 1888 après s'être consacré à un long et patient travail d'évangélisation mais aussi d'étude. On lui doit notamment ces deux uniques dictionnaires marquisiens, avant ceux bien plus tardifs de Msg Le Cleac'h en 1997 et de l'Académie marquisienne en 2006. Les Marquisiens d'aujourd'hui s'y réfèrent régulièrement, pour ceux qui lisent et écrivent, y recherchent des mots anciens qu'ils n'utilisent plus ou peu, des nuances oubliées.

11. Des colons européens opérèrent de même, en nommant l'Amérique avec des toponymes de leurs pays d'origine, des îles mélanésiennes avec celles qui leur étaient connues, par analogie, commodité et aussi pour affirmer une primeur de la (re-)découverte.

12. Fruit de l'arbre à pain fermenté et conservé dans un silo (**ua ma**).

13. Le **tapu** correspond à une notion d'interdit, de respect et de sacré, à une prohibition dont la transgression perturbe l'existence de la communauté et entraîne un châtement surnaturel, une grave maladie, la mort. Il fondait les rapports entre la classe *tapu* : chefs, prêtres, grands guerriers, spécialistes et le reste de la société. Cependant chez tous la tête était particulièrement *tapu*, de même l'aîné d'une famille, les personnes en contact avec le sacré, une activité dangereuse ou d'intérêt collectif. Le respect des personnes, des lieux, des actes et des objets *tapu*, assurait un cours normal à la vie. Certaines ressources alimentaires, étaient placées sous un interdit permanent : tortues, raies, animaux de couleur rouge. Cette teinte marquait souvent le *tapu*. Ainsi les ornements et vêtements rouges étaient l'apanage des chefs ou premiers nés, l'hibiscus rouge marquait souvent les lieux de sépultures, le *keetu* (tuf volcanique) de couleur

rouge, indiquait les plates-formes *tapu*. À la floraison rouge des érythrines, le grand-prêtre pouvait réclamer des victimes humaines...

14. le Marquisien fait partie de la grande famille des langues austronésiennes, il se rattache à l'Océanien et plus directement au Fijien-Polynésien. C'est aux alentours de 1500/1300 BP que les Austronésiens se sont installés aux Fiji, puis aux Tonga-Samoa. À partir de cette Polynésie occidentale, ils découvriront et s'installeront, bien plus tard, en Polynésie orientale. Les Marquises auraient ainsi été atteintes vers 600/800 AD.

15. plate-forme de pierre ou terrasse surélevée rectangulaire, à deux niveaux. L'un, à l'avant, est entièrement pavé et sert de terrasse. L'autre niveau à l'arrière, limité en façade par une marche faite de gros blocs de basalte ou de dalles taillées dans un tuf volcanique était entièrement couvert par une construction en matériaux végétaux qui servait d'habitation ou d'abri temporaire, *ha'e* au nord ou *fa'e* au sud. Les *paepae* d'habitation avaient une longueur moyenne de 8 m, les plus grands pouvaient atteindre 18 m, ou davantage.

16. Dans la mythologie marquisienne, les pics, necks et caps sont souvent des guerriers qui s'affrontèrent dans les temps immémoriaux. Ceux qui furent battus, s'effondrèrent et formèrent des péninsules, des caps, comme la pointe Tikapo à l'extrême sud-est de Nuku Hiva ; leurs têtes purent former des *motu*, ou îlots, détachés de l'île, comme motu Patihi dans la baie de Aneou, à Ua Pou ; les vainqueurs, toujours debout, se dressent fièrement, comme le piton Poumaka à Ua Pou, qui arbore à sa ceinture la tête de Matafenua, redoutable guerrier de Hiva Oa qu'il a abattu.

17. L'île est souvent écrite Fatu Hiva. Certains lui préfèrent Fatu Iva ou, en un seul mot, Fatuiva. Les avis divergent cependant et, malgré l'assurance de certains, d'autres acceptent les deux orthographes, comme les deux significations du nom qu'elles traduisent.

18. Pour certains de la vallée de Hokatu, qui le revendiquent également, avec humour et provocation, car le *motu* de la baie de Hane, semble aussi devant et en face de la vallée de Hokatu pour qui y est à terre.

19. ce que semble confirmer une marquisienne de Fatuiva qui associe *oho* à *upo'o*, soit la tête, partie prééminente et la plus précieuse d'un être humain.

20. Réseau Outre-Mer Première, anciennement Réseau France Outre-mer (RFO), est un réseau de télévision et de radiodiffusion public français.

21. Aux Marquises, ces cartes gagneraient à être affichées dans les écoles, les mairies et ailleurs afin qu'elles soient réellement disponibles, consultables par tous, et pas seulement reléguées dans un bureau, considéré à tort ou à raison comme peu accessible.

22. Lors des échanges collectifs, des enregistrements furent en effet effectués. Mais ils sont souvent techniquement décevants, livrant un rendu des discussions d'autant moins satisfaisant que ces dernières étaient vives et que divers ateliers voisins, menés parallèlement, pouvaient aussi être animés. Les entretiens individuels, ou en nombre réduit de participants, étaient évidemment mieux cernables, mais plus longs et moins stimulants pour les intervenants. Les deux étant complémentaires. Il reste à dépouiller, trier, traduire et transcrire ce qui peut l'être, puis compléter autant que faire se peut, les données collectées, ce qui représente un travail colossal, à faire ! L'intérêt du projet PALIMMA, outre les résultats obtenus, était aussi d'ouvrir des pistes, de proposer d'autres recherches. Les matériaux déjà collectés, non encore exploités, pourraient fournir les prémices de différents projets, dont celui orienté sur la toponymie et la culture marquisienne.

RÉSUMÉS

Richesse du patrimoine culturel, les toponymes traduisent des connaissances, transmises de générations en générations, et concernent la totalité du territoire. Chaque nom de pointe, récif, pan de falaise, baie, crique ou haut-fond... témoigne de la parfaite identification du lieu, de son usage, de divers savoirs et activités qui s'y rattachent. Ils renseignent sur des traits naturels, des caractères et événements marquants, parfois ils évoquent une histoire, font référence à des temps mythiques, des divinités et héros locaux, souvent pan-polynésiens. Ils témoignent surtout de l'importance du littoral et de la mer dans la culture marquisienne, où la pêche et les pêcheurs tiennent une place prépondérante, aujourd'hui toujours et plus encore aux temps anciens. La toponymie y est très riche, assez bien conservée, mais forcément géo-localisée comme le sont encore, d'une certaine façon, bien des habitants, vivant dans des îles et des vallées encore séparées, malgré l'évolution des communications. D'où l'importance d'aller sur place, dans chaque lieu habité des 6 îles, soit une trentaine de vallées, plus ou moins facilement accessibles, pour recueillir le maximum de toponymes, auprès des seuls connaisseurs du lieu. Le nécessaire partage des savoirs, la collaboration entre acteurs, stimulent la mémoire, mobilisent des souvenirs, permettent ainsi de retrouver noms, localisations et usages, dont la mise en commun aboutit à une restitution étonnamment riche. Le support des cartes favorise l'implication des populations dans les procédures d'acquisition, d'échange, de validation et de restitution des connaissances. La participation spontanée des personnes permet de recueillir plusieurs centaines de toponymes. Beaucoup reste à faire pour traduire le substrat culturel sous-jacent à ces noms de lieux.

Toponymy is one of the wealth of any cultural heritage and expresses knowledge that is passed on from one generation to another and relate to the entire territory. Each peak, reef, cliff, bay, cove or shoal illustrates the perfect identification of a place, the use and various know-hows and activities associated with it. They give us information on natural features, important characteristics or events, and sometimes tell a story, refer to ancient times, deities and local heroes, often pan-Polynesian. They mostly demonstrate the importance of the coast and sea in the Marquesan culture, where fishing and fishermen play an essential part, still to this day, and even more in ancient times. Toponymy is very rich there, quite well preserved, but necessarily geolocated as are still, in some way, inhabitants who live in islands and valleys that are still separated despite the evolution of the means of communication. Hence the importance of going in the field, in each inhabited place of the 6 islands, which is about thirty valleys, more or less easily accessible, to gather as much toponymy as possible with the only people who know these places. Sharing knowledge is necessary as well as collaboration between protagonists in order to stimulate and mobilize memory so as to rediscover names, locations and uses. These collections result in a surprisingly rich reproduction. Maps favor people's involvement in the acquisition, sharing, confirming and reproduction processes. Spontaneous participation allows us to gather several hundreds of toponyms. There is still a lot to do to translate the underlying cultural essence of these places' names.

INDEX

Keywords : cultural heritage, coastal toponymy, cartography, participation, reproduction, Marquesas Islands, Polynesia

Index géographique : îles Marquises, Polynésie française

Mots-clés : patrimoine culturel, toponymie littorale, cartographie, participation, restitution

AUTEURS

PIERRE OTTINO-GARANGER

Archéologue IRD, chargé de recherche, UMR Paloc, Muséum national d'Histoire naturelle Paris
ottinopf@yahoo.fr

MARIE-NOËLLE OTTINO-GARANGER

Docteur en préhistoire, ethnologie et anthropologie de l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, chercheur associé à l'UMR Paloc, Muséum national d'Histoire naturelle Paris
ottinopf@gmail.com

Entre pétrole et tourisme, la conservation participative des patrimoines locaux au Timor-Leste (Timor oriental)

Exemple de Suai et Ataúro (districts de Covalima et Dili)

Between oil and tourism, the participative conservation of local heritage in East Timor. Example from Suai and Ataúro (districts of Covalima and Dili)

Dominique Guillaud, Laure Emperaire, Brunna Crespi, Rosalia Soares, Amandine Pequignot et Jean-Christophe Galipaud

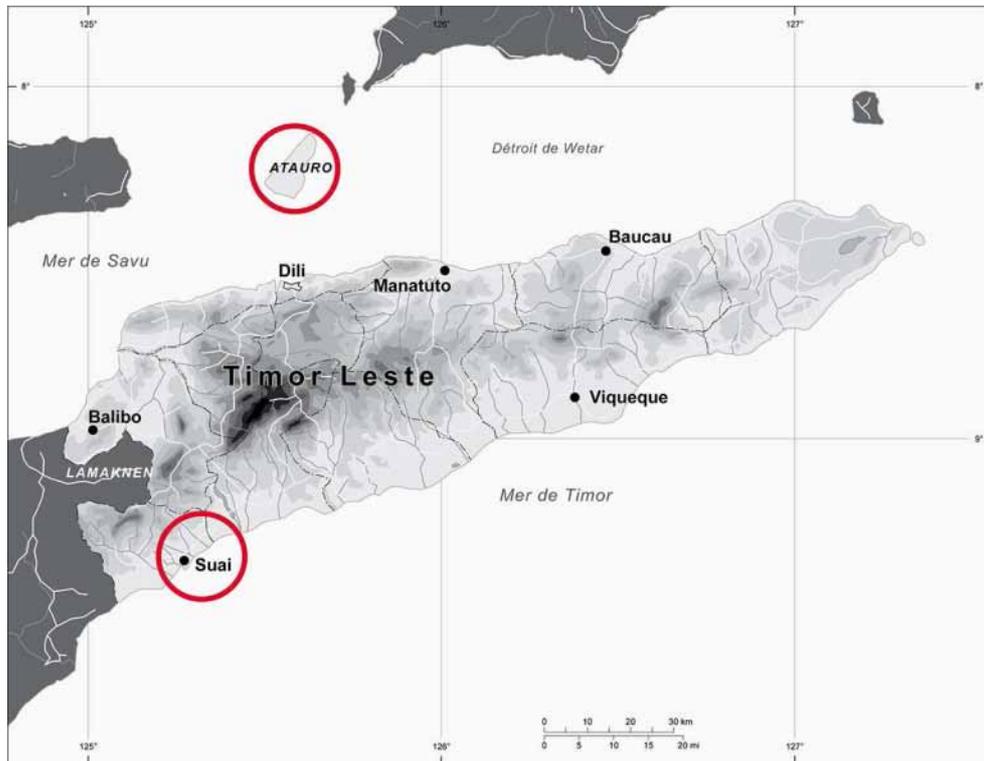
Introduction

- 1 Le Timor-Leste est un jeune pays en construction, porteur d'une riche diversité culturelle qui s'exprime dans les 34 langues parlées sur tout le territoire. Si le gouvernement a inscrit dans sa constitution la reconnaissance des normes et coutumes locales comme un élément à protéger et à valoriser, aucun statut particulier n'est accordé aux différents groupes culturels qui composent la nation. Dans une politique culturelle très *top-down*, les projets sont décidés dans les Ministères ou par les experts étrangers et ne prennent guère en compte les demandes des populations locales. Notre insertion dans l'une des instances en charge des politiques culturelles et du patrimoine, le Secrétariat d'État à l'Art et à la Culture, nous a amenés à réfléchir à la manière dont il était possible de prendre en compte les patrimoines des communautés locales dans un contexte marqué par un fort investissement dans des projets de développement lourds (infrastructures, tourisme, modernisation agricole, etc.).
- 2 Le patrimoine, dans l'acception que notre équipe en a développé depuis plus d'une décennie¹, ne se focalise pas sur des objets déterminés mais se discerne par une série de

critères accompagnant le processus de construction patrimoniale : collectif, hérité d'un passé réel ou recomposé, investi d'une charge sociale, symbolique ou affective, il est géré selon des règles d'usage, d'accès, de conservation qui en assurent la transmission sous une forme continuellement actualisée, rarement à l'identique, au vu des dynamiques sociales, culturelles, politiques, environnementales dans lequel il s'ancre (Cormier-Salem & Guillaud 2016 : 257). La référence au temps long et à un principe de gestion vertueuse en vue d'une transmission aux générations à venir en font un paradigme intéressant pour les politiques publiques. De plus, il ne s'agit pas ici d'un patrimoine mis en scène par les institutions nationales ou internationales, comme le sont les maisons sacrées et éléments architecturaux coloniaux, les textiles, les danses, etc., qui font régulièrement l'objet d'expositions ou de mesures de conservation, mais d'un patrimoine dont les populations locales sont dépositaires selon les principes énoncés ci-dessus.

- 3 Non inclus dans les catégories patrimoniales des institutions gouvernementales, et souvent pas même désignés comme tels, ces patrimoines locaux sont aujourd'hui pris entre deux dynamiques contradictoires. D'un côté, ils sont menacés par l'aspiration quasi-unanime de la société à la modernité, qui mène à des mobilités et à des déracinements préjudiciables aux relations des sociétés locales avec les lieux et les territoires où s'enracinent la quasi-totalité des patrimoines locaux. D'un autre côté, ils sont très sollicités en réaction à cette même modernité, qui conduit les groupes locaux à renforcer leurs repères identitaires, et sont même de plus en plus mobilisés par les populations comme par le gouvernement depuis l'indépendance, en réaction à la politique d'éradication culturelle menée durant l'occupation indonésienne.
- 4 L'objectif général de notre approche est ainsi de renseigner les thèmes et objets importants du patrimoine des populations locales et leurs fonctionnements dans la perspective d'en faire des atouts dans un développement plus acceptable pour les populations locales. Cette perspective oblige à une réflexion théorique, appliquée et éthique sur les liens entre recherche, société et développement. L'outil que nous avons choisi pour favoriser à la fois cette interlocution et cette reconnaissance est celui du collaboratif, mis en pratique dans le but de recueillir les représentations par ces populations de ce qui « fait » pour eux patrimoine, afin de le faire reconnaître comme tel avec leur validation et leur accord, ce dans un contexte qui n'est pour le moment que peu ouvert à ces questions.
- 5 Cette étude s'appuie sur deux terrains, Suai et Ataúro (Figure 1) situés dans des contextes naturels et économiques différents, qui illustrent les deux principales options de développement du pays, le sud pétrolier et le nord voué au tourisme. Elle nous permet de décliner, à partir de ces deux exemples, les différentes modalités que peut prendre cette méthode collaborative.

Figure 1 : Le Timor-Leste et les deux terrains de l'étude



© L. Billault

Le contexte timorais

La société locale

- 6 Les sociétés sont organisées en maisons (**uma** en tetun) qui, pour simplifier, désignent un bâtiment et une unité lignagère portant le même nom². Chaque maison est engagée dans de multiples relations d'alliance et de préséance avec d'autres maisons, l'ensemble formant, dans un lieu donné qu'on nommera par commodité le village, une combinaison hiérarchisée, de la plus noble ou haute maison, à la simple maison roturière. Des scissions des membres d'une maison et leur départ peuvent donner naissance, ailleurs, à une autre maison portant le même nom, aboutissant à des « lignées de maisons » qui se réfèrent à l'unité et au lieu d'origine. D'autres scissions peuvent aboutir à la création de maisons prenant un nouveau nom, avec une certaine mémoire des origines. Au fil des scissions et des déplacements, les maisons se recomposent dans des lieux nouveaux, aboutissant à des combinaisons uniques pour chacun des établissements.
- 7 Les populations du Timor Leste sont rurales à 80 %, l'agriculture dite traditionnelle est prédominante, et il s'y discerne l'agrégation de plusieurs systèmes de culture. L'un est basé sur l'exploitation de plantes spontanées ou semi-spontanées, en particulier les palmiers *Corypha utan* dont on extrait un sagou, et *Borassus flabellifer* dont on tire du vin. Un autre système s'appuie sur la culture de tubercules, ignames et taros, et plus récemment manioc. Le plus visible enfin est basé sur la céréaliculture. Plusieurs espèces (millet *Setaria italica*, *Coix lacrima jobi*, sorgho *Sorghum bicolor*, et aujourd'hui maïs *Zea mays*

) semblent avoir joué un rôle central (Guillaud 2015). Ce bref panorama des agricultures laisse entrevoir un brassage important des systèmes de plantes³ et aussi des peuplements qui les ont véhiculées. Ce point a son importance car la préséance des arrivées conditionne en grande partie la territorialité des sociétés. Friedberg résume cette situation dans le Haut-Lamaknen : « les Bunaq ne se considèrent pas comme les véritables maîtres du sol. Leurs ancêtres mythiques sont venus d'ailleurs, peut-être d'au-delà des mers, abordant Timor par l'est et le sud. Quand ils sont arrivés sur l'actuel territoire de Lamaknen, celui-ci était occupé par une population qu'ils considèrent comme les véritables maîtres du sol et qu'ils appellent du terme général de Melus. [...] Les Bunaq ont tué ou chassé les Melus pour occuper leur territoire » (Friedberg 1971 : 490). Le territoire est perçu comme contrôlé par diverses puissances, celles des premiers occupants dont les esprits contrôlent toujours le sol, celles des ancêtres qui ont édicté les principes que les vivants doivent respecter, et aussi celle des âmes des végétaux qui peuvent s'affaiblir et pénaliser les récoltes, celle des esprits gardiens de la terre, de l'eau, des forêts (Friedberg 1971 : 520, Friedberg 2014, Hicks 1996, Kehi & Palmer 2012 : 451, etc.). Les groupes ont développé avec ces non-humains omniprésents et multiformes des relations visant à garantir une bonne entente, à travers un système de rituels à différentes échelles, du champ ou de la maison au territoire du groupe tout entier. Les rituels se centrent sur des lieux et objets forts, investis par les non-humains, qui balisent le territoire : anciens sites d'habitat, forêts sacrées, tombes, arbres symboliques comme le banian, grottes et abris sous roche, rochers remarquables, murets... L'espace rituel dessine ainsi les limites territoriales de la communauté. La plupart des rituels et cérémonies coutumières sont liées aux pluies, à la fructification et à la récolte des céréales, et jadis à la guerre. Friedberg (1971 : 523), livrant la liste impressionnante de ceux qu'elle a observés chez les Bunaq, remarque cependant qu'ils sont surtout « destinés à réaffirmer les liens sociaux et politiques entre ceux qui les accomplissent, mais que très peu ont pour but d'agir directement sur les plantes ou la production ».

- 8 Les grandes religions parvenues avec les colonisations néerlandaise et portugaise dans la région ont eu des effets distincts sur les pratiques rituelles. Dans les régions soumises à une évangélisation protestante, comme une bonne partie d'Ataúro, les récits anciens, s'ils sont encore dans les mémoires, ont été plus ou moins censurés, et les rituels réinvestis dans les événements du calendrier chrétien ou mis au service de l'Église. L'évangélisation catholique, qui concerne la majeure partie du Timor-Leste, a pour sa part très largement permis le maintien de ces pratiques. Elles jouent au regard du patrimoine un rôle essentiel qui sera précisé ci-après.
- 9 Au moins depuis la fin du XIX^e siècle, l'économie se caractérise par la coexistence fonctionnelle d'un secteur traditionnel et d'un secteur plus moderne, se situant dans le contexte de l'économie duelle décrite par Julius Boeke (1953). Les cultures « riches » (destinées à être vendues et dotées d'une valeur marchande importante, comme le café) s'opposent aux cultures « pauvres » (destinées à la subsistance et aux échanges locaux, avec peu de valeur marchande), qui au Timor-Leste ne définissent pas des classes de paysans, mais s'organisent partout en un continuum où, à côté du vivrier, tous développent à des degrés divers des cultures de rente ou la vente d'éventuels surplus.

La reconstruction et ses acteurs

- 10 En 1975, à la colonisation portugaise succède la mainmise indonésienne qui se traduit par les exactions de l'armée combinée à une politique d'éradication des cultures locales. La plupart des éléments de la société traditionnelle sont bouleversés : maisons détruites et populations déplacées, changement des pratiques agraires et des cultures, abandon forcé de la plupart des rituels, destruction de l'environnement⁴. En 1999, la situation est telle qu'elle inspire à l'UNTAET (qui, à partir de 1999, a mandat sur le Timor-Leste), l'image d'une *tabula rasa* (Chopra 2002) où plus aucune institution ne subsiste. C'est pour l'ONU et ses agences l'occasion de conjurer les expériences désastreuses de ses missions précédentes en Afghanistan et en Somalie en mettant en place et contrôlant, sans pouvoir local concurrent, les structures d'un futur gouvernement. Mais la disparition des structures étatiques était loin de signifier la déshérence des institutions coutumières des zones rurales. Largement marginalisées dans la mise en place de la gouvernance du pays, ces institutions locales sont aujourd'hui encore absentes des instances de décision, même si elles sont largement mobilisées dans un registre symbolique à l'occasion de célébrations nationales. La diversité culturelle et linguistique du pays n'aide guère à mettre en avant ces groupes culturels, et la question de la langue est compliquée par la présence de deux langues officielles (le tetun prasa et le portugais) et de deux langues de travail (l'indonésien et l'anglais).
- 11 La découverte de pétrole dès les années soixante sur la côte sud ne donna lieu qu'à une exploitation limitée, mais le potentiel estimé était important (Durand 2002 : 106), facteur qui a été décisif dans l'invasion du pays en 1975⁵. Aujourd'hui le pétrole timorais est exploité sous la supervision de l'Australie qui reverse un pourcentage des revenus au Timor-Leste. La reconstruction du pays s'est appuyée dès l'indépendance sur cette rente quasi-unique du pétrole et du gaz, qui fournissent 80 à 90 % des revenus de l'État et sont tenus comme les garants d'une indépendance du pays. Toutefois cette indépendance est soumise à beaucoup de conditions : l'ampleur des réserves de gaz et pétrole, la capacité du Timor-Leste à organiser les équipements pour l'exploiter, les relations géostratégiques avec les pays voisins, etc. Les réserves pétrolières sont estimées à 15-25 années d'exploitation, autant dont dispose le pays pour organiser son économie. Pour réduire l'incertitude pétrolière et contrôler *a minima* les conditions de la production, l'État a opté en 2010 pour un mégaprojet d'infrastructures destinées à traiter le gaz et le pétrole provenant de ses champs d'hydrocarbures. L'idée de base était non seulement de garantir un approvisionnement direct au pays et un produit plus fini, susceptible d'accroître les revenus de cette industrie, mais aussi de créer des emplois dans les secteurs d'activités liés au pétrole et au gaz, et aussi dans les chantiers gigantesques qui étaient planifiés. C'est ainsi qu'est né le projet Tasi Mane sur le littoral sud du pays.
- 12 Les autres possibilités de développement étant par ailleurs réduites (Scheiner 2015), le gouvernement a misé, dès son indépendance, sur le tourisme comme un des leviers de développement du pays. Il a mis l'accent sur la nécessité de développer un tourisme durable, appuyé sur les ressources naturelles et culturelles du pays, et développé par les communautés locales pour leur bénéfice : une croissance « économique et culturelle » (Cabasset-Semedo & Durand 2009 : 216). Toutefois, dans sa mise en œuvre, la dimension locale a été occultée au profit d'une vision générique des activités touristiques comme génératrices d'emplois et d'investissements (p. 217). Sous l'étiquette du tourisme

s'opposent des perspectives qui vont d'un éco-tourisme aux infrastructures légères, comme celui qui opère aujourd'hui à Ataúro avec le soutien de quelques ONG, à un tourisme de type balnéaire qui demande de fortes capacités d'investissement (Cabasset-Semedo 2007, La'o Hamutuk 2014), et auquel cette même île est promise.

- 13 Les acteurs de ce développement basé sur le pétrole et le tourisme relèvent en théorie des administrations du pays, qui jusqu'à fin 2013⁶ étaient secondées par les conseillers et structures des Nations-Unies. Des acteurs privés sont de plus en plus présents, notamment Chinois et Indonésiens qui s'investissent dans le développement des infrastructures et du secteur productif. Comme beaucoup de pays sortant d'une phase de destruction avec l'aide des Nations-Unies, le Timor-Leste connaît une prolifération d'ONG locales et internationales, spécialisées dans les champs les plus divers, et qui prennent en charge des pans entiers de la reconstruction nationale.
- 14 Comme on l'a vu, les politiques publiques sont mises en œuvre à l'échelle locale avec une vision déconnectée des fonctionnements locaux. Les postes dans l'administration sont souvent des positions de clientèle, les ministères sont des fiefs de personnalités politiques et les salaires sont bas⁷. Les personnels des ministères ont pour beaucoup été formés en Indonésie⁸, et déploient souvent une vision technocratique du développement où les populations locales sont considérées comme rétrogrades.
- 15 Même si cette vision n'est pas prédominante chez notre partenaire, le Secrétariat d'État à l'Art et à la Culture (SEAC)⁹, les opérations prioritaires que celui-ci déploie relèvent de cette vision régaliennne sur la culture et les patrimoines. Le SEAC est chargé du montage et du suivi des dossiers des grandes conventions internationales (UNESCO); il est aussi impliqué, dans chacun des 13 districts du Timor Leste, dans la mise en place de centres culturels régionaux visant à soutenir la construction de l'identité nationale. Le SEAC a pour mission de réaliser des inventaires dans un but de préservation et de valorisation (fouilles archéologiques, bases de données, expositions...).
- 16 Le contexte juridique de cette phase de reconstruction, pour le domaine culturel, est encore très peu structuré. Le Parlement a approuvé en juin 2015 la ratification des trois conventions de l'Unesco (Protection du Patrimoine Mondial, Culturel et Naturel de 1972; Sauvegarde du Patrimoine Culturel Immatériel de 2003; Protection et Promotion de la Diversité des Expressions Culturelles de 2005). Un décret-loi sur le régime juridique du patrimoine culturel de Timor-Leste est en phase d'approbation. La CDB n'a pas été signée par le pays et la conservation de la biodiversité n'est conçue qu'à travers l'établissement d'aires protégées, comme dans l'est du pays celle du parc Nino Konis Santana. Le pays est donc à un moment clé de la construction de ses politiques culturelles et patrimoniales.

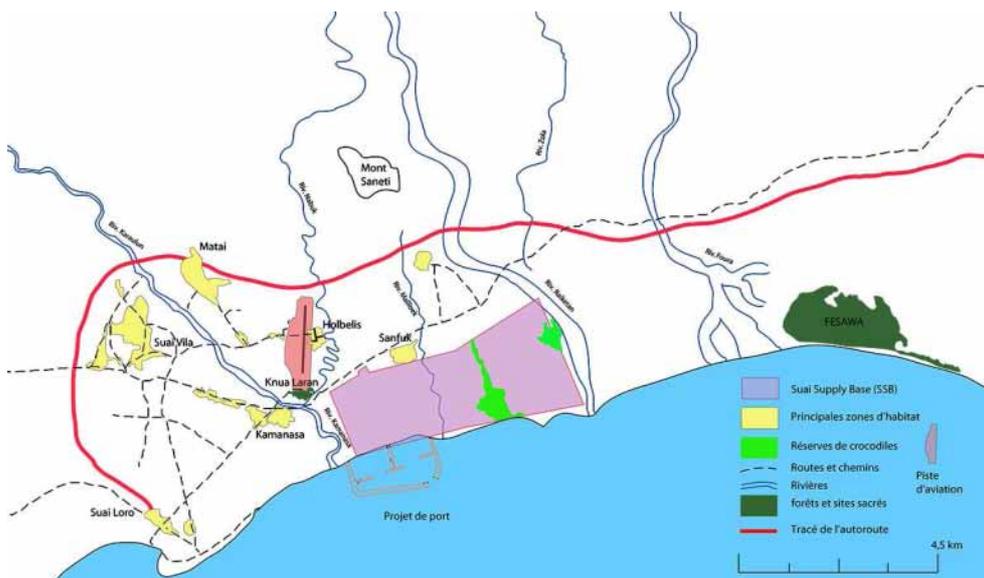
Pétrole et développement : le cas de Suai

Le projet Tasi Mane dans la région de Suai

- 17 Le sud du Timor Leste est une région restée jusqu'ici plus ou moins à l'écart du développement, si l'on excepte l'introduction de techniques de mécanisation dans le domaine agricole et les opérations de transmigration menées par les Indonésiens dans les années quatre-vingt. Le district de Covalima (1 230 km²) abrite la petite ville de Suai près de laquelle sont prévus les aménagements pétroliers.

- 18 Ce projet pour le traitement des hydrocarbures, supervisé par la compagnie nationale Timor Gap, prévoit l'aménagement du corridor d'infrastructures de Tasi Mane le long de la côte sud-ouest, basé sur les trois pôles de Beaso (traitement du gaz), Betano (raffinerie) et Suai (industries pétrolières et stockage), reliés entre eux par une autoroute. Le projet comporte des zones d'ombre, dont l'ONG locale de veille sur le développement La'o Hamutuk s'est faite de façon infatigable l'écho depuis 2011 : le coût total aurait été multiplié par 14 depuis les débuts du projet, et les responsables de celui-ci restent très évasifs sur les retombées locales pour l'emploi, sur l'impact foncier, les déplacements de population prévus et les revenus escomptés de l'aménagement (La'o Hamutuk 2016). Cryan (2015) signale en outre que les travaux débordent de l'emprise spatiale qui leur a été affectée. Quoiqu'il en soit, le projet est actuellement en veille, l'investisseur coréen Hyundai, qui avait remporté le marché pour la construction de la SSB (Suai Supply Base), ayant été rejeté par la Chambre d'Audit pour corruption. Les travaux requis pour les aménagements prévus, SSB, autoroute et piste d'aviation agrandie, ont cependant été réalisés ou sont en cours, et ont déjà bouleversé la région.
- 19 Nous nous intéresserons ici plus particulièrement à la base d'approvisionnement SSB qui a été la première zone affectée par les travaux, et qui sera accompagnée d'un aéroport, d'un port et d'un parc de stockage du pétrole, d'une ville nouvelle, Nova Suai, et de deux réserves de crocodiles (*sic*) (Figure 2). L'aménagement, qui concerne pour la seule Supply Base 1 113 ha, implique des déplacements de villages et des expropriations de terre, touchant principalement deux établissements de la région de Suai (district de Covalima) et leur territoire, ceux de Holbelis et de Kamanasa¹⁰.

Figure 2 : La région de Suai et les aménagements planifiés par le projet pétrolier

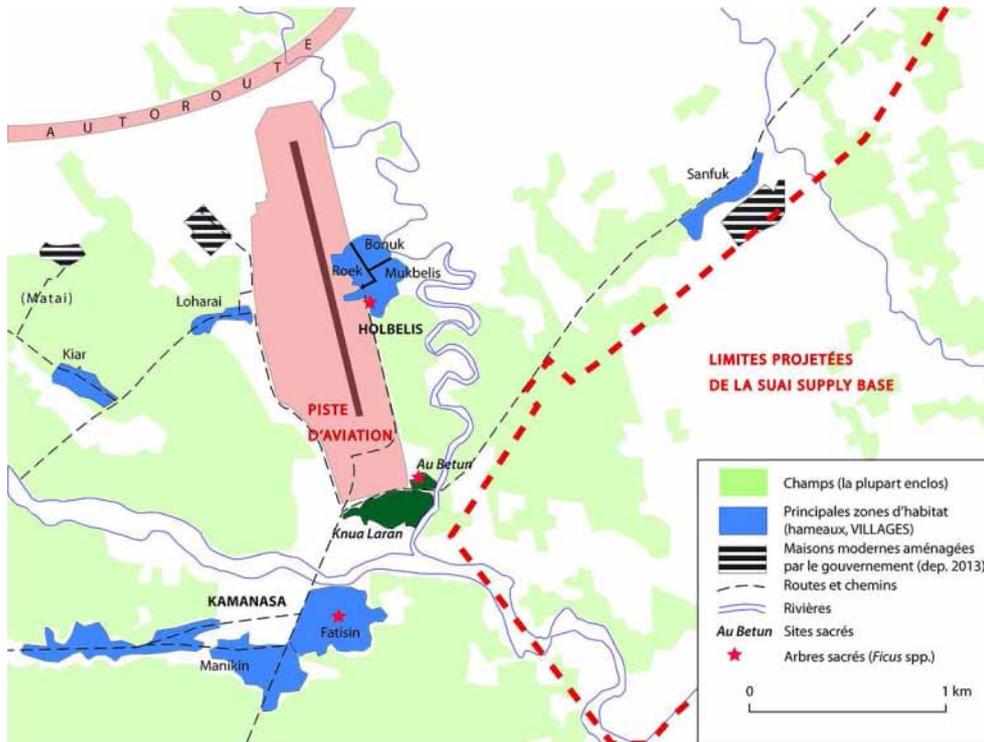


© B. Crespi

- 20 Concrètement, le projet prévoit le déplacement de la partie du village de Holbelis la plus proche de la piste d'aviation qui doit être agrandie (Figure 3). Holbelis, en bord de rivière, est un ancien site d'habitat des Tetun, chassés avant les années soixante par les Portugais testant là des cultures de coton et aujourd'hui installés dans un autre village, Fatisin. Après le départ des Portugais, le lieu est devenu un hameau temporaire de culture de Bunaq installés plus au nord. Devenu un site d'habitation permanent en 1962, il s'est

étoffé en 1975-76 par les opérations menées par les Indonésiens pour rassembler les autres populations bunaq dispersées dans les collines en arrière de la côte. Le village bunaq est donc installé sur les terres qui étaient originellement celles des populations tetun. Ces derniers sont aussi touchés par le projet : une partie des terres de culture de Fatisin doivent être allouées au stockage du pétrole, mais l'enquête sur leur patrimoine est une étape ultérieure de notre travail.

Figure 3 : Les aménagements prévus dans la zone de Holbelis et Fatisin



© B. Crespi/D. Guillaud

Notre intervention avec un partenaire timorais : vers une cartographie participative du domaine lulik

- 21 À l'indépendance, la petite ONG résistante Timor Aid¹¹ s'est reconvertie dans la promotion des cultures locales, et, associée à des chercheurs principalement australiens, s'est spécialisée dans les textiles traditionnels (**tais**) dans le but d'en conserver et commercialiser les productions régionales et soutenir ainsi les femmes qui les confectionnaient. En travaillant sur les techniques et savoirs des **tais** dans la région de Suai, les membres de l'ONG ont réalisé la connexion des diverses productions locales et envisagé une approche plus large de la culture pour la documenter dans son intégralité. Cette ouverture est aussi un moyen de diversifier l'organisation en sous-traitant certaines actions du gouvernement timorais dans le domaine de la culture.
- 22 Au départ, Timor Aid souhaitait soutenir face au projet pétrolier les communautés avec lesquelles l'ONG travaillait déjà, et visait comme résultat final une exposition destinée à documenter la culture des villages menacés par le projet¹². Ils ont sollicité l'équipe IRD dans ce sens, qui leur a proposé une opération de cartographie participative et

d'inventaire des patrimoines locaux. Outre Timor Aid, l'opération a été conduite en partenariat avec le Secrétariat d'État à la culture, qui avait des personnels dans chaque chef-lieu. Ces deux partenariats permettaient au projet de maîtriser les langues locales, une difficulté dans la région de Suai¹³, et d'avoir la caution d'institutions locales connues des communautés. Quant à la langue de travail au sein de l'équipe, elle a été une pierre d'achoppement car les discussions se déroulaient en tetun, indonésien, anglais, portugais, français...

- 23 Le projet de cartographie participative que nous avons élaboré ensemble sur le terrain devait permettre de fournir des éléments de discussion avec les promoteurs de l'aménagement. Il s'inspirait des expériences menées ailleurs par l'UMR Paloc, et se nourrissait de l'idée que, comme quasiment partout dans la région, l'approche spatiale était très pertinente dans le cas de ces sociétés puisant leurs références identitaires dans des trajets de migration et des itinéraires de maisons, davantage que dans des constructions généalogiques (Fox 2006).
- 24 Les modalités du projet ont été prédéfinies sur le terrain avec Timor Aid, et infléchies par les populations locales. En mai 2014, des entretiens menés avec les responsables de lignages, maîtres de la parole, chefs de villages et responsables coutumiers ont confirmé l'importance des maisons comme référent omniprésent de l'organisation sociale, et en particulier des maisons nobles. Plus précisément, l'approche entamée avec les populations locales a d'abord tenté de mettre en évidence ce qui faisait patrimoine pour celles-ci. Une fois le concept expliqué, le premier objet désigné comme relevant de cette catégorie a été la sorte de « trésor » que contient chaque maison lignagère, et qui est constitué par l'addition au fil des générations d'un ou plusieurs objets relevant du chef de clan et qui lui sont personnels ou emblématiques. Il apparaît ainsi que c'est bien ce trésor qui dans la maison a un caractère sacré (**lulik**), davantage que la maison elle-même. Cependant ce trésor, dont les pièces de valeur comme les textiles, armes, gongs, ont été pour la plupart détruites ou vendues, n'est pas destiné à être montré. Ce sont donc les maisons qui lui servent d'écrin et auxquelles il confère son caractère sacré qui ont été désignées comme les patrimoines à enregistrer (Figures 4 et 5). Ces maisons ont encore pour beaucoup une apparence « traditionnelle », car elles sont édifiées avec des matériaux végétaux, mais elles ont toutes été détruites deux fois, en 1975 et en 1999, et ont été reconstruites à l'identique. Certaines maisons ont été reconstruites en ciment, mais les maisons nobles sont toujours en matériaux végétaux.

Figure 4 : Babulu, maison la plus haute du village de Holbelis



© J.-C. Galipaud

Figure 5 : Maison bunaq de Holbelis ; devant, un autel KAKALUK



© J.-C. Galipaud

- 25 Des parcours de terrain en compagnie des responsables locaux nous ont amenés à percevoir d'autres éléments relevant du domaine sacré : des arbres, comme le banian

central des villages tetun¹⁴ (Figure 6), des autels (**kakaluk** et **sadan**) associés à certaines maisons ou à certains statuts chez les Bunaq (Figures 7 et 8), des puits réservés aux cérémonies, venaient compléter le panorama des éléments patrimoniaux de l'espace domestique centré autour des maisons. A une échelle plus réduite, les champs constituent également un domaine où les rituels révèlent des espaces et une organisation spécifiques : sur les autels centraux (Figure 9), visibles car marqués par des pierres ou des poteaux et des plantes particulières, les semences sont chargées de la puissance magique qui permettra leur croissance, tandis que chaque coin du champ est le domaine d'esprits qui doivent être amadoués par des offrandes afin qu'ils ne viennent pas perturber la pousse des plantes. Dans les espaces de culture hors du village, des tombes en ciment balisent l'espace. Elles signalent souvent les tragédies de l'histoire récente, que les informateurs rappellent : des pierres tombales figurant des fusils indiquent la sépulture d'un membre de la résistance, d'autres tombes des familles entières décimées par la malaria au temps des Indonésiens.

Figure 6 : Banian au centre du village tetun de Fatisin ; en arrière : la plus haute maison de Fatisin (Uma metan)



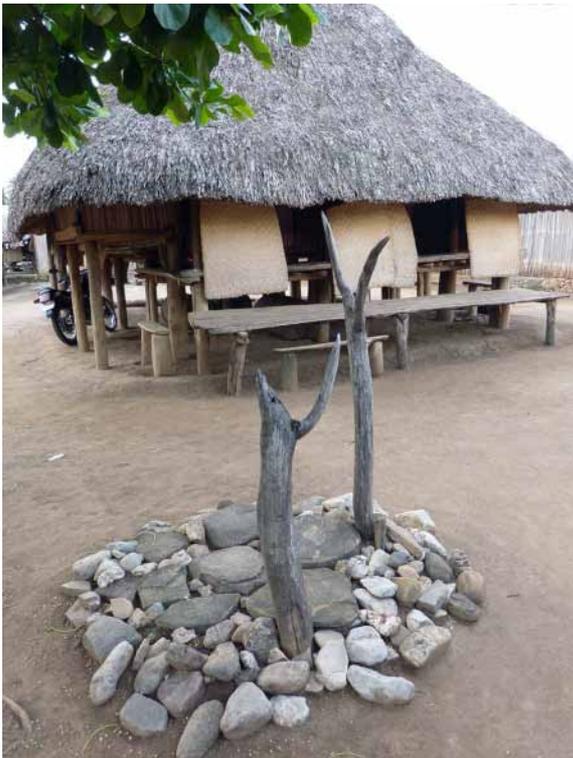
© D. Guillaud

Figure 7 : Autel **SADAN** dans le village de Holbelis



© J.-C. Galipaud

Figure 8 : Autel **KAKALUK**, Holbelis



© J.-C. Galipaud

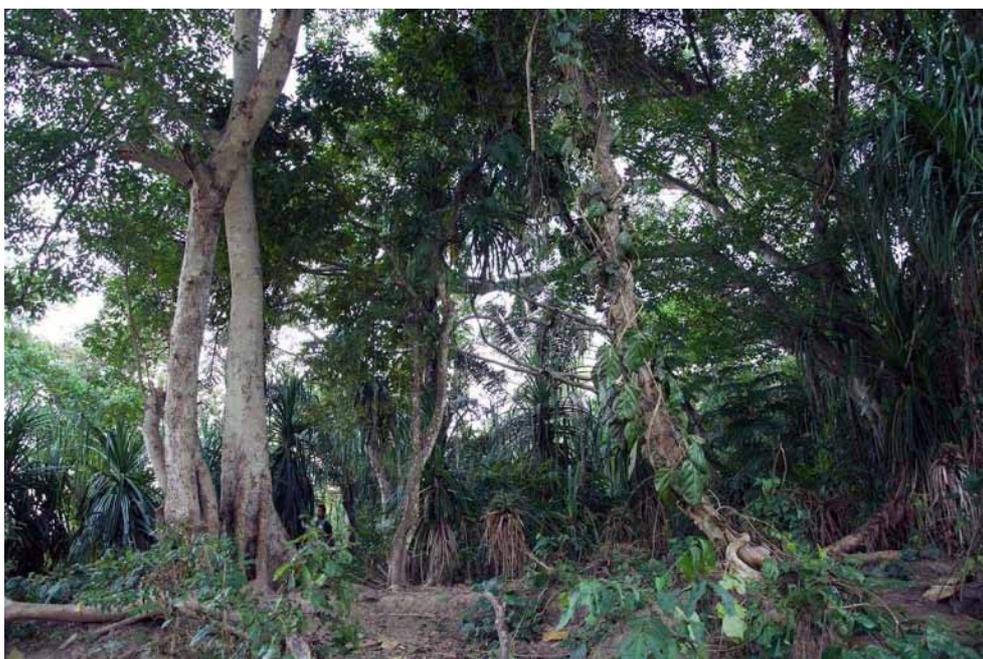
Figure 9 : Autel de champ **UMON** : pierres et poteau, Holbelis



© L. Empereire

- 26 Hors des villages, d'autres éléments signalés comme très importants, localisés et cartographiés, ont révélé les différentes échelles de ce patrimoine villageois. D'anciens lieux d'établissement du groupe, comportant souvent des tombes, ou les lieux mentionnés dans les récits mythiques comme lieux d'origine sont fréquentés lors des cérémonies. Des forêts frappées d'interdits à différents degrés sont aussi des lieux extrêmement forts de l'organisation villageoise (forêt de Knua Laran ; Figure 10).

Figure 10 : Forêt sacrée de Knua Laran, Kamanasa



© B. Crespi

- 27 Des éléments dynamiques ont également été décelés comme investis d'une valeur patrimoniale, tels les circuits rituels, révélant les liens entre divers éléments sacralisés. Les cérémonies des prémices du maïs mobilisent toute la population qui se rassemble autour des plus basses des maisons nobles, puis entame un cheminement dans le village en remontant la hiérarchie des maisons nobles pour aboutir à la plus haute d'entre elles. Les récits de la tradition orale et certains savoirs sur les temps anciens constituaient également des éléments patrimoniaux, transmis entre les générations et chargés de lourds enjeux car destinés à définir les responsabilités actuelles de chaque groupe dans la société. Le droit de les énoncer est en principe l'apanage des maîtres de la parole, mais tous les connaissent et beaucoup les invoquent aujourd'hui, surtout avec la perspective des compensations financières pour la terre et les cultures que le projet pétrolier a fait naître.
- 28 Le recueil de l'ensemble a permis une approche intéressante des faits de territorialité et des lieux forts, tout en rendant compte de façon relativement fidèle de ce qui constituait le patrimoine de ces villageois, et au-delà, des lignes de force de la société toute entière. Symptomatiquement, l'inventaire nous ramenait sans cesse au lien étroit entre sacré et patrimoine. Le concept de **lulik** que nous avons traduit par « sacré » renvoie à l'univers des forces « souterraines » et ancestrales (Bovensiepen & Delgado 2016) des non-humains qui conditionnent le fonctionnement du monde humain, et imprègnent l'ensemble du territoire. Comme le souligne Terik (2004 : 186), cette notion de **lulik** est très liée à l'espace et aux lieux, qui sont considérés comme sacrés car ils fonctionnent comme des points de communication entre le monde sacré « d'en-dessous » et le monde séculier « d'au-dessus ». La cartographie du domaine sacré se superpose plus ou moins à celle du territoire, mais le sacré n'a pas toujours une traduction matérielle évidente, désignant là les limites de la cartographie. Des « gradients de sacralité » sont également apparus, définissant un domaine à explorer et à formaliser, tous les lieux et tous les savoirs ne se

valant pas. Si certains sites comme Knua Laran (la grande forêt sacrée des Tetun, et également un ancien établissement ainsi qu'un lieu de sépulture royale) sont une référence absolue, d'autres sites ne concernent qu'une fraction de la population et ont une importance moindre.

- 29 Au fil des entretiens, la biodiversité est également apparue comme un domaine patrimonial important. La biodiversité cultivée notamment a permis de fournir quelques indices sur l'histoire agricole de la région. Les discussions sur les plantes actuelles et anciennes étaient prises très au sérieux par nos informateurs, qui ont insisté pour nous montrer un échantillon de toutes les plantes dont ils nous parlaient et ont convoqué spontanément plusieurs personnes âgées, à même de décrire des situations anciennes (Figure 11). Ces éléments ont été intégrés dans les expositions de 2015 et 2016.

Figure 11 : Collecte de céréales pour les entretiens sur les plantes cultivées ; millet et divers haricots



© D. Guillaud

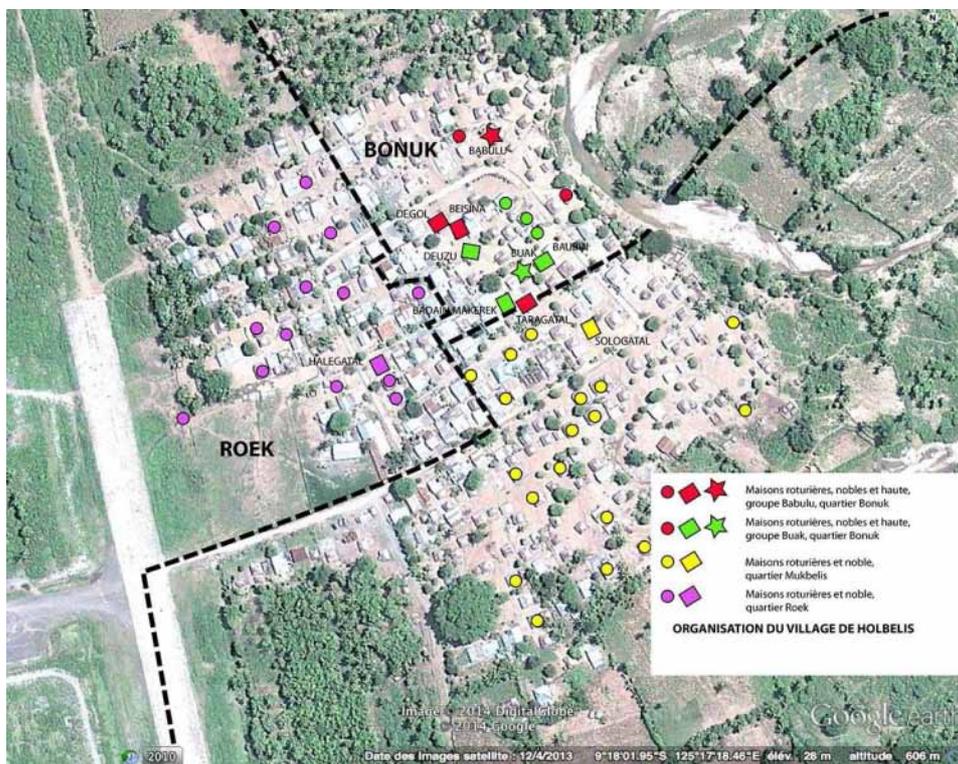
- 30 Les relevés de terrain proprement dits, assortis d'entretiens pour la plupart enregistrés, se sont déroulés en mai et novembre 2014 et 2015 pour le village d'Holbelis¹⁵. Ils ont consisté en parcours de terrain guidés par des informateurs (le chef coutumier, un ancien instituteur, etc.) qui désignaient les éléments importants de leur culture locale, et organisaient des étapes dans les maisons où des entretiens étaient menés. Ils étaient assortis de localisations GPS, avec l'aide d'une fiche standardisée pour documenter les maisons. Chacune des maisons lignagères a été photographiée, parfois son autel également. Les autres sites hors du village ont été repérés, rapidement levés et leur potentiel archéologique évalué. A quelques rares reprises il nous a été demandé de ne pas photographier certains sites, mais l'interdiction est apparue davantage liée à la légitimité de celui qui faisait visiter le lieu qu'à un interdit véritable : en présence du responsable légitime, la photo est devenue possible.

- 31 Cette approche a mis en évidence la complexité du groupe des acteurs locaux.
- 32 - Les chefs de villages (**chefe suco**) et de hameau (**chefe aldeia**) sont l'émanation de l'autorité provinciale. Originaires de la région, ils sont instruits, parlent indonésien, et au moment de la mise en place du projet Tasi Mane, ils ont été des acteurs essentiels dans les discussions avec le gouvernement, nourrissant plusieurs articles dans des journaux timorais qui reflétaient la crainte des habitants perdre leurs terres et leurs forêts. Il leur est revenu d'organiser les rapports avec les autorités coutumières et de vérifier que notre travail se déroulerait correctement.
- 33 - Les responsables coutumiers (**lianain**¹⁶ en tetun, de **lia** « parole » et **nai** « maître, seigneur ») constituent un groupe particulièrement complexe, rassemblant les responsables des maisons nobles, et notamment des plus hautes d'entre elles, mais aussi les responsables de certaines cérémonies et de certains sites sacrés, les doyens des plus anciens lignages, etc. Ces personnages, en charge des médiations avec le monde omniprésent et complexe des non-humains, sont à la fois hiérarchisés entre eux et en concurrence les uns avec les autres, du fait des droits que peuvent conférer les savoirs et les discours sur le territoire. Ce groupe a, aux yeux des pouvoirs publics, une certaine importance puisque, en 2013, le gouvernement avait convié une délégation de ces responsables coutumiers à aller à Singapour et en Malaisie pour constater par eux-mêmes les bienfaits du développement économique.
- 34 - La fonction de « roi » (**liurai** [**liu** signifiant « au dessus » ou « supérieur à », **rai** désignant la terre]), mise en avant par les Portugais au moment de l'essor du commerce de comptoir à partir du XVII^e siècle, a aujourd'hui une importance accrue car elle désigne le personnage dont la position officielle lui permet de parler de la culture et des droits liés aux ancêtres, et donc des droits territoriaux qui en découlent. Alors que cette fonction avait perdu de son importance, le projet Tasi Mane a suscité une opposition violente entre deux personnages prétendants à ce titre, et les responsables du projet ont penché pour celui d'entre eux qui était le plus favorable à leur entreprise.
- 35 - Dans la définition des éléments de la culture assimilables à des patrimoines, un rôle remarquable est tenu par les érudits, des enseignants (anciens professeurs de portugais, instituteurs) qui ont été mis en avant par les responsables coutumiers comme intermédiaires censés nous appuyer dans la compréhension de la coutume. Ils tendent parfois à simplifier les explications pour les rendre plus accessibles mais sont souvent des appuis précieux. Certains d'entre eux ont aussi des positions coutumières (**lianain**) qui leur donnent le droit d'énoncer des récits, qu'ils jugent important de transcrire (pour qu'ils ne soient pas oubliés des générations à venir, pour garantir durablement leur statut social et territorial, ou pour faire reconnaître leur culture à l'extérieur).
- 36 Une mention particulière, enfin, est à réserver aux femmes, qui occupent un rôle important dans ces sociétés matrilineaires et matrilocales. Les femmes ne s'expriment pas directement sur l'histoire ou la position de leur maison, car c'est leur frère qui doit parler à leur place, et à ce que nous avons pu observer, aussi leur mari. Néanmoins elles sont présentes lors des entretiens et, au moment de la photo, demandent à poser sur le seuil de la maison qui leur appartient, parfois avec leur époux ; les hommes, quant à eux, posent seuls devant leur autel de guerre (**kakaluk**).

Demandes locales et résultats : les enjeux de la cartographie

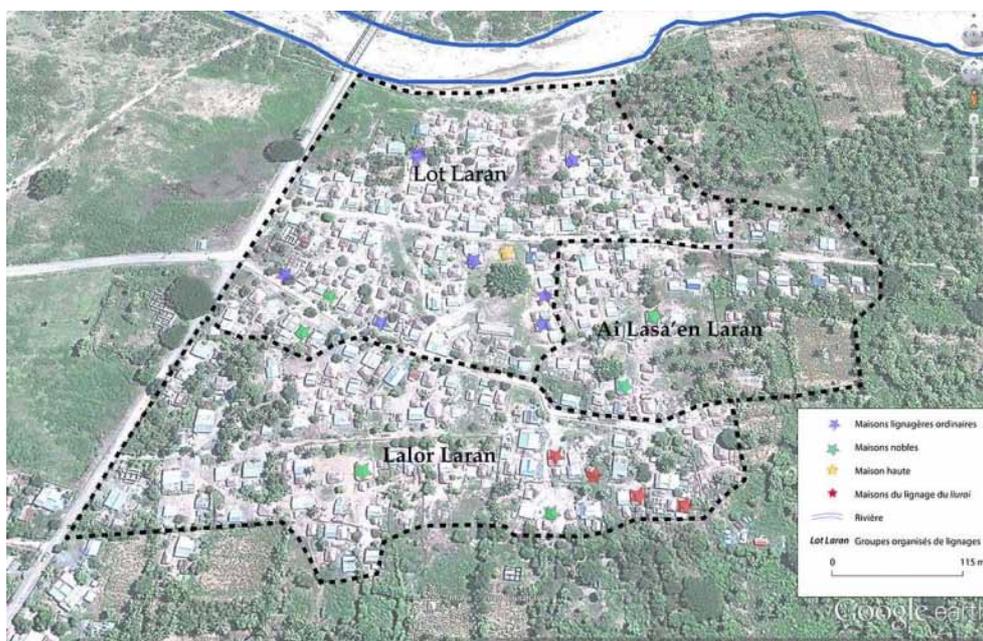
- 37 Devant cette diversité extrême d'acteurs et d'intérêts, la collecte d'informations s'est d'abord concentrée sur les éléments tangibles de la culture locale, qui puissent produire une base consensuelle entre les différents protagonistes de la vie villageoise. Les entretiens enregistrés en tetun ou bunaq ont été transcrits en anglais par Timor Aid et les informations concernant les éléments tangibles précédents ont été réinjectés dans le fichier des maisons. Nous avons ainsi abouti à une cartographie des maisons (Figures 12 et 13) à laquelle était assortie une série de fiches renseignant les caractéristiques et le statut, l'architecture et les autels associés, avec les photos correspondantes.

Figure 12 : Cartographie des maisons sacrées, Holbelis



© Google Earth / IRD

Figure 13 : Cartographie des maisons sacrées, Fatisin



© Google Earth / B. Crespi

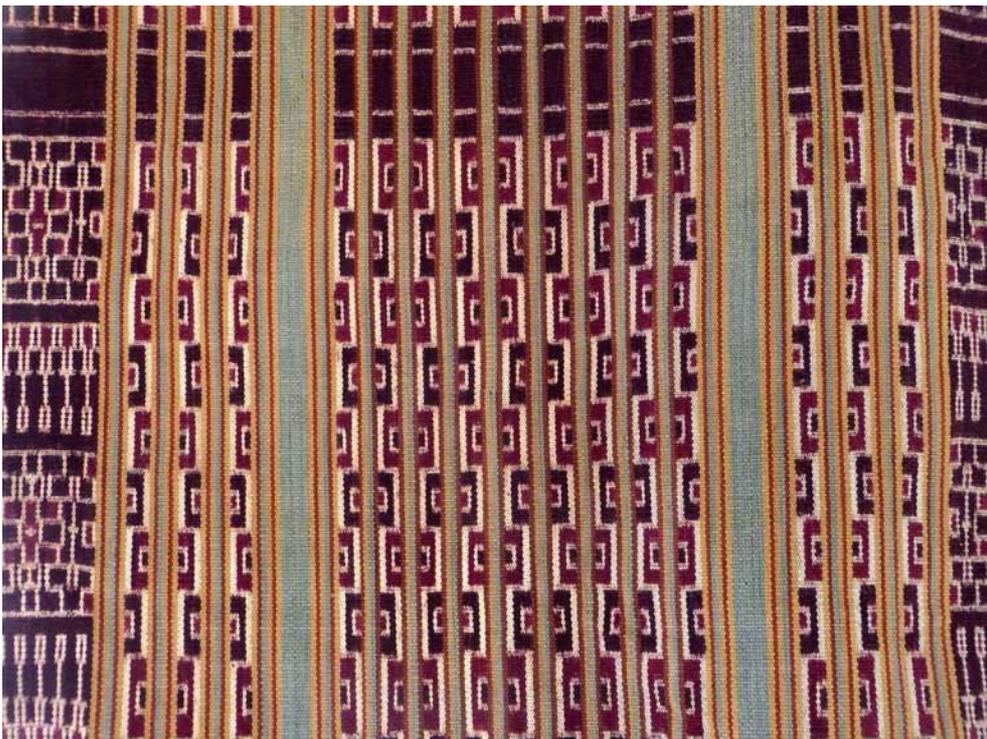
- 38 Les récits de la tradition orale pour leur part, qui se déclinent en plusieurs variantes, ont fait l'objet d'un essai de cartographie qui a été ensuite soumis aux populations de Holbelis. Celles-ci ont validé les itinéraires et les migrations présentés dans les récits, mais ont souhaité que les récits restent oraux, expliquant que des variantes existaient et qu'il n'était pas nécessaire de faire naître des contestations en les représentant sur une carte. Le groupe de langue bunaq de Holbelis est établi sur des terres qui leur ont été allouées il y a deux générations par les Tetun ; la situation entre les deux groupes s'est tendue depuis les débuts du projet Tasi Mane, et les Bunaq ne souhaitent pas attiser les conflits – déjà nombreux – en affichant leurs prétentions sur les terres qu'ils exploitent.
- 39 En juillet 2016, une exposition/restitution aux populations a été faite à Suai sous l'égide de Timor Aid, autour de la cartographie et de la culture matérielle (les superbes textiles de Covalima, mais aussi la poterie et l'agrobiodiversité) (Figures 14, 15 et 16) et le premier Ministre de Timor-Leste est venu l'inaugurer. Les **lianain** tetun de Fatisin se sont rendus à l'inauguration en grande tenue traditionnelle pour recevoir l'hommage rendu à leur culture autour des textiles, des plantes cultivées et de la céramique ; en revanche les cartes présentées ne répondait pas à leurs attentes, ne figurant encore que le village bunaq de Holbelis, et ils sont repartis déçus (Figure 17). Les habitants de Holbelis, pour leur part, ne se sont pas déplacés, faisant savoir qu'ils étaient aux prises avec d'importants problèmes liés à des conflits de bétail.

Figure 14 : Textiles de Suai, collection de Timor Aid



© D. Guillaud

Figure 15 : Textiles de Suai, collection de Timor Aid



© D. Guillaud

Figure 16 : Textiles de Suai, collection de Timor Aid



© D. Guillaud

Figure 17 : Les coutumiers de Fatisin à la restitution de 2016



© D. Guillaud

- 40 Des travaux similaires sont toujours conduits dans l'autre village, Kamanasa, par Brunna Crespi, qui doit venir en novembre 2017 restituer ses travaux aux villageois. Quant à l'ONG Timor Aid, dans un rôle d'apprentissage au départ, elle souhaite généraliser cette approche à d'autres sites concernés par l'aménagement pétrolier.

L'île d'Ataúro : les patrimoines locaux au tournant du tourisme

L'émergence du projet de développement touristique

- 41 Cette petite île d'environ 140 km², anciennement appelée l'île aux Chèvres, est située à une trentaine de kilomètres au nord de Dili, district auquel elle est rattachée administrativement. Avec 8602 habitants recensés en 2010 (Ministry of Finances 2015), son organisation administrative en cinq **suku** est loin de rendre compte de sa diversité socio-culturelle (Figure 18). Diversité linguistique¹⁷, diversité des formes d'inscription dans le temps et l'espace et diversité des formes d'organisation sociale sont encore extrêmement saillantes en dépit de l'enchaînement des occupations portugaise et indonésienne, de la christianisation catholique, protestante et aujourd'hui évangélique qui les a accompagnées. L'occupation indonésienne a aussi imposé des reconfigurations spatiales des maisons lignagères, autrefois dispersées, en villages tirés au cordeau. Les travaux réalisés dans les villages de Makadade et de Arlo, respectivement situés au sud de l'île dans la zone volcanique dominée par le sommet de Manukoko (999 m) et, plus au nord, dans les plateaux coralliens montrent que chaque localité a une histoire spécifique faites de guerres et d'alliances qui se prolongent encore dans les rapports entre groupes linguistiques et entre maisons lignagères. L'île est parsemée de murets de grosses pierres qui marquent les limites entre les lignages (Figure 19), limites désignées comme l'objet des guerres de la morte-saison, et de sites fortifiés aux murailles multiples et aux accès en chicane ou en goulot (Figure 20). Ces traces marquent l'hostilité ancienne qui caractérisait les contacts entre les groupes humains, et teinte encore leurs relations.

Figure 18 : Chef-lieu de Vila, Ataúro



© L. Empereire

Figure 19 : Échelle pour franchir un muret, Makadade



© D. Guillaud

Figure 20 : Entrée en goulot sur un site fortifié, région de Makadade

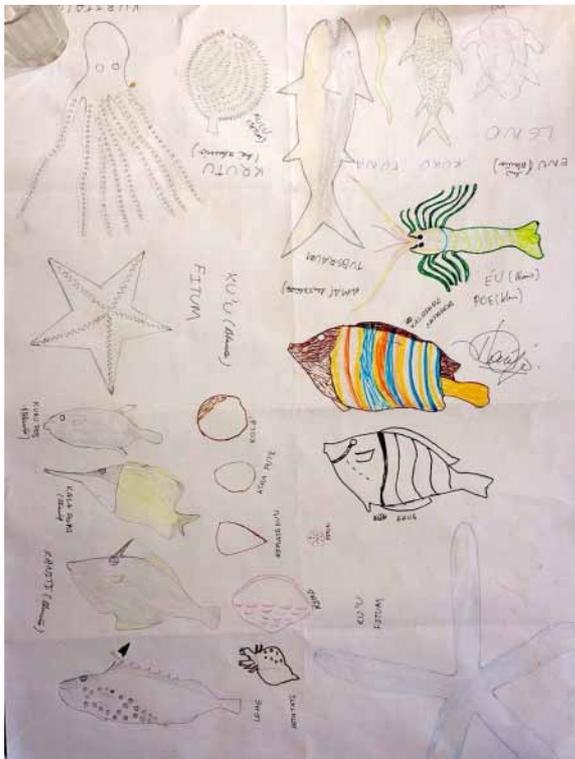


© D. Guillaud

- 42 L'île vit essentiellement de ses activités traditionnelles, pêche et agriculture, d'un écotourisme émergent lié à la richesse de sa faune sous-marine, et de quelques activités commerciales et administratives. Malgré l'existence de petits marchés locaux, Ataúro est en grande partie approvisionné par des denrées et biens manufacturés venus de Dili, capitale elle-même approvisionnée en grande partie par l'Indonésie. Avec un climat de type semi-aride, la question de l'eau est omniprésente sur l'île pour la vie quotidienne comme pour l'agriculture. L'infrastructure est aujourd'hui limitée à deux tronçons de routes empierrées et à une petite piste d'atterrissage. Mais la mise en place d'un projet de développement du tourisme et de modernisation de l'infrastructure (routes, électricité, aéroport) est en passe de changer profondément cette configuration.
- 43 Le plan de développement touristique repose sur des articulations politiques et territoriales. Ataúro a été intégré en 2015 à la ZEESM (Zone spéciale d'économie sociale de marché / *Zona Especial de Economia Social de Mercado*), opérateur financier du développement de la zone d'Oe-cusse (enclave historique de Timor-Leste située dans le Timor indonésien). La ZEESM est dirigée, à la suite de négociations politiques avec le pouvoir central, par un ancien résistant et opposant au pouvoir actuel. La mise en place du projet touristique a pour première base documentaire le plan de gestion territoriale de l'île (*Plano de Ordenamento do Território da Ilha de Ataúro*) approuvé par le conseil des ministres en février 2016¹⁸. Localement, ses retombées (électrification, accès à l'eau, développement du réseau routier) sont vivement attendues mais, comme le mentionnaient Cabasset-Semedo & Durand (2009) il y a une dizaine d'années, qu'il s'agisse d'impacts identifiés comme positifs ou négatifs, la rumeur prime encore sur l'information.

- 44 Les principaux éléments qui constituent la base argumentaire du projet sont la richesse des fonds marins (avec des activités de plongée et de **snorkeling**) (Figures 21 et 22), un tourisme de type trekking et l'observation de la biodiversité, la connaissance du patrimoine culturel de l'île et un tourisme de type balnéaire. Malgré l'accent mis sur le rôle des populations locales, force est de constater qu'à Ataúro, elles ne sont au courant que très indirectement de ce projet touristique dont elles attendent beaucoup, notamment en termes d'infrastructures (eau, électricité et routes, pour le moment limitées à quelques localités de l'est), et en termes d'emplois. La question globale des tensions entre normes légales et coutumières, que cela soit dans les domaines du foncier, de l'accès à l'eau douce, aux ressources halieutiques etc., celle des droits intellectuels, collectifs ou individuels, qui opèrent sur les patrimoines locaux, et des choix à opérer dans leur formes de valorisation n'est pas posée dans le plan de gestion territoriale. Et si celui-ci prend en compte la richesse patrimoniale des différents groupes culturels de l'île comme ressource d'intérêt économique, leur intérêt écologique en matière de gestion durable du territoire et de ses ressources demeure, comme dans d'autres contextes, invisible aux yeux des pouvoirs publics.

Figure 21 : La faune sous marine représentée par un habitant, Arlo



© D. Guillaud

Figure 22 : Touristes à Adara



© L. Empereire

La recherche et son « tournant participatif »

- 45 Le groupe de recherche, interdisciplinaire, dispose aujourd'hui d'un recul et d'un corpus de données qui permet d'avancer des propositions de consolidation et de valorisation des patrimoines locaux en s'intéressant aux objets patrimoniaux matériels ou immatériels en jeu, à leurs conditions de production et aux acteurs impliqués. Sa problématique, initialement centrée sur l'identification des patrimoines locaux archéologiques et géographiques à partir de la perspective locale, et sur leur valeur heuristique pour la compréhension du peuplement et de l'organisation sociale de l'île, s'est doublée d'une part d'un volet appliqué sur la gouvernance locale des patrimoines et de l'autre d'une réflexion sur la prise en compte des demandes locales dans la définition des politiques culturelles¹⁹.
- 46 La période de 2013 à aujourd'hui – et pour les années à venir – est celle de la construction d'un processus collaboratif sur la mise en valeur des patrimoines, avec en toile de fond la complexité et l'enchevêtrement des histoires et des relations au territoire des villages et hameaux et le projet touristique. Quels sont les acteurs mobilisés, comment évolue la posture du chercheur, d'observateur à catalyseur ? Quelles sont les conditions de réalisation de la recherche et, comment répondre au préalable fermement posé par le jeune chef de village de Makili intéressé par notre démarche ? « [Oui, d'accord pour parler de nous mais] avec nous et pour nous ».
- 47 Avec quelques variations selon les lieux et les interlocuteurs, les recherches ont suivi le même déroulement. Le point de départ de toute activité scientifique sur l'île est la remise des autorisations émanant du Secrétariat à la Culture aux autorités locales, les cinq chefs de **suco** et les chefs des villages (**aldeia**) concernés par les recherches. Centrées initialement sur les récits d'origine, leur inscription spatiale et les territoires des maisons

lignagères, elles se sont appuyées sur un relevé commenté du territoire avec l'enregistrement des cheminements et des localisations au GPS des géosymboles (Bonnemaison 1981). Cet ancrage géographique a été complété par des enquêtes, encore non totalement abouties, sur la localisation, les savoirs, normes et pratiques de gestion des ressources, pêche, agriculture et ressources végétales forestières et autres thèmes d'intérêt des villageois. La démarche de terrain croisée à celle de cartographie participative a permis de caractériser graphiquement des limites, des cours d'eau, des reliefs, etc. Les éléments de la biodiversité ou de la culture matérielle ont également été illustrés et commentés au village.

- 48 De ces échanges et parcours résultent des représentations de l'île selon un emboîtement d'échelles. De celle qui supporte le grand récit mythique de la formation d'Ataúro et qui, avec ses variantes, est partagé par plusieurs groupes, à celle de l'histoire des conflits inter-groupes au sein de l'île avec pour marqueurs des sites remarquables, des fortifications, des sépultures, et encore à celle très localisée des territoires lignagers d'aujourd'hui, chacune de ces échelles mobilisant un interlocuteur légitimé pour donner des informations. Les récits, cosmogonique, mythique ou historique font état de personnages fondateurs qui parcourent le territoire et créent des alliances, de mondes souterrains qui mettent en relation des groupes différents, de récits de guerres, de récits de l'arrivée de la religion ou encore d'événements comme la cérémonie collective de l'arec qui mobilise toute l'île. L'ensemble dessine une géographie politique, sociale, historique et écologique des villages susceptibles d'appuyer des mesures de protection ou d'accès contrôlé à certains sites face au développement des infrastructures touristiques (Figure 23).

Figure 23 : L'île d'Atauro et la transcription des informations de la tradition orale



© L. Billault/D. Guillaud

Quelles restitutions ? Quelle gouvernance locale des patrimoines et du territoire à Ataúro ?

- 49 De manière plus spécifique, les recherches concernent les trois villages de Arlo, Atekru et Makadade et des contacts ont été pris pour 2017 avec les responsables de Makili. Les matériaux recueillis ont trait à l'occupation ancienne de l'île avec les fouilles archéologiques, aux différents récits d'origine et à leur inscription territoriale, à la culture matérielle comme la pêche, la poterie, l'agriculture, la vannerie, le tissage de **tais** en fibre de *Corypha utan* (Figure 24) et les usages des ressources naturelles, thèmes qui éclairent également la richesse de l'histoire et des relations sociales sur l'île.

Figure 24 : Tissage de fibre de *Corypha utan* à Makadade



© L. Emperaire

- 50 Les premiers résultats se réfèrent au peuplement ancien. À Arlo, un abri a livré une séquence chronologique de céramique sur 3 000 ans (Galipaud *et al.* 2016b). Ces résultats ont suscité une grande fierté de la part de la population du village, liée davantage à l'ancienneté révélée de l'occupation qu'à la diversité des cultures céramiques découvertes ; le chef de **suco** était intéressé par une possible valorisation de cet abri. L'abri Lepukina, qui ne présente pas de caractéristique visuelle remarquable et dont les fouilles ont été remblayées, est vu localement sous un angle pragmatique. Situé sur le terrain d'un habitant du village, ce dernier souhaite une rentabilité financière, pour lui comme pour le village, mais que montrer d'une fouille refermée ? Au départ, un panneau explicatif des découvertes a été proposé par les chercheurs puis, à ce panneau, a été adossée l'idée d'une vitrine retraçant l'histoire régionale de la céramique. Ces propositions émanent des chercheurs mais leurs principes sont validés par le responsable de village.

- 51 En revanche, un atelier de revitalisation des savoirs liés à la poterie, organisé en partenariat entre l'ONG Empreza Di'ak²⁰ et le Secrétariat à la Culture, avec la participation de deux représentantes d'Arlo, a permis la réélaboration d'un savoir oublié depuis à peu près deux générations, du fait de l'arrivée des ustensiles de métal et plastique. Certains éléments de ce savoir (les sources de matières premières, la cuisson de la céramique) subsistaient mais d'autres semblaient oubliés. Aujourd'hui, la douzaine de potières du village reproduisent à l'identique des modes de faire en utilisant en particulier les mêmes sources de matériaux (argile²¹ et dégraissant) et produisent des petits pots à col (Figure 25) dont les seules variations sont données par les motifs décoratifs incisés. Ces pots sont vendus par Empreza Dia'k pour les touristes. Il y a ici reconstitution et perpétuation d'un patrimoine identifié à l'échelle générationnelle. En effet le dégraissant est prélevé toujours sur le même site, sur le territoire d'un village voisin, là où les potières âgées se souviennent avoir vu leur mère aller le rechercher, alors que nous leur avons signalé que d'autres sources plus proches seraient tout aussi acceptables²². Il y a une crainte de changer le moindre procédé dans ce geste technique hérité des ancêtres. Parallèlement, ce savoir est dissocié de l'histoire sur le long terme mise au jour sur le site archéologique, où des formes et qualités différentes de poterie ont été découvertes. La reconstitution graphique d'un de ces modèles anciens, qui aurait pu être une source d'inspiration pour les potières, n'a pas eu beaucoup d'écho²³.

Figure 25 : Confection de poterie, Arlo



© D.Guillaud

- 52 À Atekru, sur le littoral ouest, la fouille d'un abri sous roche orné, Aleti Tunu Bibi (Figure 26), a permis l'établissement d'une chronologie sur 18 000 ans (Galipaud *et al.* 2016a, 2016b). Un panneau informatif en trois langues (tetun, anglais, portugais) sur les peintures et les fouilles de l'abri sous roche a été conçu par les chercheurs avec l'accord du chef de village. Deux posters en toile bâchée ont aussi été imprimés à l'intention de

l'école du village et le panneau doit être prochainement mis en place avec une inauguration officielle. En attendant, le secrétariat d'État à la culture prévoit de construire, à la grande satisfaction des habitants, un chemin cimenté avec des abris réguliers sur tout le trajet jusqu'à la grotte. Les habitants du village en espèrent un droit de passage versé par les touristes.

Figuer 26 : Peinture rupestres de l'abri Lepu Kina, Atekru



© D. Guillaud

- 53 Une autre configuration de valorisation des patrimoines se dessine à Makadade avec la médiation d'interlocuteurs qui se positionnent sur le créneau ouvert par la présence de nouveaux acteurs sur l'île, chercheurs, experts envoyés pour l'établissement du *Plano de ordenamento territorial* ou touristes, ainsi que par les activités de l'ONG Empreza Dia'k, et les cours d'anglais donnés par Seeds of Life en 2016. Leur connaissance de l'anglais, de l'indonésien et des langues locales en font des guides scientifiques, susceptibles de mobiliser d'autres spécialistes de tel ou tel thème dans le village, ou des guides touristiques (Figure 27). Cette brève énumération montre bien comment chaque type d'acteurs est susceptible de porter son propre discours sur le développement : depuis celui des femmes, peu visible si ce n'est à travers les ONG, à celui de ces nouveaux médiateurs.

Figure 27 : Discussion autour d'une carte, Atekru



© L. Empereire

Conclusion

- 54 Les recherches, même non encore abouties, ouvrent déjà à plusieurs conclusions et limites de l'approche participative, et, par là, de l'outil cartographie participative. La première est que se révèle une multiplicité de statuts et de détenteurs de savoirs sur les patrimoines dont l'expression générique « population locale » ne rend pas compte. Par ailleurs, si le recueil de ce qui constitue une culture mise à mal pendant 25 ans est parfaitement compris par les populations, notre démarche laisse de côté certains acteurs locaux. En effet, dans ces sociétés très hiérarchisées, le savoir n'est pas donné à tous, il est fractionné : chaque maison noble a son savoir, chaque lieu son responsable, et certaines connaissances aux mains des anciens tracent ici les limites du collaboratif. Un parcours du terrain avec les femmes donne des résultats différents : elles indiquent les puits sacrés où elles puisent l'eau pour les cérémonies, les sites où elles vont collecter de la glaise pour leurs poteries, l'espace des champs, ou celui de la collecte des plantes pour les teintures des tissus. Il en ressort ainsi des lieux masculins et des lieux féminins, des patrimoines nobles, et d'autres profanes, des sacralités générales et d'autres plus ordinaires, dont la cartographie peine à rendre compte.
- 55 Les défis de la recherche participative en cours, avec sa composante cartographique, sont d'appuyer la reconnaissance des droits locaux sur leurs patrimoines et d'en imaginer des formes de visibilité qui à la fois assurent leur dynamisme et permettent un dialogue entre détenteurs et acteurs politiques, économiques et scientifiques. C'est là une seconde difficulté, car nous avons essayé de rencontrer les responsables du projet pétrolier pour discuter des résultats dans la région de Suai, mais la rencontre n'a pas été possible. Il ne faut pas non plus sous-estimer la capacité de nos recherches de révéler certains conflits, en particulier concernant l'appropriation de la terre. Notons ainsi que le projet Tasi Mane

et le projet d'aménagement d'Ataúro ont été les premiers événements requérant la mise en place d'un cadastre dans chacune des régions. Jusque-là, l'ensemble du foncier était régi par un accord coutumier portant sur les limites entre les groupes, jadis fixées par les ancêtres et sujettes à des interdictions ; toute modification les concernant requérait de longues discussions entre les conseils d'anciens des groupes impliqués et les changements ne pouvaient se faire qu'au prix d'importantes cérémonies. À Ataúro, des murs de pierre matérialisent les limites entre les clans et c'est une offense coutumière grave que de déplacer les grosses pierres de la base de ces murs (Figure 28). La mise en place d'un cadastre foncier, à l'occasion des grands aménagements cités, a été un révélateur et, plus encore, un catalyseur des tensions entre les usagers, puisqu'il a rendu visible l'enchevêtrement et la superposition de plusieurs types de droits au sein du système coutumier. Les incompatibilités des règles de gestion de l'État et de la coutume ont été ainsi révélées. Plus précisément, le passage d'un système oral à un système de titres de propriété équivalait à passer d'une tenure en « commons » à une propriété privée. Comme c'est souvent le cas au Timor-Leste, la tenure en communs est elle-même particulièrement complexe, ce qui ne pose pas de problème particulier dans un système coutumier régulé au cas par cas, au fur et à mesure des besoins et des usages. Les terres relèvent en effet des maisons originelles qui, en se scindant pour créer de nouvelles maisons et en accueillant d'autres, entrant dans le système des alliances matrimoniales, ont généré des droits subordonnés à un théorique « droit initial », mais où la légitimité d'une maison plus récente sur les terres qu'elle s'est vue attribuer n'a pas de raison d'être remise en cause. De plus, des droits d'usage à des degrés divers de terres prêtées, souvent depuis des générations, rendent inextricable la question des droits relevant des maisons détentrices des droits initiaux et des maisons exploitantes. Les litiges fonciers traditionnels font intervenir les spécialistes d'une « mémoire des partages » qui reconstituent, au cours de longues sessions, l'enchevêtrement séculaire des appropriations et des usages. Du fait de cet enchevêtrement, le plus visible en matière de droits fonciers est le droit d'usage actuel de la terre, qui tend à guider les employés du cadastre pour leurs relevés et attributions, mais qui suscite souvent des contestations ou ravive d'anciennes querelles (voir notamment Le Roy 2011). Le plus récent de ces avatars territoriaux est le cadastre officiel qui matérialise les frontières et fige le territoire, en évacuant toute possibilité de négociation entre les parties prenantes. C'est au prix d'une connaissance fine des groupes locaux et de leurs enjeux que ces conflits peuvent être évités, et la cartographie participative peut s'avérer un outil partagé de négociation territoriale. Les lieux et les géosymboles en eux-mêmes ne font pas l'objet de contestation, en revanche les récits qui les animent posent la question de la légitimité de ceux qui les énoncent. L'archéologie joue ici un rôle fédérateur en proposant aux populations locales les évidences matérielles d'une histoire commune valorisante dont l'ancienneté assure l'acceptation par tous.

- 56 Enfin, les modalités de l'accès aux informations sont aussi très différentes entre les deux contextes présentés. Cela confirme l'importance de travailler à partir des représentations des populations locales, aucune catégorie *a priori* ne pouvant être valable pour tous les contextes. D'abord, cette approche renouvelle complètement le regard scientifique sur le patrimoine et aboutit à des visions patrimoniales originales, sans rapport avec les catégories institutionnelles. Dans cet aspect du participatif réside sans doute une possibilité de renouveler aussi une approche scientifique en sciences humaines et sociales qui a permis de rassembler des informations considérables sur les lignes de force de la société.

Figure 28 : Murets marquant les limites de lignages à Macadade (Ataúro)



© D. Guillaud

- 57 Ensuite, les solutions doivent être sur mesure pour les populations locales. Faute d'une demande locale structurée dans un contexte où les communautés sont très fractionnées et les visions très institutionnelles, les objectifs ont été proposés par les chercheurs puis infléchis ou adaptés par les populations locales, définissant ce qu'on pourrait nommer un *top-down-up*. La situation d'Ataúro peut dans une certaine mesure être comparée au contexte amazonien dans lequel a émergé *L'encyclopédie de la forêt, le haut-Juruá : pratiques et connaissances des populations* (Carneiro da Cunha & Almeida 2002) : des recherches interdisciplinaires, reliant anthropologie, écologie, botanique, zoologie etc. ; une période marquée par un projet national de valorisation économique (substitution de la forêt par des pâturages) des espaces de vie de populations traditionnelles ; une méconnaissance des savoirs et pratiques de ces populations (dans ce cas *seringueiros* et populations amérindiennes) sur les espaces qui constituent leur cadre de vie ; des formes de recherche qui mêlaient recherche « traditionnelle » (avec une production universitaire de thèses et de masters) et collaborative. Il en a résulté une publication subventionnée notamment par le ministère brésilien de l'Environnement, qui atteste de la richesse et de la vitalité des savoirs locaux, au-delà de leur seule perspective utilitaire. Ce type d'encyclopédie, qui serait aussi en ligne, est une option possible pour l'île.
- 58 Une autre demande émane aujourd'hui de la communauté de Kamanasa à Suai : les **lianain** voudraient que les résultats des recherches, cartes et récits, soient réunis en un ouvrage placé dans une boîte enveloppée de tissu traditionnel, laquelle devra être officiellement remise à chacune des maisons nobles ; elle sera ensuite disposée dans le « trésor » de chacune d'elles. Outre qu'elle confirme le souhait de ces populations de voir, pour des raisons qu'on imagine diverses, leur culture documentée, cette demande

souligne la charge symbolique des données qui ont ainsi été livrées aux chercheurs, et qu'on ne peut considérer à la légère.

BIBLIOGRAPHIE

- Barraud C. 2015 – Parenté, Alliance, Maisons Dans l'Est Insulindien : L'école Néerlandaise et Sa Postérité Critique. *Archipel* 90 : 217-44.
- Bicca A. 2011 – *A diferença entre os iguais*, PhD, Universidade Federal do Rio Grande do Sul, Dpt, Anthropologie sociale, Porto Alegre.
- Boeke J.H. 1953 – *Economics and Economic Policy of Dual Societies as exemplified by Indonesia*. New York, Institute of Pacific Relations.
- Bonnemaison J. 1981 – Voyage autour du territoire. *L'Espace géographique* 10 (4) : 249-262.
- Bovensiepen J. & Delgado R.F. 2016 – Transformations of the Sacred in East Timor. *Comparative Studies in Society and History* 58 (3) : 664-693.
- Cabasset-Semedo C. & Durand F. 2009 – East-Timor. How to Build a New Nation in Southeast Asia in the 21st Century? *Carnet de l'Irasec / Occasional Paper n°9*, Bangkok.
- Cabasset-Semedo C. 2007 – Initiatives locales, politique nationale et organisations internationales : les enjeux du tourisme au Timor oriental. *Hérodote* 127 : 178-189.
- Carneiro da Cunha M. & Almeida M.W.B. de 2002 – *Enciclopédia da Floresta, o Alto Juruá: práticas e conhecimentos das populações*. São Paulo, Ed. Companhia das Letras.
- Chopra J. 2002 – Building State Failure in East Timor. *Development and Change* 33 (5) : 979-1000.
- Cormier-Salem M.-C. & Guillaud D. 2016 – Des mémoires récupérées aux patrimoines survalorisés : pour une démarche réflexive sur les acteurs du patrimoine. In Guillaud D., Juhé-Beaulaton D., Cormier-Salem M.-C. & Girault Y. (Ed.) *Ambivalences patrimoniales au Sud - Mise en scène et jeux d'acteurs*. Paris, IRD-Karthala : 257-271.
- Cryan M. 2015 – *Dispossession and Impoverishment in Timor-Leste: The Potential Impacts of the Suai Supply Base*. SSGM Discussion Paper, ANU.
- Direksaun Jeral de Estatistika 2015 – Statistics Timor Leste, census publication 2015. <http://www.statistics.gov.tl/category/publications/census-publications/>
- Durand F. 2002 – *Timor Lorosa'e, Pays Au Carrefour de l'Asie et Du Pacifique ; Un Atlas Géo-Historique*. Champ-sur-Marne, Bangkok, Presses Universitaires de Marne-la-Vallée, IRASEC.
- Fox J.J. 2006 – Genealogy and Topogeny: Towards an Ethnography of Rotinese Ritual Place Names. *The Poetic Power of Place: Comparative Perspectives on Austronesian Ideas of Locality* : 89-100.
- Francillon G. 1967 – Some Matriarchic Aspects of the Social. Structure of the Southern Tetun of Middle Timor. PhD Thesis, Canberra: ANU, 478 p.
- Friedberg C. 1971 – L'agriculture Des Bunaq de Timor et Les Conditions D'un Équilibre Avec Le Milieu. *Journal d'Agriculture Tropicale et de Botanique Appliquée* 12 : 481-532.

- Friedberg C. 2014 – Protéger Les Humains et Les Non- Humains. *Revue d'Ethnoécologie* 6 : 0-16.
- Galipaud J.C., Kinaston R. & Guillaud D. 2016a – Aleti Tunu Bibi : Contextualizing a New Rock Art Site in East Timor and the Wider Asia-Pacific Region. *Asian Perspectives*, 55 (2) :128-147.
- Galipaud J.C. & Guillaud D. 2016b – Identities, territories and agricultural practices: some landmarks for the preservation of local communities Heritage in East Timor. Four years of research and training in the field of Archaeology in Timor Leste, a synthesis. PALOC special publication, IRD/MNHN, Dili, 170 p.
- Guillaud D. 2015 – Le vivrier et le sacré. Systèmes agricoles, rituels et territoires dans l'Est indonésien et à Timor-Leste. *Archipel* 90 : 245-274.
- Hicks D. 1996 – Making the King Divine: A Case Study in Ritual Regicide from Timor. *The Journal of the Royal Anthropological Institute* 2 (4) : 611-24.
- Kehi B. & Palmer L. 2012 – Hamatak Halirin: The Cosmological and Socio-Ecological Roles of Water in Koba Lima, Timor. *Bijdragen Tot de Taal-, Land- En Volkenkunde* 168 (4) : 445-71.
- La'o Hamutuk 2014 – ZEMS <https://www.laohamutuk.org/econ/Oecussi/ZEESMIndex.html>
- Le Roy É. 2011 – *La terre de l'autre. Une anthropologie des régimes d'appropriation foncière*. Paris, LGDJ Lextenso, 441 p.
- Ministry of Finances 2011 – *Timor-Leste Household Income and Expenditure Survey*.
- Ministry of Finances 2015 – <https://www.mof.gov.tl/about-the-ministry/statistics-indicators/sensus-fo-fila-fali/download-suco-reports/?lang=en> - consulté le 12 décembre 2016.
- Scheiner C. 2015 – Can the Petroleum Fund Exorcise the Resource Curse from Timor-Leste? In : Ingram S., Kent L. & McWilliam A. (Ed.) *A New Era? Timor-Leste after the UN*, Canberra, ANU Press : 73-101.
- Therik T. 2004 – Wehali, the Female Land. Traditions of a Timorese ritual centre. Canberra : ANU. (Monographs in Anthropology Series).

NOTES

1. Dans l'UMR PALOC
2. Pour une revue synthétique de cette notion complexe, voir Barraud 2015.
3. L'histoire montre que depuis le XVII^e siècle au moins on assiste au développement des plantes américaines, maïs et manioc prenant le pas sur millet et sorgho. Cet essor a probablement enclenché une transformation importante des paysages avec l'extension des abattis-brûlis. Les Portugais, en imposant la culture du café dans le milieu du XIX^e siècle dans les hautes terres de l'ouest, la culture du coton et celle du riz irrigué dans les années soixante dans les basses-terres alluviales (Durand 2002 : 110), ont poussé à accroître ces défrichements. Au début du XX^e siècle, l'impôt en maïs a accru encore ce développement des surfaces, et cette contrainte a modifié la répartition des populations qui ont migré pour trouver de nouvelles terres, et sont pour certaines descendues dans les plaines.
4. L'armée indonésienne a notamment pratiqué les brûlis pour débusquer la résistance qui s'y réfugiait. Les cultures nouvelles requérant d'amples surfaces, les pratiques de chasse utilisant le feu, les coupes de bois pour les besoins domestiques, et aussi le déplacement de populations qui ne connaissaient pas les interdits traditionnels des aires où on les installait ont tous joué un rôle dans l'état très dégradé d'une grande partie des milieux du Timor Leste.
5. <https://www.laohamutuk.org/OilWeb/Chronology.htm>

6. Qui correspond au départ de la force des Nations-Unies.
7. Le revenu moyen est de l'ordre de 634 \$/an en ville, 292 \$ à la campagne (Ministry of Finance 2011 : 7).
8. Quelques rares administrateurs et décideurs, les plus âgés, ont été formés par les Portugais. Parmi les plus jeunes, certains ont été formés à l'étranger, souvent en Australie, mais préfèrent quand ils ont des diplômes s'employer dans les ONG ou la coopération internationale où salaires sont plus élevés que dans le gouvernement.
9. Le SEAC relève en 2017 du Ministère du Tourisme alors qu'auparavant il était rattaché au ministère de l'Éducation. Ces services de la culture n'ont pas de lien avec les instances chargées de l'environnement, témoignant d'une vision très déconnectée des relations entre nature et culture.
10. Ces deux villages sont constitués de plusieurs hameaux (aldeia) : Holbelis (1 532 habitants) comprend Mukbelis, Roek, Bonuk 1 et 2. Kamanasa (3 681 habitants) comprend Fatisin et Sanfuk, touchés par le projet, mais aussi Maneikin et Ai-Lo'ok Laran (Direksaun Jeral de Estatistika 2015).
11. www.timoraid.org
12. C'était un type de réalisation qu'ils venaient d'éprouver avec les textiles : cf expositions de Suai/Covalima Hatene ami-nia moris | Know our World, 1^{er} -9 avril 2015 The Gallery, St Kilda Town Hall, Melbourne, Australia, et 10 juillet 2015 aux Archives de la Résistance timoraise, Dili, cette dernière à laquelle nous avons contribué.
13. Les villages touchés par le projet Tasi Mane relèvent de deux composantes linguistiques, le tetun terik et le bunaq, relevant de deux familles distinctes (austro-nésienne et non-austro-nésienne).
14. Holbelis, village bunaq actuel, a hérité du banian central du village antérieur des Tetun chassés par les Portugais (voir *supra*). Les Bunaq n'ont pas d'arbre central dans leurs villages, mais ce banian, qui est en périphérie des habitats, n'en conserve pas moins à leurs yeux un caractère sacré et est hautement respecté. Comme il doit être abattu pour l'élargissement de la piste d'aviation, les habitants bunaq ont décidé de mettre en place une cérémonie pour couper une bouture et la replanter de l'autre côté du village, de façon à préserver la sacralité de l'arbre. Les sociétés bunaq et tetun conçoivent la possibilité de déplacer des sites sacrés ou d'en constituer des répliques (des sortes de « portails ») plus commodes d'accès.
15. Pour le village de Kamanasa, ils ont été pris en charge par la suite par Brunna Crespi, dans le cadre de sa thèse sur les impacts du projet pétrolier sur l'organisation coutumière dans la région de Suai.
16. Francillon (1967 : 34-35) signale que du côté néerlandais du Timor, les *nai* [*lianain*] ont été les premiers chargés des relations avec l'administration coloniale.
17. L'île est une mosaïque linguistique. Le rasua est principalement parlé à Beloi et Bikeli, le raklungu à Makadade et le hresuk à Makili, ces trois langues seraient trois variantes d'une même langue du tronc austronésien (Bicca 2011). Le dadua (ou galoli), qui fait partie d'un autre groupe de langues austronésiennes, est parlé à Tonglory et à Bikeli (Min. Finances 2015).
18. <http://timor-leste.gov.tl/?p=14450&lang=en&lang=en>
19. Projet TIMLEST financé par le Ministère de la Culture et de la Communication, appel Pratiques scientifiques et techniques au regard des politiques culturelles.
20. <http://empreza-diak.com/>
21. La seule source de « bonne argile » pour la poterie dans l'île serait à Arlo. D'autres villages cependant (Makadade) affirment avoir des sources d'argile équivalente, ce qui peut signaler les débuts d'une concurrence.
22. Le village voisin d'où provient le dégraissant a indiqué qu'il ferait payer les prélèvements dès la mise en place des titres fonciers.
23. Peut-être du fait que seuls des hommes ont participé à la fouille et ont pu voir l'origine des tessons qui ont permis la reconstitution.

RÉSUMÉS

Timor-Leste, pays jeune et fortement multiculturel, mise pour son avenir sur le développement d'infrastructures lourdes. Ses politiques culturelles sont également en construction ; pour l'instant, elles procèdent par la valorisation d'objets convenus, emblématiques d'une diversité culturelle pensée à l'échelle nationale. Mais les patrimoines forgés, transmis, actualisés par les populations locales sont peu pris en compte. A partir de deux situations, celle du littoral sud avec un projet pétrolier et celle d'une petite île au nord de la capitale visée par le tourisme, nous proposons une réflexion sur la nature des patrimoines locaux (espaces, biodiversité, objets sacrés, lieux sacrés, récits d'origine ...) et sur la façon dont ils intègrent, depuis toujours, une certaine modernité. Les objectifs du groupe de recherche sont de construire un processus collaboratif d'identification et de mise en valeur de ces patrimoines, en prenant en compte la diversité des acteurs concernés. Ils visent aussi à analyser les atouts et limites de telles démarches participatives qui, tout en favorisant le dialogue entre recherche, populations et politiques publiques, sont encore loin d'être à même de rendre compte de la multiplicité des statuts des objets patrimoniaux et des détenteurs de savoirs, et peuvent révéler des situations de tension dans le domaine foncier. Notre analyse montre que la cartographie participative ne peut être qu'un instrument parmi d'autres dans les méthodologies collaboratives.

Timor-Leste, a young country with a rich cultural diversity, is betting for its future on the development of heavy infrastructure. Its cultural policies are also under construction; presently, they focus on the promotion of conventional objects that are emblematic of the cultural diversity perceived at a national level. However, local populations have their own heritage that they have created, transmitted and updated, and which is hardly ever taken into account. We propose a reflection on the nature of this local heritage (territory, biodiversity, sacred objects, sacred places, narratives of origin, etc.), and on the way it has always incorporated a certain modernity. This reflection is derived from two field studies: the south coast with an oil project and a small island off the northern coast, targeted by tourism. The objectives of the research group are to build a collaborative process in order to identify and develop this heritage, while considering the diversity of the actors involved. They also aim at analyzing the strengths and limitations of such participatory approaches; although favoring the dialogue between research, populations and public policies, these approaches do not always account for the diversity of heritage objects and of holders of knowledge, and may reveal situations of tension in the land system. Our analysis shows that participatory mapping can only be one instrument among others in collaborative methodologies.

INDEX

Index géographique : Timor-Leste

Mots-clés : patrimoine, approche participative, représentations, populations locales, conservation, cartographie participative, foncier, territoire, rituels, restitution, pétrole, tourisme

Keywords : heritage, participatory approach, representations, local populations, conservation, participative cartography, land system, territory, rituals, restitution, oil, tourism, East Timor

AUTEURS

DOMINIQUE GUILLAUD

Directeur de recherche IRD, UMR Paloc, Sorbonne-Universités, Paris

LAURE EMPERAIRE

Directeur de recherche IRD, UMR Paloc, Sorbonne-Universités, Paris

BRUNNA CRESPI

Doctorante, UMR Paloc, Sorbonne-Universités, Paris

ROSALIA SOARES

Chercheur ONG Timor Aid, Dili

AMANDINE PEQUIGNOT

Maître de conférences du Muséum, UMR Paloc, Sorbonne-Universités, Paris

JEAN-CHRISTOPHE GALIPAUD

Chargé de recherche IRD, UMR Paloc, Sorbonne-Universités, Paris

Définir un cadre méthodologique commun en cartographie participative

L'atelier collectif de Cabrousse en Casamance (Sénégal), de la théorie à la pratique

Defining a Common Methodological Framework in Participatory Mapping: The Collective Workshop of Cabrousse in Casamance (Senegal), from Theory to Practice

Marie-Christine Cormier-Salem et Tidiane Sané

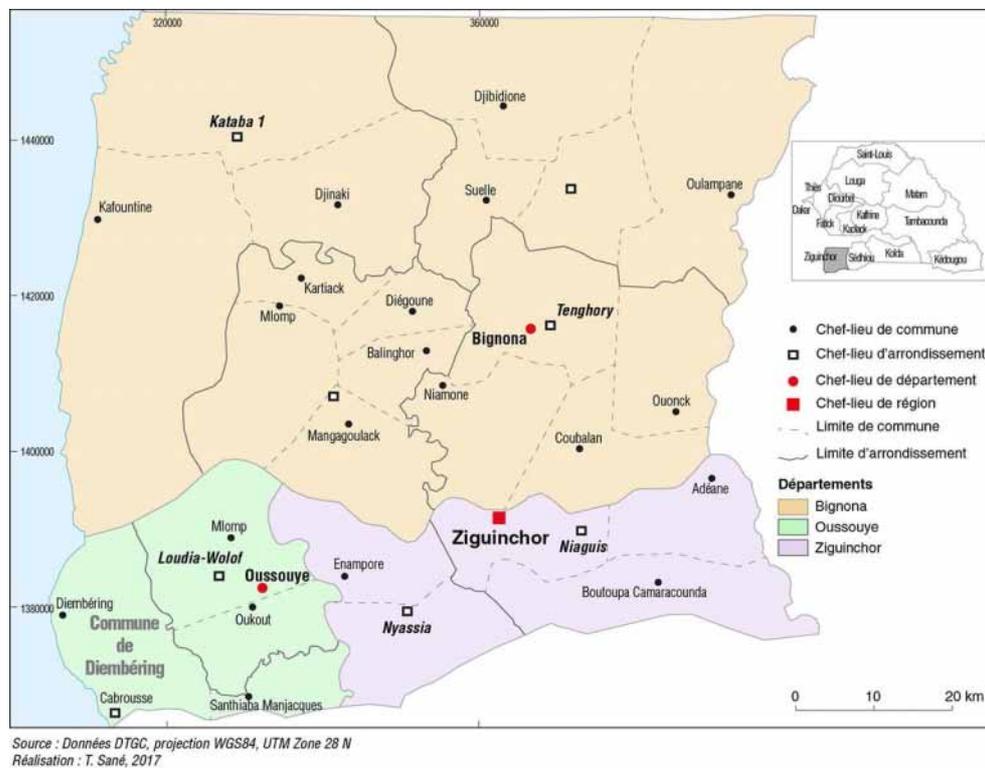
Introduction : problématique de départ, objectifs et contexte d'intervention

- 1 Les démarches participatives en général, et celles de cartographie participative en particulier, connaissent depuis les années 1960, un engouement très fort et se sont diversifiées et multipliées avec l'apport de nouveaux outils, tels le numérique (Arnstein 1969, Chambers 1991 et 2006, Gueye & Schoonmaker-Freudenberger 1991, Palsky 2010, Burini 2005, Lavigne Delville 2011, Liagre & Nonjon 2012, Amelot 2013).
- 2 Palsky (2010) définit la cartographie participative comme un processus d'élaboration collective des représentations cartographiques par la base, c'est-à-dire par un ensemble de personnes n'appartenant pas aux milieux de la cartographie professionnelle ou académique ; c'est ce qu'il appelle « cartographie sans cartographes ». Pour Burini (2008), il s'agit d'un type particulier de cartographie qui, réalisée par les communautés locales pour représenter leur territoire, permet de faire émerger les savoirs traditionnels et certaines questions qui échappent aux enquêtes traditionnelles. On retiendra la définition simple et consensuelle de Habert (2014), à savoir qu'il s'agit de la cartographie d'un territoire produite par un groupe d'habitants encadré par un groupe d'experts. À travers

ces quelques définitions et au-delà des réalités très diverses auxquelles elles renvoient, il se dégage un consensus sur l'objectif poursuivi par la cartographie participative, celle de faire participer les populations locales à la représentation de leurs territoires et de produire les connaissances utiles à leur implication dans les actions de développement qui portent sur leurs localités. Elle concerne donc, comme l'atteste Palsky (2010), la production d'une information géographique (ou spatiale) par une communauté d'individus, dans une logique de « bottom-up », c'est-à-dire de la base vers le sommet.

- 3 Dans la continuité des réflexions conduites par des membres de l'UMR PALOC, l'école thématique de Cartographie Participative (CP) dans la Communauté Rurale (CR) de Diembéring en Casamance (cf. Figure 1) a eu pour objectif de mener une analyse critique et réflexive sur ces démarches. Il s'est agi de partager nos expériences pour élaborer un cadre commun, l'appliquer sur le terrain et en tirer des leçons. Nous présentons ici le cadre méthodologique adopté et son application sur le terrain, les principaux résultats en termes de connaissances et d'actions, et enfin discutons les apports et limites de ces démarches, en particulier dans nos pratiques de recherche.

Figure 1 : Communauté rurale de Diembéring, Casamance, Sénégal



© T. Sané

Pour un cadre méthodologique commun

- 4 Du 30 juin au 4 juillet 2014, une école thématique de cartographie participative a été organisée en Casamance, au Sénégal, conjointement par l'UMR 208 PALOC, IRD/MNHN et le LMI PATEO, Sénégal¹. L'école thématique a réuni un panel très diversifié de 30 participants, diversifiés de par leurs disciplines, institutions, implications, origines - « locaux », nationaux et étrangers. Il s'agissait à la fois « d'experts » (chercheurs et

enseignants-chercheurs, techniciens tels les géomaticiens et cartographes, étudiants)², mais aussi de membres d'ONG, de représentants de la société civile, de gestionnaires et de producteurs de données spatiales, à savoir en priorité les acteurs locaux, dont les points focaux de la Communauté Rurale de Diembéring en Casamance.

5 L'action s'est déroulée en trois temps :

Un premier temps de deux jours de travaux en salle, théoriques et méthodologiques, a permis d'aborder les concepts et méthodes, échanger nos expériences, élaborer un cadre commun. Sept exposés ont été présentés, dont un général (E. Habert) et six sur des expériences de cartographie participative dans des contextes diversifiés : îles Marquises (F. Chlous), Amazonie brésilienne (P. de Robert), Timor oriental (D. Guillaud), Tanzanie et Kenya (S. Duvail), Mauritanie (Boubacar Ba El Abass), Sénégal (M. Fabre, L. Touré et M.C. Cormier-Salem), dont plusieurs ont fait l'objet de publication dans le numéro 9 de la *Revue d'Ethnoécologie* paru en avril 2016 et dans ce numéro. Le canevas, proposé au préalable aux intervenants pour faciliter les échanges, reposait sur les questions suivantes :

- Pour qui et avec quels acteurs ? Genèse des projets
- Pour quoi faire ? En réponse à quelle demande ? Objectifs ? Définis par qui ?
- Comment ? Démarche mise en œuvre ; rôle respectif des acteurs ; outils mobilisés
- Principaux résultats : apports ; limites
- Produits et prospectives : suites données à ce projet.

Un second temps de deux jours de travaux sur le terrain, empiriques, a permis de tester le cadre commun sur une des zones ateliers de la convention programme de l'Agence Française de Développement/AFD « Gouvernance citoyenne des littoraux sud », coordonnée par le GRDR et impliquant les partenaires du LMI PATEO (IRD et UASZ). Trois villages de la Communauté Rurale (CR) de Diembéring (Diembéring, Bouyouye et Cabrousse) et deux thèmes (riz et riziculture, patrimoine) ont été choisis, permettant de constituer six groupes de quatre-cinq personnes.

- 6 L'équipe organisatrice avait conduit des pré-ateliers sur le terrain et prévenu les populations de la CR de nos enquêtes, en s'appuyant sur leurs points focaux, la plupart riziculteurs *joola*, médiateurs entre les « experts » et les « locaux ». La méthodologie, les données acquises et les attendus ont été présentés aux participants et les groupes constitués en s'efforçant de combiner des compétences et expertises complémentaires.
- 7 Les visites de terrain par groupes thématiques (Figures 2A et 2B : deux des groupes thématiques) ont donné lieu à la réalisation de cartes des terroirs ancien et actuel et de transects selon les thèmes ciblés, aux recueils plus ciblés d'informations à travers des entretiens individuels et collectifs (calendrier des activités, généalogie, ...) et à des séances de présentation et de restitution de nos travaux, tous ces outils visant à un co-apprentissage de savoirs.

Figure 2 : Deux des groupes thématiques de l'atelier de Cabrousse

2A : Groupe de Diembéring



A
© M.C. Cormier-Salem
2B : Groupe de Bouyouye



B
© F. Chlous

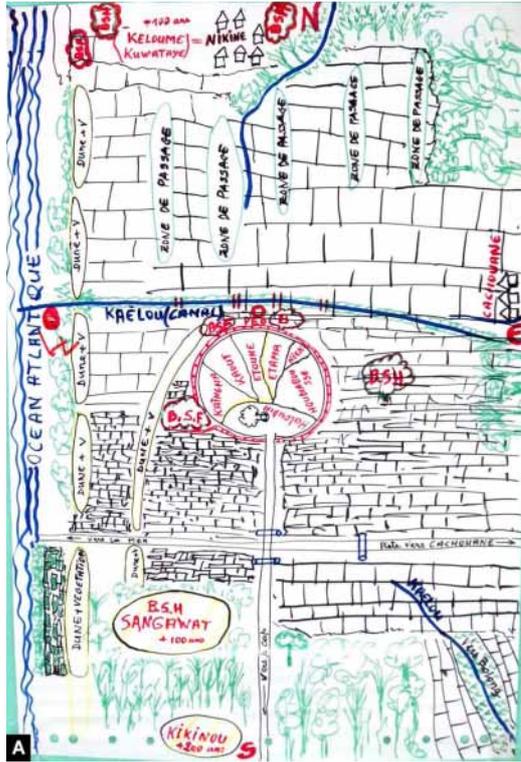
- 8 La troisième et dernière étape de la démarche méthodologique est la restitution, une phase très importante car permettant de valider, avec les populations locales, les données collectées sur le terrain.

Les principaux résultats

- 9 Les résultats de l'expérience de cartographie participative menée sur le terrain de la Basse Casamance sont développés en détail dans les articles de Ehemba *et al.* (2017) et Sané *et al.* (2017). Nous nous contentons ici d'en faire la synthèse et d'en tirer les principales leçons. La commune de Diembéring (Figure 1), terrain d'application de cette expérience, est un site transfrontalier d'environ 430 km² et 65 km de plage qui présente aujourd'hui de grands enjeux sur lesquels il fallait s'interroger en termes de recherche-développement. Ces enjeux concernent les vulnérabilités littorales, à la fois environnementales (élévation du niveau de la mer, érosion côtière, irrégularités pluviométriques, salinisation des eaux et des sols, perte de biodiversité, etc.) et socio-politiques (bétonisation du littoral avec le développement du tourisme, doublement de la population depuis 1968, mais aussi fort exode rural, se traduisant par un manque d'entretien des rizières, etc.). Ces profondes mutations exacerbent les compétitions pour le contrôle des ressources et des espaces, qui se traduisent par une insécurité foncière, de nouveaux usages liés aux projets d'exploitations minières (zircon, phosphate, etc.), le tout, dans un contexte d'instabilité politique (guerre civile depuis plus de 30 ans) et de fortes mobilités transfrontalières.
- 10 L'approche diachronique (sur un pas de temps de 50 ans), systémique (interaction des dynamiques écologiques et sociales) et inclusive (participation de tous les acteurs) a mobilisé divers outils, qui ont conduit à des produits, aux résultats tangibles. Si le « profil historique » a surtout été un outil d'échanges entre les différentes générations des communautés interrogées, les cartes des terroirs, anciens (environ 1950) et actuels (2014-15), des trois localités (Diembéring, Cabrousse et Bouyouye) ont permis de décliner les contenus et de révéler les différents usages des terroirs de communautés rurales (cf. Figure 3). Ehemba *et al.* (2017) considèrent la cartographie comme l'une des clés de lecture de la question foncière car, mise en œuvre de manière participative et fonctionnelle, elle permet à des populations de s'approprier d'une nouvelle manière leur territoire et de développer de manière concertée des outils de sécurisation du foncier. L'apport des transects, réalisés en salle puis complétés sur le terrain, à micro-échelle, a été déterminant dans la vérification et la validation des connaissances identifiées par les populations locales elles-mêmes (cf. Figure 4). Les entretiens réalisés sur les deux thématiques retenues (riz et riziculture, patrimoine) ont, pour leur part, permis d'approfondir la place respective des activités menées dans les terroirs et la dynamique des socio-écosystèmes. La restitution, étape ultime de cet exercice, a été un moment très important consacré à la validation par les populations locales des données recueillies sur le terrain. Elle a été aussi un moment de débats sur l'avenir de ces terroirs confrontés aujourd'hui à des enjeux multiformes, surtout fonciers, de plus en plus exacerbés, et qui impactent directement les conditions de vie des populations et questionnent sur la préservation et la sauvegarde des fondements sociaux traditionnels (cultures, cultes, pratiques sociales, rapports à leur environnement, etc.) de ces communautés humaines. Sané *et al.* (2017) précisent par ailleurs que la restitution constitue en ce sens un formidable outil de discussions et d'échanges intergénérationnels et entre populations locales et experts. Elle a été faite à deux niveaux, d'abord avec les populations locales et ensuite entre les groupes d'experts et les points focaux ayant conduit les travaux dans les différentes localités.

Figure 3 : carte du terroir de Diembéring, élaborée par les acteurs de la communauté locale (dans une démarche participative)

3A : Terroir ancien



© T. Sané

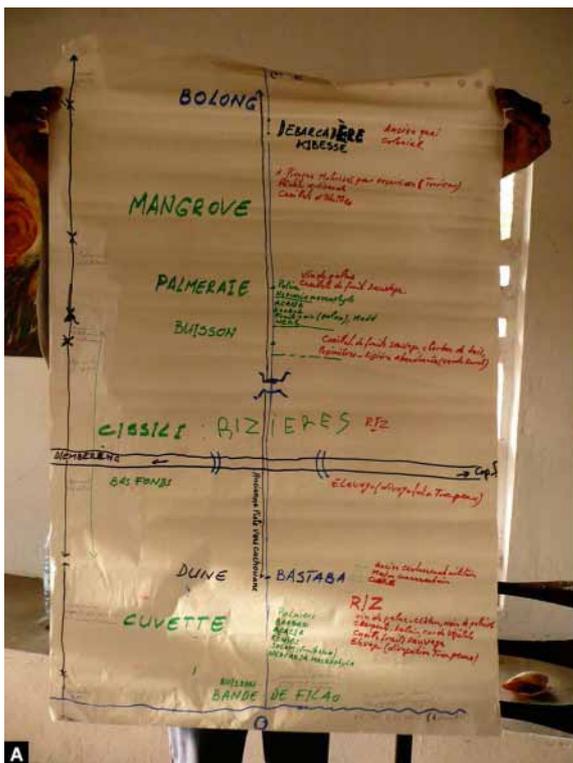
3B : Terroir actuel



© T. Sané

Figure 4 : Transect spatial de Diembéring

4A : Dessin participatif du transect de Diembéring



© M.C. Cormier-Sale

4B : Illustration de diverses unités de ce transect - La dune



© M.C. Cormier-Salem

4C : Illustration de diverses unités de ce transect - Cuvette avec les rizières



© M.C. Cormier-Salem

4D : Illustration de diverses unités de ce transect – La palmeraie



© M.C. Cormier-Salem

4E : Illustration de diverses unités de ce transect - La mangrove



© M.C. Cormier-Salem

- 11 À l'issue de cet exercice, les populations locales ont manifesté leur satisfaction d'avoir participé et contribué activement à la production des connaissances sur leurs terroirs et exprimer le besoin de disposer des cartes et de toutes les données co-produites, ces

éléments devant leur servir de base de réflexion et de plaider pour l'aménagement de leurs terroirs respectifs. C'est dans cette perspective que des cartes ont été imprimées et mises à leur disposition. Les données collectées ont alimenté, en plus d'autres enquêtes menées dans les sites, la réalisation des monographies territoriales à travers les activités de la convention-programme AFD-GRDR. Dans le même sillage, elles ont également été mises à contribution dans l'élaboration du plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS) de la commune de Diembéring, une demande fortement exprimée par les autorités communales.

- 12 La valorisation scientifique de cet atelier de cartographie participative s'est traduite par de nombreuses conférences (Cormier-Salem *et al.* 2017, Sané *et al.* 2017, Ehemba *et al.* 2017), ainsi qu'un atlas en cours de publication (GRDR *et al.* 2017). Ces publications, complémentaires, révèlent la complexité des problématiques et des enjeux qui touchent cette région littorale du Sénégal, surtout en termes de dynamiques. Elles mettent en exergue les rapports de pouvoirs entre différents villages autour des enjeux économiques (touristiques, miniers, agricoles, halieutiques, etc.) et fonciers au sein de cet espace.

Discussion

- 13 Lors de l'atelier et suite à nos travaux, plusieurs points ont fait l'objet de discussions, tels la finalité des cartes et leur durabilité, leur pouvoir et instrumentalisation, l'implication des acteurs et leur niveau de participation. Ici nous nous attachons à analyser les interactions complexes entre acteurs et les reconfigurations institutionnelles suscitées par ces démarches. En nous inspirant de la vaste littérature qui questionne, à travers les usages de la cartographie, la participation citoyenne (Péluso 1995, Amelot 2013, Cormier-Salem *et al.* 2017), il s'est agi d'identifier les diverses catégories d'acteurs et leur rôle respectif dans le processus,
- 14 Trois principales catégories d'acteurs se sont impliquées dans le processus de cartographie participative : les acteurs politiques, les habitants des villages et les experts. Les premiers, les acteurs politiques, sont omniprésents, à toutes les étapes du processus, mais en particulier à l'origine et à la fin, dans la mesure où ce sont eux qui promeuvent la démarche auprès des populations, qui les mobilisent et qui *in fine* ont le contrôle sur les produits issus du processus, décident et gouvernent. Dans la CR de Diembéring, ces acteurs sont représentés par des autorités déconcentrées et décentralisées, jouant un rôle clé dans le contexte actuel de la mise en œuvre de l'acte 3 de la décentralisation au Sénégal³. Néanmoins, les représentants du pouvoir traditionnel – chef du village choisi par les Sages et assisté par le conseil des Anciens ; chef coutumier, gardien des autels des bois sacrés du terroir –, sont encore très respectés et ont une forte légitimité institutionnelle et religieuse. Intermédiaires entre les ancêtres et les **boekin** (fétiches), ce sont eux notamment qui règlent les conflits en première instance, qui définissent le calendrier des activités (aussi bien productives que rituelles comme le **bukut**, rite d'initiation et d'entrée dans les bois sacrés) et gouvernent les ressources et espaces collectifs du terroir, ou communs.
- 15 Les habitants des villages ont des fonctions et statuts différenciés, des « simples » informateurs aux facilitateurs et partenaires. Tous les habitants, hommes et femmes, aînés et cadets, locaux et nouveaux entrants, sont invités à participer au processus (Figure 5A). Néanmoins, dans la pratique, on constate de forts déséquilibres. En

schématisant quelque peu, les participants aux enquêtes sont le plus souvent des hommes, âgés ou mariés et chefs de famille, instruits ou sachant parler français (la langue de la plupart des experts), voire écrire et dessiner une carte (selon les modes occidentaux ou cartésiens de représentation de l'espace). Sur ce dernier point, il est intéressant de constater la tendance actuelle à une prise de pouvoir de jeunes, de retour au village, qui sont passés par l'école et sont plus à l'aise pour répondre aux attentes des experts. Dans le village de Cabrousse, le poste de chef de village est désormais occupé par un jeune, ce qui manifeste la remise en cause du pouvoir coutumier des Anciens. Par ailleurs, il faut souligner la moindre participation des femmes, du moins en présence des hommes, mais aussi la faible sensibilisation des acteurs, ce qui s'explique sans doute par un temps de préparation trop court.

- 16 En revanche, les points focaux et les enquêteurs, issus des associations et communautés locales, ont joué un rôle fondamental. Dans chaque localité retenue (Diembéring, Bouyouye et Cabrousse), deux personnes ont été choisies comme points focaux c'est-à-dire des personnes ressources et des facilitateurs pour toutes les démarches entreprises dans ces localités. Ils constituent l'interface entre les experts et la population locale. Ils jouent un rôle déterminant dans le travail du fait qu'ils ont été la porte d'entrée et ont mobilisé la population dans leurs localités respectives. Ils sont présents à toutes les étapes du processus, notamment lors de la restitution et du transfert des résultats aux habitants.
- 17 La troisième catégorie d'acteurs comprend les experts, ceux qui maîtrisent les outils conceptuels et les techniques (étudiants, enseignants, chercheurs en sciences sociales et en sciences de l'environnement ; géomaticiens et cartographes), qui sont spécialistes, à des degrés divers, de l'élaboration des cartes et de l'analyse spatiale. Ils sont tout à la fois initiateurs, concepteurs, animateurs et opérateurs. Ils sont en effet à l'initiative de la démarche, du choix des outils, des sites d'étude. Ce sont eux qui ont élaboré les Termes De Référence (TDR) et les guides d'entretien, le cadre logique et la mise en oeuvre sur le terrain, en charge tout aussi bien de la logistique que de la constitution des équipes de travail pluridisciplinaires. Ils ont un rôle essentiel d'animation et de management des personnes avec le recrutement des points focaux, la formation des enquêteurs, l'encadrement des stagiaires, mais aussi la convocation et l'animation des réunions. Le succès de la participation dépend largement de leur capacité à impliquer les personnes ressources aux diverses étapes du processus (information, communication, sensibilisation, consultation, concertation, négociation, et co-construction) et de s'assurer de la représentation de toutes les parties-prenantes à la démarche, depuis l'amont (conception du projet, production des données) jusqu'à l'aval (prise de décision, contrôle et restitution de l'information). Le simple énoncé de ces tâches révèle les défis de cette démarche qui, plus est, se veut interdisciplinaire, collective et inclusive. Or point n'est besoin de s'appesantir sur le fait qu'au sein même des experts, les différences de statuts et de rôles sont évidentes en fonction de leur origine, formation, implication dans le processus, etc., mais aussi en fonction de leurs objectifs, attendus et motivations.
- 18 Les trois catégories d'acteurs sont traversées de conflits d'intérêts, de jeux de pouvoirs et de savoirs et interagissent entre elles dans une dialectique complexe de complicité, complémentarité et reconnaissance réciproque mais aussi manipulation et instrumentalisation (Gould & Bailly 1995, Amelot 2013).
- 19 L'atelier de cartographie participative de Cabrousse se voulait être un exercice de formation interdisciplinaire et interculturelle entre des acteurs aux statuts fort divers avec schématiquement trois équipes selon l'origine (locale, PALOC, PATEO), trois types

d'expertise ou de connaissances (techniques infographiques, scientifiques, savoirs locaux) (Figures 5). Mais, pour certains experts, il s'agissait aussi de tester une démarche inductive (Bourdieu *et al.* 1968), de produire des cartes, sans aucune demande locale, sans même un cadrage préliminaire (selon la posture de « laisser dire et laisser faire ») avec néanmoins une portée forte en terme d'aménagement du territoire et donc une visée très appliquée, dénotant une certaine dérive entre les objectifs initiaux et la valorisation finale. On est ainsi en droit de s'interroger sur l'utilisation, voire la manipulation des cartes, sans que tous les acteurs en maîtrisent les usages.

Figure 5 : Catégories d'acteurs participants

5A : Les populations locales



© M.C. Cormier-Salem

5B : Les jeunes et les experts techniques



© F. Chlous

5C : Les experts et points focaux



© M.C. Cormier-Salem

- 20 Nonobstant ces interrogations sur l'illusion de la connaissance partagée ou les limites de la trans-appropriation des savoirs, les suites de cet atelier (Ehemba *et al.* 2017) ont montré l'importance des cartes communautaires comme plaidoyer pour la CR et le rôle du POAS (Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols) comme outil de médiation et de prospective autour d'un projet de territoire partagé. Ainsi loin d'être un simple exercice académique ou pédagogique, cet atelier a débouché sur des propositions d'aménagement concertées du territoire et de résolution (ou de débats contradictoires/ polémiques) des conflits fonciers.

- 21 De fait, l'exercice a permis de : dresser un portrait du village dans sa globalité sur les deux thèmes choisis, patrimoine et riz et riziculture ; avoir une compréhension globale des dynamiques et enjeux des terroirs rizicoles (opportunités/contraintes) ; tirer des leçons sur le cadre méthodologique mis en œuvre ; avoir des éléments de base permettant d'élaborer un diagnostic territorial.

Conclusion

- 22 Issue d'une démarche collective, initiée et encadrée par des experts, limitée dans le temps (une semaine) et l'espace (la communauté rurale de Diembéring), l'expérience de cartographie participative mise en œuvre en Casamance n'échappe pas aux critiques mises en avant dans d'autres contextes. De nombreux travaux soulignent ainsi que la cartographie participative n'est pas neutre, mais suscite ou révèle des conflits, oppositions et résistances (Gould & Bailly 1995, Péluso 1995, Reyes-García 2012, Amelot 2013) ; cette technique peut être utilisée pour défendre une cause, soutenir les revendications des citoyens et les mobiliser (Liagre & Nonjon 2012, Bryan 2015). La répliquabilité de la méthodologie de terrain est délicate et il faut souligner les fréquentes tensions entre montée en généralité ou généralités et spécificités : les informations récoltées, fines, concrètes, sont partielles, voire partiales, ponctuelles et fragmentaires (Joliveau 2004).
- 23 L'exercice néanmoins est riche et invite à explorer trois pistes de réflexion :
- la première tient à la carte et à son usage. Pour tous les participants à l'atelier, il est apparu que le processus inter-acteurs l'emportait sur le produit *stricto sensu*. La démarche, impliquant diverses catégories d'acteurs (politiques, locaux, experts « étrangers ») est innovante car elle repose sur de nouvelles modalités d'acquisition des connaissances ; elle contribue à la création d'un réseau d'acteurs et débouche sur de nouveaux espaces de dialogue, qui sont autant d'outils de mobilisation collective et de contre-pouvoir.
 - La deuxième piste concerne l'alibi du participatif de la cartographie et interroge sur les risques de dilution des frontières entre sciences, sociétés et politique, sur les tensions entre participation universelle et participation limitée aux experts et les dérives politiques et éthiques inhérentes à ces démarches (Cormier-Salem *et al.* 2017). Un regard extérieur, plus neutre que celui des enquêteurs et points focaux issus du village, peut s'avérer pertinent. Un équilibre est à trouver entre les besoins explicités par les habitants et l'expertise des intervenants extérieurs, sans parler de la représentativité des communautés locales, et du rôle de l'État, aux gouvernementalités différenciées.
 - la troisième piste porte sur l'engagement des chercheurs qui mobilisent ces démarches de participation, sur leurs biais scientifiques, tels les changements d'échelles spatiales et temporelles ou encore sur le statut des connaissances produites (leur production, circulation et application).
- 24 Ces pistes invitent à une claire posture, pour une géographie militante ou pour une approche de géographie engagée, critique, sinon radicale (Death 2014, Chartier & Rodary 2016).

BIBLIOGRAPHIE

- Amelot X. 2013 – Cartographie participative pour le développement local et la gestion de l'environnement à Madagascar : Empowerment, impérialisme numérique ou illusion participative ? *L'information géographique* 77 (4) : 47-67.
- Arnstein S.R. 1969 – A Ladder of Citizen Participation. *American Institute of Planners Journal* 35 (4) : 216-224.
- Bourdieu P., Chamboredon J.C. & Passeron J.C. 1968 – *Le métier de sociologue. Préalables épistémologiques*. Paris, Mouton, Bordas, 430 p.
- Bryan J. 2015 – Participatory mapping. In : T. Perreault, G. Bridge & J. McCarthy, *The Routledge handbook of political ecology*. Abingdon, Oxon ; New York, NY, Routledge : 249-262.
- Burini F. 2005 – *La cartographie participative dans la recherche de terrain en Afrique : le cas des villages riverains au Parc Régional W. Policy Matters, special edition WRegional Park, IUCN*.
- Burini F. 2008 – La cartographie participative et la pratique du terrain dans la coopération environnementale : la restitution des savoirs traditionnels des villages de l'Afrique subsaharienne. À travers l'espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie, Arras, France.
- Chambers R. 1991 – *Rapid and Participatory Rural Appraisal*. Brighton (R.-U.), Institute of Development Studies.
- Chambers R. 2006 – Participatory Mapping and Geographic Information Systems: Whose Map? Who is Empowered and Who Disempowered? Who Gains and Who Loses? *EJISDC* 25 (2) : 1-11.
- Chartier D. & Rodary E. 2016 – *Manifeste pour une géographie environnementale. Géographie, écologie, politique*. Paris, Sciences po. Les presses, Domaine Développement durable, 412 p.
- Cormier-Salem M-C., Descroix L. & Diakhaté M. (Ed.) 2017 – *Sciences participatives et gouvernance des patrimoines et territoires des deltas*. Actes du colloque international de Saint Louis (11-14 mai 2016). L'Harmattan, Dakar, 373 p.
- Death C. 2014 – *Critical Environmental Politics*. New-York, Routledge, 350 p.
- Ehemba F., Le Coq Y., Rué O., Niokane M., Bodivit M., Seck P., Diallo M., Agossou S., Descroix L., Sané T. & Fabre M. 2017 – Une cartographie participative pour bâtir une connaissance concertée des mutations de territoire dans l'espace frontalier sénégal-bissao-guinéen. In : M.C. Cormier-Salem, M.M. Diakhaté & L. Descroix (Ed.) *Sciences participatives et gouvernance des patrimoines et territoires des deltas*. Dakar, Karthala, Actes du colloque PATEO/ PRCM : 167-182.
- Gould P. & Bailly A. (Ed.) 1995 – *Le pouvoir des cartes. Brian Harley et la cartographie*. Paris, Anthropos, 120 p. (Collection Géographie).
- GRDR-IRD-UASZ 2017 – *Des territoires littoraux en mouvement. Diversité, dynamiques et mutations du sud-ouest du Sénégal et du nord-ouest de la Guinée-Bissau (Oïo, Cacheu, Ziguinchor, Sédhiou)*. Atlas GRR-IRD-UASZ/ convention programme AFD (impression en juin 2017)
- Gueye B. & Schoonmaker-Freudenberger K. 1991 – *Introduction à la méthode accélérée de recherche participative [MARF] : rapid rural appraisal, quelques notes pour appuyer une formation pratique*. Londres, International Institute for Environment and Development.

Habert E. 2014 – *Cartographie participative : méthodes et outils. Communication Atelier de cartographie participative*. LMI PATEO-Université de Ziguinchor-GRDR, Cabrousse (Casamance, Sénégal), 30 juin-4 juillet 2014.

Joliveau T. 2004 – *Géomatique et gestion environnementale du territoire. Recherches sur un usage géographique des SIG*. Mémoire d'habilitation à diriger des recherches. Rouen, Université de Rouen, 615 p.

Lavigne Delville P. 2011 – Du nouveau dans la « participation » ? : populisme bureaucratique, participation cachée et impératif délibératif. In : Jul-Larsen E., Laurent P.-J., Le Meur P.-Y. & Léonard E. (Ed.) *Une anthropologie entre pouvoirs et histoire. Conversations autour de l'œuvre de Jean-Pierre Chauveau*. Paris/Marseille/Uppsala, Karthala-IRD-APAD :160-187.

Liagre R. & Nonjon M. 2012 – Une cartographie participative est-elle possible ? *EspacesTemps.net*, Textuel, <http://espacestems.net/document9495.html>

Palsky G. 2010 – Cartes participatives, cartes collaboratives. La cartographie comme maïeutique. *CFC* 25 : 49-59.

Péluso N.L. 1995 – Whose woods are these? Counter-mapping forest territories in Kalimantan, Indonesia. *Antipode* 27 (4) : 383-406.

Reyes-García, V., Orta-Martinez M., Gueze M., Luz A.C., Paneque-Glvez J., Maca M.J., Pino J. & Teame T.B.S. 2012 – Does Participatory Mapping Increase Conflicts? A Randomized Evaluation in the Bolivian Amazon. *Applied Geography* 34 : 650-658.

Sané T., Cormier-Salem M.C., Dièye E.H. Balla, Descroix L., Fabre M., Habert E., Ehemba F., Bodivit M., Demba Ba B. & Mendy V. 2017 – La cartographie participative comme outil d'aide à la compréhension des dynamiques territoriales : application sur un terrain de Basse Casamance (Sénégal). In : M.C. Cormier-Salem, M.M. Diakhaté & L. Descroix (Ed.) *Sciences participatives et gouvernance des patrimoines et territoires des deltas*. Dakar, L'Harmattan, Actes du colloque PATEO/PRCM : 265-290.

NOTES

1. Cette école thématique a été organisée grâce aux soutiens financiers de l'UMR PALOC « Patrimoines Locaux et Gouvernance », du LMI PATEO « Patrimoines et territoires de l'eau » et d'une « Action Incitative » de l'IRD. Le comité d'organisation était composé de l'ONG Groupe de Recherches et de Réalisation pour le Développement Rural/GRDR, pôle littoral Sud et de l'UASZ (Université Assane Seck de Ziguinchor) appuyé par l'équipe de direction de PATEO et de PALOC.

2. Sont venus de l'UMR PALOC de France six chercheurs de sciences sociales : F. Chlous (anthropologue) et Y. Girault (muséologue) du MNHN ; D. Guillaud (anthropogéographe), P. de Robert (anthropologue), S. Duvail (géographe), L. Descroix (hydrologue), de l'IRD et E. Habert du Service de cartographie de l'IRD. Du Sénégal, ont participé des collègues et étudiants des universités partenaires (Université Gaston Berger/UGB de Saint Louis, Université Cheikh Anta Diop/UCAD de Dakar et Université Assane Seck de Ziguinchor/UASZ), de l'ONG GRDR, (Yvan Lecoq, Melig Bolivit) et de l'IRD (M.C. Cormier Salem, géographe et M. Fabre, géomaticienne)

3. Depuis 2013, le Sénégal a engagé la 3^{ème} phase de la réforme de sa politique de décentralisation qui s'est traduite par la « communalisation intégrale » (les anciennes communes rurales ont désormais les mêmes compétences que les communes urbaines), l'érection des départements en collectivités locales et la suppression des régions en tant que collectivités locales.

RÉSUMÉS

L'objectif de cet article est de montrer la dynamique collective multi-partenariale insufflée par un atelier de cartographie participative, organisé dans la commune rurale de Diembéring en Casamance au sud-ouest du Sénégal, en juillet 2014. Il s'agissait de saisir l'organisation, passée et actuelle, des espaces villageois et leurs usages à partir des cartes de terroirs, réalisées par et avec les populations locales de trois localités de cette communauté rurale, Diembéring, Bouyouye et Cabrousse.

Cet atelier a permis de faire émerger les savoirs et savoir-faire traditionnels des communautés villageoises en termes de représentation de leurs espaces, mais aussi de mettre en lumière des questions souvent difficiles à appréhender, comme les conflits fonciers. Couplée avec d'autres outils d'enquêtes de terrain (entretiens, transects, profils historiques, calendrier agricole, etc.), la cartographie participative a mis en évidence la crise que traverse la riziculture en Casamance, et ses conséquences sur les fondements des communautés *joola*.

Au-delà de la production de cartes et de nouvelles connaissances co-construites, cet atelier a conduit à formuler explicitement les besoins des acteurs locaux et leurs questions sur l'avenir de leurs terroirs et à les accompagner dans leurs plaidoyers (engagement de dialogue multidimensionnel) auprès des autorités locales ou déconcentrées de l'État sénégalais. Il interroge par ailleurs les experts, scientifiques et techniques, sur leur posture intellectuelle et leur engagement dans la recherche-action.

The aim of this article is to show the collective multi-partnership dynamics, inspired by the participatory mapping workshop organized in the rural community of Diembéring in Casamance, in southwest Senegal, in July 2014. The purpose of this workshop was to understand the past and present organization of the village's spaces and the uses of maps of the "terroirs", or communal territories, made by and with the local people of three localities of this rural community: Diembéring, Bouyouye and Cabrousse.

This workshop brought out the traditional knowledge and know-how of the local people in terms of representation of their spaces, but it also highlighted issues that are often difficult to apprehend, such as tenure conflicts. Coupled with other tools of field surveys (interviews, transects, historical profiles, agricultural calendar, etc.), participatory mapping pointed out the rice farming crisis in Casamance and its profound socio-cultural consequences on the *Joola* communities.

Beyond the production of maps and new co-constructed knowledge, this workshop led to explicitly formulate the needs of the local people and their questions about the future of their terroirs and to accompany them in their advocacy (commitment of multidimensional dialogue) with the local or deconcentrated authorities of the Senegalese State. It also was the occasion to ask scientific and technical experts about their intellectual posture, and their commitment to applied research.

INDEX

Keywords : participatory mapping, methodological framework, partnership, knowledge, spatial dynamics, Casamance, Senegal

Index géographique : Casamance, Sénégal

Mots-clés : cartographie, cadre méthodologique, partenariat, participation, engagement, dynamique territoriale

AUTEURS

MARIE-CHRISTINE CORMIER-SALEM

Géographe, Directrice de Recherche IRD, co-directrice du Laboratoire Mixte International Patrimoines et Territoires de l'Eau, UMR 208, PALOC, IRD/MNHN, Sorbonne Universités, 57 rue Cuvier, 75231 Paris cedex 05, France
marie.cormier@ird.fr

TIDIANE SANÉ

Géographe, Enseignant au Département de Géographie, point focal du Laboratoire Mixte International Patrimoines et Territoires de l'Eau, UFR Sciences et Technologies, Université Assane Seck de Ziguinchor (UASZ), BP 523 Ziguinchor, Sénégal
tsane@univ-zig.sn

Cartographies participatives et conflits territoriaux

Inadéquation de l'outil à représenter l'espace disputé du delta du Tana au Kenya

Participatory mapping and conflict over land: an inadequate tool to depict the disputed Tana delta in Kenya

Stéphanie Duvail

Introduction

- 1 La cartographie dite « participative », c'est-à-dire produite par les habitants d'un territoire, a connu un essor spectaculaire durant les cinquante dernières années. En retirant l'outil de la seule main des experts cartographes pour le partager avec des acteurs variés (Sieber 2006, Palsky 2010, Habert 2017) elle est censée dépasser les cartographies administratives produites par les États pour contrôler un espace, et donne à voir de nouvelles représentations des territoires. L'utilité de ce changement de point de vue a été démontrée mais sous ce vocable général, la cartographie participative comprend une variété de pratiques et d'usages : utilisée par des communautés organisées politiquement et souvent réalisée en collaboration avec des acteurs de la société civile (ONG de défense des droits de l'Homme, environnementales, etc.), la cartographie participative peut être un outil puissant pour présenter des planifications alternatives du territoire comme le fait le *counter mapping* (Peluso 1995), pour s'opposer à de grands projets de développement d'infrastructures, pour sécuriser un espace (Chapin *et al.* 2005) voire même être un outil utile à la médiation de conflits (Cronkleton *et al.* 2010). Lorsque la cartographie participative est conduite par les habitants à la demande de chercheurs en Sciences Sociales, elle permet d'explorer – en la représentant – la partie subjective, la dimension culturelle et symbolique du territoire, la plus complexe de l'« espace vécu » (Bonnemaïson 1981). Produite par des individus ayant une expérience subjective d'un territoire, elle offre une vision différente, complémentaire aux cartographies d'experts

qui spatialisent des savoirs spécialisés (par exemple les cartes topographiques, géologiques, économiques).

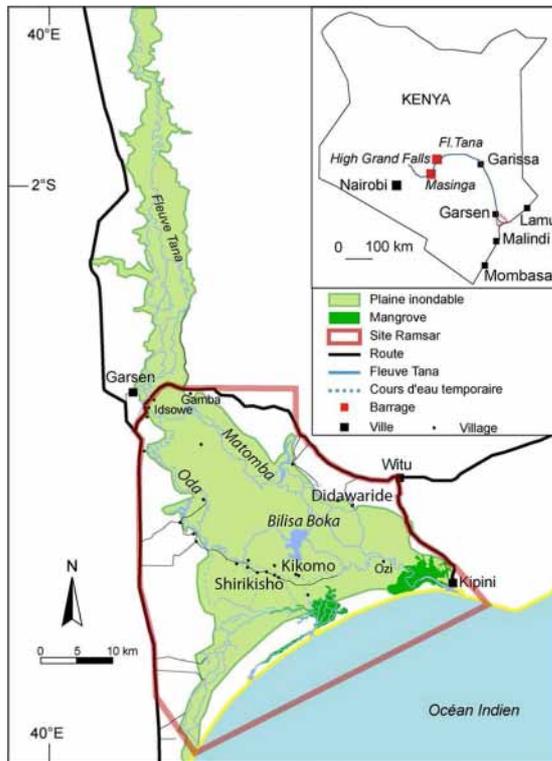
- 2 Cependant, dans la mesure où une cartographie délimite, nomme des lieux et érige des frontières, qu'elle soit réalisée en opposition à un projet de planification territoriale ou dans le cadre d'une recherche anthropologique, elle comporte une dimension politique (Sletto 2009, Robert & Duvail 2016) et le degré de consensus ou, au contraire, de tension entourant l'exercice est fortement lié aux conflits existant sur ce territoire.
- 3 Ce texte propose de discuter des écueils, voire du caractère risqué de l'utilisation de l'outil de cartographie participative appliqué à un territoire marqué par de fortes tensions foncières en s'appuyant sur l'exemple du delta du fleuve Tana au Kenya : il s'agit d'un espace disputé où s'affrontent agriculteurs et éleveurs, tenants de la grande agriculture irriguée ou du développement d'agro-carburants en culture pluviale et défenseurs de la zone humide, tandis que les plans de gestion (et cartographies associées) produits par les différents services de l'État et les ONG sont contradictoires. L'adéquation de la démarche de cartographie participative à une compréhension des dynamiques territoriales dans l'espace complexe et multi-usages d'un delta est interrogée et différents outils et démarches alternatives à la cartographie sont envisagés.

Le delta du Tana : un espace partagé, disputé et conflictuel à partir de 2012

Un espace économique clé dans un milieu semi-aride

- 4 Situé à l'embouchure du fleuve Tana qui prend sa source dans les Aberdares et le Mont Kenya puis traverse les plaines semi-arides du Nord-Est kenyan (Figure 1), le delta couvre une superficie d'environ 1 600 km² entre la ville de Garsen et l'Océan Indien. Le moteur de la productivité de l'écosystème deltaïque est la crue bi-annuelle du fleuve : elle permet la production d'un pâturage de qualité, essentiel en saison sèche pour les troupeaux bovins des éleveurs Orma, mais aussi Wardei et Somali. Les vastes étendues de la plaine inondable offrent des terres pour une culture de décrue pratiquée par les agriculteurs Pokomo, tandis que les lacs et mares associés sont une importante zone de pêche, pratiquée principalement par les Luo et Luya venus de l'Ouest kenyan mais aussi, plus récemment, par des Orma et Pokomo (Hamerlynck *et al.* 2010, Leauthaud *et al.* 2013b). La partie estuarienne et côtière attire également des pêcheurs migrants venus du sud (de Mombasa ou de Tanzanie). Depuis plusieurs siècles, éleveurs et agriculteurs se partagent l'espace du delta (Ensminger and Rutten 1991, Coret 2014), selon des règles qui évoluent en fonction de la disponibilité des ressources naturelles et des périodes de sécheresse, dans un climat social qui oscille entre la négociation pacifique pour l'accès aux espaces et à ses ressources et le conflit armé (Miller 1981, Kagwanja 2003, Duvail *et al.* 2012, Martin 2012). Cependant ces droits coutumiers n'ont pas de pendant légal et une majorité des terres de la plaine inondable sont des terres gouvernementales (Kenya Government 1994).

Figure 1 : Localisation du delta du Tana au Kenya



Cartographie : S. Duvail

Des économies locales en déclin du fait de la réduction des inondations

- 5 À partir de la fin des années 70, la construction d'une série de barrages sur la partie amont du fleuve Tana a eu pour conséquences un écrêtement des crues (Maingi & Marsh 2002) et une réduction des superficies inondées dans le delta (Leauthaud *et al.* 2013a). Les effets sur les économies locales ont été désastreux (Leauthaud *et al.* 2013b, Duvail *et al.* 2016). Les superficies occupées par les pâturages ainsi que leur qualité ont fortement diminué. Les surfaces cultivées en riz de décrue ont été réduites au profit d'une culture pluviale de maïs autoconsommé et les systèmes de production se sont diversifiés pour intégrer la pêche à partir des années 1980, grâce aux techniques des pêcheurs Luo et Luya venus du Lac Victoria. Un nouveau barrage est en cours de construction à High Grand Falls avec une capacité de stockage supérieure de quatre fois à celle du barrage de Masinga, qui possède le plus important des réservoirs actuellement construits.

Plusieurs projets et visions contradictoires de son aménagement

- 6 Plusieurs visions de l'aménagement de cet espace appauvri et soumis à un stress hydrique croissant se sont affrontées de 2008 à 2012 : d'un côté sa labellisation en aire protégée pour la conservation de la biodiversité et l'utilisation raisonnée des ressources naturelles (au sens de la définition de la convention de Ramsar) étaient promues par les services de gestion de la faune (Kenya Wildlife Service, point focal de la convention Ramsar), les

Musées nationaux, par les ONG internationales (Birdlife International par exemple) et nationales (Nature Kenya) et appuyés par une majorité des éleveurs et une partie des agriculteurs Pokomos ; de l'autre, leur conversion en monoculture irriguée d'agro-carburants gérée par des investisseurs privés internationaux ou nationaux en aval de grands barrages hydro-électriques qui réguleraient les crues étaient appuyés par les services de gestion de l'eau, la Water Resource Management Authority (WRMA), l'agence de bassin Tana and Athi River Basin Development Authority (TARDA), les élites locales et une partie des populations Pokomo (Duvail *et al.* 2016). C'est ainsi qu'à partir de 2010, un ensemble de projets portés par ces investisseurs privés a vu le jour : Mumias Sugar, une entreprise privée kenyane, planifiait la conversion de 38 000 ha de la plaine centrale pour la production de canne à sucre irriguée tandis que sur les terrasses autour du delta, une entreprise canadienne (Bedford Biofuels) acquérait une concession d'une durée de 45 ans sur 160 000 ha pour produire des agro-carburants à partir de *Jatropha curcas* (Duvail *et al.* 2012, Mukhwana *et al.* 2016). Cette forme légale d'appropriation de la terre a permis aux investisseurs de conserver la propriété de la terre, même en cas d'échec du projet économique.

- 7 À l'échelle régionale, c'est dans l'ensemble du Nord-Est Kenyan que sont programmées des transformations radicales : le plan directeur de développement du gouvernement kenyan « Vision 2030 » (Government of the Republic of Kenya 2007) prévoit la construction d'un futur corridor LAPSET (Lamu Port Southern Sudan-Ethiopia Transport corridor) destiné à relier le futur Port de Lamu à l'Éthiopie en passant par le Sud Soudan et à doubler le principal corridor de transport est-africain actuel de Mombasa à l'Ouganda. Ce projet place les terres du delta en position stratégique, et il est planifié que l'eau potable pour ce grand port provienne du delta. En raison de la proximité de ce grand projet la question se pose de savoir si le véritable objectif des acquisitions de terre à grande échelle n'était pas de procurer de vastes superficies de terre à bon marché, dans un contexte général d'une « ruée sur les terres » à l'échelle globale (Anseeuw *et al.* 2012) plutôt que de produire des agro-carburants. Cette spéculation foncière est en tout cas l'un des facteurs explicatifs de l'âpre lutte pour le contrôle politique dont la circonscription politique du Tana River County a fait l'objet à partir de 2012.

Un conflit meurtrier en 2012 et 2013

- 8 L'année 2012 a en effet marqué un tournant pour le delta : l'imbrication des tensions pour l'eau, des oppositions aux projets et des manœuvres pré-électorales ont fait basculer le delta dans un conflit meurtrier qui a fait plus de 200 victimes.
- 9 L'année 2012 est une année peu pluvieuse. Une grande partie du maïs a séché sur pied obligeant les agriculteurs Pokomo à planter un riz de survie dans la plaine centrale à partir du mois de juillet (Figure 2). L'absence de pluies avant l'inondation des plaines a aussi eu un effet négatif sur la pousse du pâturage, qui est quasiment inexistant au mois de juillet. Les troupeaux se concentrent eux aussi dans la plaine centrale, où le balancement des marées favorise l'inondation, deux fois par jour, d'une étroite bande de terre. Début août 2012, la pénétration d'un troupeau mené par des bergers Orma dans un champ Pokomo déclenche la colère des Pokomo : un berger Orma est tué. Les Orma mènent une attaque de représailles au village de Kau qui fait trois victimes Pokomo. Le 22 août, un groupe de jeunes hommes Pokomo armés et vêtus d'uniformes attaque un hameau Orma isolé (Riketa). Le village est brûlé et les habitants, surtout des femmes et

des enfants, assassinés. On dénombre une cinquantaine de victimes et de nombreux blessés. En septembre et octobre, des attaques similaires sont conduites par les deux communautés portant le total à plus de 200 victimes. À partir du mois de septembre 2012, les forces de police et en particulier le redouté General Service Unit (GSU, branche paramilitaire de la police nationale) sont déployés dans le delta pour mettre fin aux affrontements, et ce en employant des méthodes violentes (villages brûlés, passages à tabac). Une commission d'enquête est nommée et dirigée par Lady Justice Grace Nzyoka.

Figure 2 : Riz de survie planté par des femmes Pokomo dans la plaine centrale (Juillet 2012)



© S. Duvail

- 10 L'événement à l'origine du conflit donne l'apparence d'un classique conflit éleveurs/agriculteurs qui aurait dégénéré et c'est cette perception des faits qui a été largement relayée dans la presse internationale. Il est vrai que les affrontements entre Pokomo et Orma ne sont pas inhabituels. Ils se sont produits de façon récurrente et particulièrement les années sèches (Miller 1981, Kagwanja 2003, Ahluwalia 2007). Cependant ce type de conflit était généralement réglé par une rencontre entre les conseils d'anciens des deux groupes (Kagwanja 2003, Duvail *et al.* 2012). Ce qui est inhabituel dans ce conflit, c'est à la fois l'incapacité des conseils des anciens à enrayer l'escalade de la violence, le mode opératoire (des milices en uniforme attaquant femmes et enfants) et le très jeune âge des attaquants.
- 11 La période de déclenchement du conflit est un élément important de sa compréhension : les premières attaques ont eu lieu au moment de l'enregistrement sur les listes électorales, pour les élections de mars 2013¹. Le Kenya est un pays où le clientélisme politique mobilise sur une base ethnique, à l'origine d'un « tribalisme politique » (Lonsdale 1994, Klopp 2002), qui se traduit par des manifestations de violence récurrentes lors des élections (Lafargue & Katumanga 2008). Dans le delta du Tana, depuis de

nombreuses années, les sièges de députés revenaient aux Pokomos. Cependant, le recensement démographique de 2009 a révélé que le clan Pokomo souffrait d'une diminution numérique relative de sa population, principalement du fait de l'installation de groupes Wardei et Somali, alliés politiques traditionnels des Ormas : en 2009 les Pokomo ne représentent qu'environ 30 % de la population du District. Cette tension électorale donne du crédit à la thèse d'un conflit organisé opportunément pour influencer le résultat de l'élection, en perturbant l'enregistrement des électeurs. De fait, on estime à environ 34 000 le nombre de déplacés (Kirchner 2013) et le taux d'enregistrement des électeurs a été l'un des plus faibles du pays (The Carter Centre 2013). Malheureusement, les résultats de la commission d'enquête n'ont jamais été rendus publics, malgré des appels répétés de plusieurs ONG et groupes locaux. De plus, l'ordinateur portable de Lady Justice Grace Nzyoka, qui contenait tous les documents et témoignages, a été volé lors d'une séquestration de sa famille dans sa maison privée en janvier 2013, la veille de la remise de son rapport d'enquête au président Kibaki. Une version a néanmoins été remise au gouvernement quelques mois plus tard mais gardée confidentielle.

Usages et limites de la cartographie participative pour représenter le territoire du Tana

- 12 C'est dans cet espace parcouru de tensions environnementales, politiques, économiques, foncières et électorales, dont la combinaison mène au conflit de 2012, qu'ont été menés deux projets de recherche « Eaux et Territoires »². L'un des objectifs initiaux des projets était de décrire les différents modèles de développement territoriaux, leur réception par les acteurs locaux et d'envisager de façon prospective les possibles impacts de plusieurs scénarios hydrologiques et territoriaux associés (Gautier & Belanger 2016). Le projet PACTER (2011-2014) est allé au-delà de cet objectif : au programme initial qui était de d'explorer les impacts possibles des projets d'agro-carburants, s'est ajoutée la volonté de comprendre l'imbrication des causes passées et actuelles dans le déclenchement de ce conflit et d'observer les moyens mis en œuvre par les ONG et les services de l'État pour le résoudre.
- 13 Dans la période pré-conflit (de 2008 à 2012), forts des résultats qu'une pratique de la cartographie participative avait donné en Tanzanie (Duvail *et al.* 2005), et cherchant à comprendre les droits coutumiers d'accès et d'usage de l'espace du delta, nous avons expérimenté plusieurs exercices de cartographie participative, réalisés en complément d'entretiens sociologiques : à Ozi (village Pokomo situé à proximité de l'embouchure du Tana), à Didawaride (village Orma installé sur la terrasse Nord-Ouest du delta), à Shirikisho (village Pokomo installé dans la plaine inondable au Sud-Est du delta et à Kikomo (village Orma installé dans la plaine centrale) (Figure 1).
- 14 Ces exercices, pratiqués dans des villages voisins de la plaine inondable, ont toujours été de bons moments collectifs, mais peu productifs sur le plan de la cartographie. Les individus invités à y participer, que ce soient des personnes sollicitées individuellement, des groupes réunis de façon spontanée ou proposés par le chef de village, une partie des conseils des anciens, se sont prêtés volontiers aux questions de géographes et des anthropologues pendant de longues discussions portant sur le partage des espaces, les règles et institutions de gestion des ressources et des espaces, le calendrier d'utilisation

de la plaine. Ils ont, en revanche, montré de la réticence à cartographier l'espace du delta et particulièrement celui des plaines inondables centrales. Dans le village de Kikomo, une des cartographies recueillie a été la copie de mémoire d'une carte produite par l'auteur (et montrée après l'exercice).

- 15 Ce qui a été cartographié volontiers par les habitants ce sont les espaces autour du village et appropriés sans conteste (les rizières familiales autour du village d'Ozi, les parcours d'élevage sur les terrasses avec le nom des différents points d'eau pour les Ormas) (Figure 3).

Figure 3 : Parcours des éleveurs Orma sur les terrasses autour du delta



Cartographie réalisée au village de Didawaride

- 16 Une variation de l'exercice, qui nous a semblé faire plus de sens et qui est plus proche des méthodologies classiques de la géographie (observations et profils paysagers, cartographie de terroirs) a consisté à parcourir la plaine inondable avec les usagers en prenant des points GPS des éléments constitutifs du paysage et des lieux occupés (camps de pêche, champs de décrue, campement pour le bétail), ou montrés (repères de partage de l'espace). Ces visites de terrain ont permis de mieux comprendre au fil des saisons et des discussions, les règles de partage de l'espace entre agriculteurs, éleveurs et pêcheurs et les zones de conflits.
- 17 Cette difficulté à produire une carte collective de façon « participative » dans le delta du Tana (et par contraste la bonne volonté voire l'enthousiasme des participants à ce même exercice en Tanzanie) nous semble lié à trois raisons principales développées ci-dessous : a/l'inadaptation de la cartographie à la représentation d'un espace dynamique dont le partage est négocié socialement ; b/l'injonction de la cartographie participative à produire une vision commune ; c/son inopérabilité dans un espace marqué par une insécurité foncière, des tensions politiques et un conflit de visions quant à son avenir.

a/ La cartographie est mal adaptée à l'espace dynamique et multi-usage d'un delta

- 18 Le régime hydrologique du fleuve est bi-annuel avec deux pointes de crue, en mai et en octobre, présentant une forte variabilité interannuelle. À l'échelle saisonnière, le milieu physique du delta est donc soumis à une forte variation de l'extension de la crue. Ces variations saisonnières ont une incidence sur la production des ressources (Duvail *et al.* 2014) : certaines années sont favorables à la culture de décrue dans la plaine inondable et à la production de riz dans les rizières proches de l'embouchure. Une bonne inondation va favoriser la production halieutique avec un ratio grossier de production de 50 kilos par ha/an (Welcomme 1979). Lorsque l'inondation est synchronisée avec la pluie, des pâturages riches en *Echinochloa stagnina* peuvent se développer (Leauthaud 2013).
- 19 À ces variations saisonnières de l'inondation sont associées des transformations géomorphologiques visibles à l'échelle de l'année : le fleuve Tana a une forte charge en sédiments (Geeraert *et al.* 2015) qui, déposés et remobilisés, redistribuent les eaux entre les différents canaux et font apparaître et disparaître les lacs et mares de la plaine centrale. Ainsi la branche sud du fleuve (**Oda**), qui historiquement possédait les plus grands débits s'est asséchée au profit de la branche nord (**Matomba**) après les crues exceptionnelles associées aux phénomènes El Niño de 1998 ; plus récemment, le grand lac central de Bilisa Boka, peu profond, cartographié en 2010 a quasiment disparu en 2017. Un autre lac s'est formé plus au nord. Historiquement cette dynamique du fleuve a été fortement modifiée par des interventions humaines (par exemple le creusement du canal Belazoni).
- 20 À l'échelle des cinquante dernières années, l'écrêtement des crues par les barrages construits en amont a diminué l'amplitude des crues (Maingi & Marsh 2002) avec des conséquences importantes sur les paysages du delta : assèchement de lacs temporaires et de chenaux (Figure 4), colonisation des plaines non inondées par une végétation d'acacias, salinisation des zones de riziculture pluvio-tidale dans la partie estuarienne ; érosion côtière autour de l'embouchure.

Figure 4 : Assèchement de la branche Oda (Février 2010)



© S. Duvail

- 21 Du fait de cette variabilité, la mobilité du peuplement dans l'espace du delta est forte : l'implantation actuelle des villages dans la partie la plus en aval du delta (Didawaride, Ozi) date du début des années soixante : avant cette date, tant les Pokomo que les Orma fréquentaient la partie estuarienne du delta, mais les villages étaient implantés plus en amont. La grande inondation de 1998 a elle-même modifié l'emplacement des villages autour des deux branches principales. À l'échelle de la décennie le delta a vu l'arrivée de population Wardei, Somali ainsi que Giriama.
- 22 Autre dynamique importante des usagers, à l'échelle saisonnière, les éleveurs effectuent un circuit de migration qui les amène sur les terrasses surplombant le delta en saison des pluies et dans la plaine centrale à la décrue : à l'intérieur même de la plaine, les bergers circulent avec les troupeaux occupant des campements temporaires, tandis que les pêcheurs occupent des campements de pêche. En cas de sécheresse les agriculteurs sont eux-mêmes contraints de cultiver autour des espaces inondés par le balancement des marées.
- 23 Du fait de cette mobilité spatiale et temporelle, l'espace de la plaine centrale n'est pas approprié de façon exclusive par un groupe, par une communauté, mais plutôt partagé voire disputé par de multiples utilisateurs. Miller (1981) montre bien que les conflits dans le Tana étaient récurrents entre Pokomo et Orma depuis le XIX^e siècle mais que des espaces de négociation leur permettaient de résoudre ces conflits à travers des institutions de dialogue entre Conseil d'anciens Pokomo (*Gasa*) et Conseil d'anciens Orma (*Matadeda*). Ces deux conseils d'anciens ont entretenu jusqu'à aujourd'hui un dialogue qui est a été maintes fois mis en valeur lors des entretiens sociologiques : ils peuvent se réunir à propos de conflits sur les ressources naturelles mais aussi sur des sujets de droit

commun. Des cérémonies de réconciliation peuvent être organisées autour d'un repas, appelées *Ibisa* selon Martin (2012). En cas d'année sèche des couloirs de passage du bétail pour l'accès des troupeaux à la rivière (*malka*) sont organisés (Duvail *et al.* 2012).

- 24 Une cartographie qui pose des frontières figées dans le temps, est mal adaptée à la représentation d'un tel espace dynamique dont la gestion est négociée au quotidien. Comme cela a été montré pour d'autres deltas et plaines inondables en Afrique, dans ce type d'espaces multi-usages où la disponibilité des ressources naturelles est dépendante du rythme des crues, il est important que les droits d'accès aux espaces et de gestion des ressources naturelles ne soient pas figés (Cormier Salem 1991, Le Roy *et al.* 1996, Duvail *et al.* 2001, Barrière & Barrière 2002). Plus généralement, nombreux sont les auteurs à avoir souligné qu'en dehors de sociétés occidentales agricoles organisées selon un cadastre et un droit privé, la notion de frontière est peu pertinente (Bonnemaison 1981). Les sociétés sont plutôt organisées en réseaux (Retailé 1993) ou de façon topocentrique (Liberski-Bagnoud 2002).

b/ Une seconde difficulté tient au caractère collectif de l'exercice

- 25 Un des présupposés de la cartographie participative est de chercher à faire émerger une vision commune du territoire. Cette injonction du collectif est présente dès l'origine des premiers mouvements de cartographies participatives dans les années 1970, tant dans les mouvements politiques inspirés des idéaux engagés de Paulo Freire (Freire 1970) que parallèlement dans le champ très différent des « Rapid Rural Appraisal » (Chambers 1994). À ces outils de MARP, inspirés des méthodes de marketing, on peut reprocher d'avoir simplifié les méthodes d'enquêtes et d'avoir popularisé les outils de *focus group*. Pour Philippe Lavigne Delville, ces « marpistes » ont créé une illusion communautaire (Lavigne Delville 2011). De fait, la cartographie participative partage les inconvénients de la pratique des *focus groups* (Kidd & Parshall 2000, Stokes & Bergin 2006) et plus généralement ceux du mouvement « participatif » au sens large (Lavigne Delville 2007).
- 26 Faire émerger une vision collective sur un territoire quel qu'il soit est d'autant plus délicat que le territoire est par définition une notion subjective, multiforme. Il s'agit d'une notion très travaillée en géographie, sorte de boîte noire de la discipline (Moine 2006), polysémique et ayant fait l'objet de multiples définitions : depuis Bonnemaison (1981, qui insiste sur un territoire comme incarnation de la relation symbolique entre la culture et l'espace, un « espace vécu ») à Di Meo pour qui le territoire est multidimensionnel, à la fois matériel, relevant de la psyché individuelle et des représentations collectives (Di Meo 1998), en passant par Brunet pour qui le territoire est simplement un espace approprié (Brunet 1990). Toutes ces définitions s'accordent sur la complexité de la notion et la multiplicité des formes qu'un groupe social peut entretenir avec un lieu. Il est donc paradoxal qu'au cours d'exercice collectif la cartographie cherche à construire une « carte consensuelle », il s'agit presque d'un oxymore.
- 27 Cela peut se produire dans le cas d'une communauté soudée, lorsque des institutions de sa gestion existent et y sont opérantes ou lorsque la cartographie est utilisée pour donner à voir des frontières à l'extérieur ou se faire reconnaître par l'État. Ce sont des cas où les subjectivités sont estompées. Par exemple dans notre expérience précédente dans le Rufiji en Tanzanie, les villageois étaient soudés autour de l'objectif de créer une réserve forestière villageoise tel que le permettait les nouvelles lois de décentralisation (Duvail *et al.* 2005).

- 28 Dans le delta du Tana la perception de l'espace est très différenciée selon les groupes ethniques : aux Pokomo qui ont une perception plus géométrique de l'espace, centrée sur la parcelle agricole qu'ils voudraient voir privatiser, s'oppose la vision des éleveurs (Orma, Wardei et Somali) qui ont plutôt des perceptions en réseau de leur territoire ayant pour nœud les points d'eaux et des zones de pâturages (Figure 4), qu'ils souhaitent conserver dans un espace commun accessible au groupe. À cela s'ajoutent des différences de perceptions entre jeunes et anciens (ce qu'a révélé le conflit de 2012), entre hommes et femmes, entre élites urbaines et ruraux. Il est donc fallacieux de faire reposer l'exercice de cartographie sur le présupposé qu'une cartographie collective consensuelle puisse être produite.

c/ Les incertitudes du foncier dans l'espace du Tana

- 29 La gêne occasionnée par les exercices de cartographie participative a enfin et surtout des raisons juridiques. Aucune des utilisations coutumières de l'espace pour l'agriculture l'élevage ou la pêche n'ont de pendant juridique. Les droits d'accès et d'usage du delta sont tous coutumiers. À l'indépendance, les terres de la bande côtière située au nord de Malindi (et le delta du Tana en particulier) sont passées d'un statut de « terre de la couronne » sous la colonisation à un statut de terre gouvernementale à l'indépendance, à l'exception de quelques îlots de *trustland* (Duvail *et al.* 2012, Smalley and Corbera 2012). Pourtant à la même époque toutes les autres régions semi-arides du nord du pays, elles aussi « terres de la Couronne », changeaient de statut pour devenir des *trustlands* dont la gestion était confiée aux autorités locales. Le statut principalement gouvernemental des terres du delta du Tana fait donc figure d'exception dans la région côtière, probablement parce que le nouvel État kenyan avait, dès l'indépendance, réservé l'option de développer plus tard des projets d'irrigation, dans la continuité des projets anglais planifiés mais non réalisés. De fait, c'est sur ces terres gouvernementales, confiées à l'agence de bassin TARDA, que les projets d'irrigation à grande échelle ont vu le jour (projet du Tana Delta Irrigation Project construit à partir de 1988 et de Mumias Sugar planifié à partir de 2007). D'ailleurs entre 2008 et 2012 une certaine unité a émergé entre les deux groupes, Orma et Pokomo, lorsqu'ils s'opposèrent au projet de Mumias Sugar et que leurs leaders déposèrent ensemble un recours devant les tribunaux (Duvail *et al.* 2010), recours qu'ils gagnèrent en 2016. Cependant chaque groupe est pour l'avenir porteur d'une vision de l'espace opposée : les Pokomo sont en faveur d'un accès à la propriété privée et d'une délimitation des terres, tandis que les Orma préfèrent que la plaine centrale devienne propriété communale, rendue possible par le Community Land Act 2016 dans le prolongement de la nouvelle constitution de 2010.

Une inflation de la cartographie participative dans une situation post-conflit

- 30 Du fait des limitations présentées plus haut, on peut même penser que la cartographie participative est un outil risqué à utiliser dans le contexte conflictuel du delta du Tana où l'imbrication et la complexité des tensions, le traumatisme laissé par les conflits, nécessitent que soient déployés des processus prudents de dialogue. Pourtant et paradoxalement, la cartographie et le zonage de l'espace est l'outil privilégié des ONG et des services de l'État dans cette période post-conflit.

- 31 Alors que d'autres cas d'étude en Afrique de l'Est ont montré que ces méthodes s'appliquent mal aux situations foncières complexes et particulièrement aux parcours des éleveurs (Hodgson et Schroeder 2002), ou aux territoires où le dialogue entre les citoyens et l'État est inexistant (Bauer 2009), on assiste à une véritable inflation du recours à la participation dans les pays du Sud, tant dans les projets de développement local mis en œuvre par des ONG (Amelot 2013) que dans les projets gouvernementaux.
- 32 Au-delà des critiques sur l'illusion de la participation qui s'appliquent au delta du Tana (Delville 2011, Reyes-García *et al.* 2012, Amelot 2013), la situation est compliquée par le grand nombre de processus participatifs concomitants, leurs contradictions spatiales, voire leurs incompatibilités.
- 33 En 2017, on compte ainsi plusieurs processus parallèles de zonage des espaces du delta :
- Un premier processus de zonage a été initié par l'ONG kenyane Nature Kenya sur financements anglo-saxons (Royal Society for the Protection of Birds, Birdlife International) ayant mobilisé l'État Kenyan à travers une « Deltas Task Force » auprès du cabinet du Premier ministre (cabinet supprimé par la mise en œuvre de la constitution de 2010, le poste de Premier ministre ayant été aboli). Ce groupe de travail a été intégré dans la « Kenya Water Towers Agency » mais sans financement externe. Ce travail, qui a abouti à la rédaction de deux documents : la définition d'un « Strategic Environmental Assessment » (Odhengo *et al.* 2014a) et d'un « Land Use Planning » (Odhengo *et al.* 2014b) est promu par l'ONG comme un processus de participation exemplaire. Les premières critiques émises par les acteurs de terrain concernent la position politique de Nature Kenya et en particulier de son personnel de terrain pendant le conflit de 2012, ressentie comme ouvertement pro-Pokomo, et donc leur capacité à jouer le rôle de médiateur autour d'un zonage qui promeut l'attribution de terres en propriété privée.
 - En parallèle, la zone humide du Tana est devenue un site Ramsar depuis 2012. Kenya Wildlife Service est le « point focal » pour la convention de Ramsar et le gestionnaire théorique de la zone humide. Dans ce cadre il a bénéficié de financements (2010-2017) de la Banque Mondiale dans le cadre du projet « Kenya Coastal Development Project » (40 M USD) pour développer un plan de gestion et un zonage du delta (Aryal 2015).
 - L'agence nationale de l'environnement NEMA (National Environment Management Authority) revendique aussi sa compétence en matière de gestion des zones humides et développe un plan de gestion pour le site Ramsar avec sa propre cartographie. Une première version a été validée en juin 2016.
 - Face à ces processus, le Ministry of Land a fait valoir à plusieurs reprises sa compétence en matière de cadastre et remet en cause les documents qui s'appuient sur des droits coutumiers.
 - La Kenya Land Alliance avec l'appui de la FAO a lancé une initiative pour une reconnaître la plaine centrale comme « terres communautaires », nouvelle catégorie introduite par la constitution de 2010. Cependant les premières visites de terrain ont mis en œuvre des méthodes de cartographie participatives rapides, qui tiennent peu compte du contexte politique.
 - Une ONG « North Coast Conservation » créée par l'ONG américaine « The Nature Conservancy » a fait de la cartographie participative l'outil privilégié de la création d'aires protégées sur le modèle des *Conservancies* sur de vastes espaces et se pose en représentante des communautés, représentativité dont la réalité reste à vérifier.
 - Les équipes techniques du County de Lamu ont développé des cartographies en appui à une planification dans le County, qui intègre des éléments de cartographie participative.

- 34 Ces différents plans ne correspondent pas à des processus participatifs inclusifs, transparents, informés. Ils sont rapidement réalisés par des consultants, en contournant les institutions locales, selon des discussions en circuit fermé avec les élites locales. Ils sont producteurs d'inégalités et de tensions nouvelles. L'inflation des outils de zonage, produits à partir de cartographie dite « participative » dans ces différents programmes est représentative de la compétition entre ONG et services de l'État engagés dans une course aux financements. Le delta, qui était auparavant aux marges de l'État kenyan mais qui a été très médiatisé du fait du conflit, est devenu une véritable manne du développement. Il est certes particulièrement délicat d'élaborer un plan évolutif et adapté aux dynamiques de gestion locale, avec une plasticité suffisante pour accompagner les stratégies adaptatives des communautés agricoles et pastorales et capable de générer un dialogue ouvert sur la gestion des ressources entre les différents acteurs locaux, nationaux et internationaux. Mais dans tous les cas, un plan de gestion basé sur un zonage du territoire risque de renforcer et de cristalliser les tensions présentes. Par la fixation de frontière, il affaiblirait la flexibilité des stratégies élaborées par les usagers pour s'adapter aux différents scénarios de crue.
- 35 Avant de produire un partage cartographique de l'espace, d'autres outils seraient à explorer en priorité : par exemple des concertations sur le choix du modèle de propriété foncière, la promotion d'institutions de dialogue s'appuyant sur les institutions coutumières, le développement d'objectifs communs aux différents groupes concernant la gestion de l'eau (amont-aval ; mais aussi inter-branches du fleuve dans le delta : Oda/Matomba). Plus qu'une réflexion sur le zonage, une gestion de ce territoire deltaïque devrait prévoir la conservation voire la restauration d'un rythme de crue en aval des barrages existants et à venir, moteur de la productivité des économies locales.

Conclusion

- 36 Depuis 2013, la cartographie participative est un outil fortement mobilisé dans des processus d'aménagement du territoire du delta du Tana, processus qui se veulent participatifs. Il s'agissait pourtant d'un outil déjà difficile à mettre en œuvre avant le conflit de 2012-2013 et qui présente un risque de cristallisation des multiples tensions.
- 37 Malgré l'intéressant changement de paradigme opéré par l'outil de cartographie participative, il ne peut s'agir d'une panacée : l'exercice doit être pratiqué avec précaution dans des espaces parcourus de tensions économiques, foncières et marqués par des conflits.
- 38 S'il y a consensus entre les institutions et les acteurs de la gestion des ressources naturelles et du foncier, l'exercice de cartographie participative peut très certainement venir en accompagnement de la gestion du territoire. Il est un outil mobilisable par les chercheurs pour comprendre et enregistrer les relations des habitants à leur territoire.
- 39 Si une forme d'insécurité foncière est ressentie, les habitants utilisent la carte pour réaffirmer les limites de leur territoire vis-à-vis de l'extérieur. C'est seulement avec une bonne connaissance des enjeux fonciers et des conséquences qu'aura la production de la carte que les chercheurs peuvent participer à la démarche de cartographie participative.
- 40 Dans une situation de conflits fonciers, l'utilisation de la cartographie participative est mal adaptée voire risquée : l'outil est mobilisé par les différentes parties pour revendiquer des droits sur l'espace contesté ou en annexer une partie, et peut alimenter

un regain de tensions. Sur ces terrains, à l'exemple du delta du Tana, il est illusoire de pouvoir faire émerger une vision consensuelle du territoire : une clarification des propriétés foncières, une gouvernance qui s'appuie sur des institutions de dialogue, le développement d'objectifs communs quant à la gestion de l'eau restent des priorités.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahluwalia P. 2007 – The vulgarization of politics: Ethnic violence in Kenya. *In* : Ahluwalia P., Bethlehem L. & Ginio R. (Ed.) *Violence and non violence in Africa*. New York, Routledge : 44-62.
- Amelot X. 2013 – Cartographie participative pour le développement local et la gestion de l'environnement à Madagascar : empowerment, impérialisme numérique ou illusion participative ? *L'Information géographique* 77 (4) : 47-67.
- Anseeuw W., Alden Wily L., Cotula L. & Taylor M. 2012 – *Land Rights and the Rush for Land: Findings of the Global Commercial Pressures on Land Research project*. Rome, International Land Coalition, 72 p.
- Aryal D. 2015 – Coastal Development Project: facilitating participatory social, livelihoods, and economic enhancement for VMGS in the Coastal region of Kenya. World Bank, [En ligne] URL : <http://documents.worldbank.org/curated/en/524561468048855807/Kenya-Coastal-Development-Project-facilitating-participatory-social-livelihoods-and-economic-enhancement-for-VMGS-in-the-Coastal-region-of-Kenya> Consulté le 01/06/2017.
- Barrière O. & Barrière C. 2002 – *Un droit à inventer. Foncier et environnement dans le Delta intérieur du Niger (Mali)*. Paris, IRD, 476 p. (À travers champs).
- Bauer K. 2009 – On the politics and the possibilities of participatory mapping and GIS: using spatial technologies to study common property and land use change among pastoralists in Central Tibet. *Cultural geographies* 16 (2) : 229-252.
- Bonnemaison J. 1981 – Voyage autour du territoire. *L'Espace géographique* 10 (4) : 249-262.
- Brunet R. 1990 – *Le territoire dans les turbulences*. Paris, Reclus, 223 p.
- Chambers R. 1994 – The origins and practice of participatory rural appraisal. *World Development* 22 (7) : 953-969.
- Chapin M., Lamb Z. & Threlkeld B. 2005 – Mapping indigenous lands. *Annu. Rev. Anthropol.* 34 : 619-638.
- Coret C. 2014 – Mobilités contraintes, mobilités choisies ? *Hypotheses* 17 : 187-196.
- Cormier-Salem M.-C. 1991 – Pêcheurs migrants et paysans-pêcheurs : deux modèles de gestion de l'espace irréductibles ? *In* : Durand J.-R., Lemoalle J. & Weber J. (Ed.) *La recherche scientifique face à la pêche artisanale = Research and small-scale fisheries*. Paris, ORSTOM : 621-629.
- Cronkleton P., Albornoz M.A., Barnes G., Evans K. & De Jong W. 2010 – Social Geomatics: Participatory Forest Mapping to Mediate Resource Conflict in the Bolivian Amazon. *Human Ecology* 38 (1) : 65-76.
- Di Meo G. 1998 – *Géographie sociale et territoire*. Paris, Nathan, 320 p.

- Duvail S., Mietton M. & Gourbesville P. 2001 – Gestion de l'eau et interactions société-nature le cas du delta du Sénégal en rive mauritanienne. *Nature Sciences Sociétés* 9 (2) : 5-16.
- Duvail S., Hogan R., Mwambeso P., Nandi R.X., Elibariki R. & Hamerlynck O. 2005 – Apport de la cartographie à la gestion locale des ressources renouvelables dans les villages du district de Rufiji (Tanzanie). *Norois, Géographie du littoral : approche géomatique* 196 : 51-66.
- Duvail S., Médard C. & Paul J.L. 2010 – Les communautés locales face aux grands projets d'aménagement des zones humides côtières en Afrique de L'Est. *Politique Africaine* 117, mars 2010 : 149-172.
- Duvail S., Médard C., Hamerlynck O. & Wanja Nyingi D. 2012 – Land and water grabbing in an east african coastal wetland: the case of the Tana delta. *Water alternatives* 5 (2) : 322-343.
- Duvail S., Hamerlynck O. & Paul J.L. 2014 – Une zone humide partagée, un territoire disputé : les enjeux de la mise en patrimoine du delta du Tana au Kenya. In : Ferry. L. & Mietton M. (Ed.) *Chemins et territoires de l'eau dans les pays de la ceinture tropicale : Ressource et Patrimoine*. Dynamiques Environnementales 32. Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux : 142-165.
- Duvail S., Hamerlynck O., Paul J.L. & Nyingi D. W. 2016 - Crues, services écosystémiques et économies locales des basses vallées en Afrique de l'Est. In : Goeldner-Gianella L., Barreteau O., Euzen A., Pinon-Leconte M., Gautier Q. & Arnould P. (Ed.) *Concilier la gestion de l'eau et des territoires*, Paris, Editions Johanet : 177-200.
- Ensminger J. & Rutten A. 1991 – The Political Economy of changing property rights. Dismantling a pastoral commons. *American Ethnologist* 18 (4) : 683-699.
- Freire P. 1970 – *Pedagogy of the Oppressed*. New York, Continuum, 186 p.
- Gautier Q. & Belanger L. 2016 – *Eaux et territoires agricoles : dépasser les contradictions ? Résultats de sept projets de recherche*. Commissariat Général au Développement Durable.
- Geeraert N., Omengo F.O., Tamooch F., Paron P., Bouillon S. & Govers G 2015 – Sediment yield of the lower Tana River, Kenya, is insensitive to dam construction: sediment mobilization processes in a semi-arid tropical river system. *Earth Surface Processes and Landforms* 40 (13) : 1827-1838.
- Government of the Republic of Kenya 2007 – *Kenya Vision 2030*. Nairobi, Government of the Republic of Kenya.
- Habert E. [2017] – De l'État au citoyen, redistribution des cartes : éléments d'une histoire de la cartographie. *Revue d'ethnoécologie* 11.
- Hamerlynck O., Nyunja J., Luke Q., Nyingi D., Lebrun D. & Duvail S. 2010 – The communal forest, wetland, rangeland and agricultural landscape mosaics of the lower Tana, Kenya: a socio-ecological entity in peril. In : Bélair C., Ichikawa K., Wong B.Y. & Mulongov J. (Ed.) *Sustainable use of biological diversity in socio-ecological production landscapes: background to the Satoyama initiative for the benefit of biodiversity and human well-being*. Montréal, Secretariat of the Convention on Biological Diversity : 54-62.
- Hodgson D.L. & Schroeder R.A. 2002 – Dilemmas of Counter-Mapping Community Resources in Tanzania. *Development and Change* 33 (1) : 79-100.
- Kagwanja P.M. 2003 – Globalizing Ethnicity, Localizing Citizenship: Globalization, Identity Politics and Violence in Kenya's Tana River Region. *Africa Development* 28 (1).
- Kenya Government 1994 – National Development Plan 1994/1996. Nairobi: Kenya.
- Kidd P.S. & Parshall M.B. 2000 – Getting the Focus and the Group: Enhancing Analytical Rigor in Focus Group Research. *Qualitative Health Research* 10 (3) : 293-308.

- Kirchner K. 2013 – Conflicts and Politics in the Tana Delta, Kenya: an Analysis of the 2012-2013 Clashes and the General and Presidential Elections 2013. Master, Leiden University, 138 p.
- Klopp J.M. 2002 – Can moral ethnicity trump political tribalism? The struggle for land and nation in Kenya. *African Studies* 61 (2) : 269-294.
- Lafargue J. & Katumanga M. 2008 – Élections et violences au Kenya. *Politique Africaine* 109 : 107-121.
- Lavigne Delville P.L. 2011 – Du nouveau dans la « participation » ? : populisme bureaucratique, participation cachée et impératif délibératif. In : *Une anthropologie entre pouvoirs et histoire : conversations autour de l'œuvre de Jean-Pierre Chauveau*. Paris, Karthala, IRD : 161-188.
- Le Roy E., Karsenty A. & Bertrand A. 1996 – *La sécurisation foncière en Afrique: pour une gestion viable des ressources renouvelables*. Paris, Karthala, 392 p.
- Leauthaud C. 2013 – *De l'influence des crues sur les services écosystémiques des prairies inondables. Application à la production fourragère dans le delta du fleuve Tana, au Kenya*. Thèse, Université de Montpellier II.
- Leauthaud C., Belaud G., Duvail S., Moussa R., Grunberger O. & Albergel J. 2013a – Characterizing floods in the poorly gauged wetlands of the Tana River Delta, Kenya, using a water balance model and satellite data. *Hydrol. Earth Syst. Sci.* 17 (8) : 3059-3075.
- Leauthaud C., Duvail S., Hamerlinck O., Paul J.L., Cochet H., Nyunja J., Albergel J. & Grünberger O. 2013b – Floods and livelihoods: The impact of changing water resources on wetland agro-ecological production systems in the Tana River Delta, Kenya. *Global Environmental Change* 23 (1) : 252-263.
- Liberski-Bagnoud D. 2002 – Les dieux du territoire : penser autrement la généalogie. Paris, CNRS Éditions, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 244 p. (Chemins de l'Ethnologie).
- Lonsdale J. 1994 – Moral Ethnicity and Political Tribalism. In : Kaarsholm P. & Hultin J. (Ed.) *Inventions and Boundaries: Historical and Anthropological Approaches to the Study of Ethnicity and Nationalism*. Roskilde, Roskilde University : 131-150.
- Mainigi J.K. & Marsh S.E. 2002 – Quantifying hydrologic impacts following dam construction along the Tana River, Kenya. *Journal of Arid Environments* 50 (1) : 53-79.
- Martin P. 2012 – Conflicts between pastoralists and farmers in Tana River District. In : Witsenburg K. & Zaal F. (Ed.) *Spaces of insecurity : human agency in violent conflicts in Kenya*. Leiden: African Studies Centre : 167-193.
- Miller D.L. 1981 – *Social Formations in Transitions: Social and Economic Change in the Lower Tana Valley, Kenya, 1850-1939*. History - Dissertations 70.
- Moine A. 2006 – Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie. *L'Espace géographique* 35 (2) : 132.
- Mukhwana L.V., Luke Q., Delmas E., Otoi K., Hamerlynck O., Vandepitte L. & Adkins B. 2016 – Ecosystem services and carbon stocks of the terraces of the Lower Tana River Floodplains and Delta, Kenya. *African Journal of Aquatic Science* 41 (1) : 119-125.
- Odhengo P., Matiku P., Nyangena J., Wahome K., Opa B., Munguti S., Koyier G., Nelson P. & Mnyamwesi E. 2014a – *Tana River Delta Strategic Environmental Assessment*. Nairobi, Kenya, Ministry of Lands.
- Odhengo P., Matiku P., Waweru P., Guda D. Kinara T., Kathike S., Mnyamwesi E., Munguti S., Nelson P. & Koyier G. 2014b – *Tana River Delta Land Use Plan*. Nairobi, Kenya, Ministry of Lands.

Palsky G. 2010 – Cartes participatives, cartes collaboratives. La cartographie comme maïeutique. *CFC* 205 : 49-59.

Peluso N.L. 1995 – Whose woods are these? Counter-mapping forest territories in Kalimantan, Indonesia. *Antipode* 27 (4) : 383-406.

Retaillé D. 1993 – Afrique : le besoin de parler autrement qu'en surface. *Espaces Temps* 51 (1) : 52-62.

Reyes-García V., Orta-Martínez M., Gueze M., Luz A.C., Paneque-Gálvez J., Macía M. J., Pino J. & TAPS Bolivian Study Team 2012 – Does participatory mapping increase conflicts? A randomized evaluation in the Bolivian Amazon. *Applied Geography* 34 : 650-658.

Robert P. de & Duvail S. 2016 – « Mettre en carte » le territoire. Les enjeux de la cartographie participative aux Suds. *Revue d'ethnoécologie* 9.

Sieber R. 2006 – Public Participation Geographic Information Systems: a Literature Review and Framework. *Annals of the Association of American Geographers* 96 (3) : 491-507.

Sletto B.I.S. 2009 – We Drew What We Imagined. Participatory Mapping, Performance, and the Arts of Landscape Making. *Current Anthropology* 50 (4) : 443-476.

Smalley R. & Corbera E. 2012 – Large-scale land deals from the inside out: findings from Kenya's Tana Delta. *Journal of Peasant Studies* 39 (3-4) : 1039-1075.

Stokes D. & Bergin R. 2006 – Methodology or “methodolatry”? An evaluation of focus groups and depth interviews. *Qualitative Market Research: An International Journal* 9 (1) : 26-37.

The Carter Centre 2013 – Observing Kenya's March 2013 National Elections. Atlanta, The Carter Centre. [En Ligne] URL : https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace_publications/election_reports/kenya-final-101613.pdf : accédé le 01/06/2017 - 144 p.

Welcomme R.L. 1979 – Fisheries ecology of floodplain rivers. London, Longman, 317 p.

NOTES

1. Plusieurs élections avaient lieu le 4 mars 2013: Président de la république, membres de l'assemblée nationale et du sénat, gouverneur du County et représentants locaux auprès de l'assemblée du County
2. Projets financés par le programme « Eaux et Territoires » du CNRS et du Ministère de l'Environnement : GEOPAR 2008-2012, « Gestion de l'Eau et Partage des Ressources des Basses Vallées en Afrique de l'Est » et PACTER : « Projets d'agro-carburants et transformations territoriales » 2011-2014 portant à la fois sur le delta du Tana au Kenya et sur la plaine inondable du Rufiji en Tanzanie.

RÉSUMÉS

Le delta du fleuve Tana au Kenya est un espace disputé : s'y confrontent agriculteurs et éleveurs, tenants de la grande agriculture irriguée et défenseurs de la zone humide, tandis que les

nombreux plans de gestion (et cartographies associées) produits par les différents services de l'État et ONG sont contradictoires.

Ce texte discute des écueils voire du caractère risqué de l'utilisation de l'outil de cartographie participative appliqué à un territoire marqué par de telles tensions. L'adéquation de la démarche de cartographie participative à une compréhension des dynamiques territoriales dans l'espace complexe et multi-usages d'un delta est interrogée et différents outils et démarches alternatives sont envisagés.

The Tana River Delta in Kenya is a disputed area where farmers and pastoralists, supporters of large-scale irrigation and wetland conservation advocates confront each other while the many management plans (and associated maps) produced by various government services and NGOs are contradictory.

This paper discusses the pitfalls and even the risky nature of the use of participatory mapping when applied to a territory characterized by such tensions. The adequacy of the participatory mapping approach to an understanding of territorial dynamics in the complex and multi-use space of a delta is questioned and alternative tools and approaches are considered.

INDEX

Mots-clés : cartographie participative, delta, conflit, foncier, territoire, Tana

Index géographique : Kenya

Keywords : participatory mapping, delta, conflict, land tenure, territory, Tana

AUTEUR

STÉPHANIE DUVAIL

Chargée de Recherche IRD - UMR 208 « Patrimoines locaux et gouvernance » (PALOC)- Muséum national d'Histoire naturelle Paris, France

stephanie.duvail@ird.fr